

CDG CAPITAL

Rapport financier annuel
2022



التميز
Excellence



المواطنة
Citoyenneté



المسؤولية
Responsabilité

Sommaire

Rapport de gestion 2022	3
Rapport des CAC sur les comptes consolidés 2022	36
Rapport des CAC sur les comptes sociaux 2022	95
Rapport des CAC sur les conventions réglementées 2022	151
Etat des honoraires versés aux contrôleurs de comptes 2022	157
Rapport ESG 2022	158



CDG CAPITAL

Rapport de gestion

Exercice 2022



Sommaire

1	Activité.....	3
1.1	Faits marquants de l'année 2022.....	3
1.2	Activités et PNB analytiques.....	11
2	Risques et fonds propres.....	12
2.1	Stratégie de gestion des risques.....	12
2.2	Mode de gouvernance des risques	12
2.3	Présentation du profil de risque	10
2.4	Fonds propres et profil de solvabilité.....	20
2.5	Système de contrôle permanent.....	21
3	Analyse des comptes arrêtés au 31 décembre 2022	22
3.1	Résultats et indicateurs consolidés.....	22
3.2	Résultats et indicateurs sociaux.....	22
3.3	Informations sur les dettes fournisseurs.....	24
4	Mise en conformité aux dispositions légales	27
5	Perspectives d'avenir	27
6	Proposition d'affectation du résultat	26

Annexe : Liste des mandats des administrateurs

1 Activité

1.1 Faits marquants de l'année 2022

1.1.1 METIERS

✓ Pôle Investment Management (PIM)

Portfolio Management

L'activité de la gestion sous mandat s'est caractérisée en 2022 par une baisse de l'encours moyen sous gestion de 6% vs. 2021 et qui s'établit à 123 milliards de dirhams, découlant notamment de la poursuite de la délégation d'une partie des fonds gérés.

En termes de distinctions, l'agence de notation Fitch Ratings a renouvelé sa note nationale 'Excellent (mar)' de l'activité de gestion de fonds institutionnels de CDG Capital, soit le niveau le plus élevé attribué par l'agence et qui la justifie par la robustesse du processus d'investissement et de gestion. CDG Capital reste l'unique acteur Marocain ayant certifié cette activité, confirmant chaque année son positionnement de leader alliant performance et responsabilité.

Gestion collective

L'activité de gestion d'OPCVM a été marquée en 2022 par le visa de la note d'information d'un nouveau fonds thématique « CKG ISR SELECTION », par le renouvellement de l'agrément de 6 fonds ainsi que par l'attribution d'un nouveau fonds dédié, portant le nombre de fonds dédiés gérés par CDG Capital Gestion à 3. Par ailleurs, l'agence Fitch Ratings a renouvelé sa note nationale Asset Manager 'Excellent (mar)' avec perspective stable, niveau le plus élevé octroyé par l'agence et qui reflète la grande stabilité des processus d'investissement et de risques, la profondeur des ressources d'investissement et la qualité des projets de transformation au service de la clientèle. Le gestionnaire s'est également vu attribuer 3 trophées lors des Lipper MENA Markets Fund Awards 2022, pour la solidité et la régularité des performances des fonds gérés (sur 10 ans) réalisées par les fonds « CDG Rendement », « CDG Izdihar » et « CDG Multigestion ». CDG Capital est régulièrement primée pour ses activités de gestion d'actifs, ce qui conforte le positionnement de leader qu'elle occupe actuellement sur le marché.

En termes d'actif, l'encours moyen de l'activité de gestion collective s'élève à 75 milliards de dirhams en 2022, enregistrant une baisse de 5% y/y dû en grande partie à un effet souscription et rachats.

✓ Pôle Capital Markets Services (CMS)

Banking & Securities Services

L'actif moyen en conservation chez CDG Capital s'est apprécié de 4% en 2022 pour s'établir à 406 milliards de dirhams. L'exercice a connu une montée en charge sur la domiciliation d'OPCI, dont l'encours a atteint 41 milliards, en forte progression (+179%) vs. 2021, en plus de la domiciliation de 5 nouveaux fonds OPCVM et 1 nouveaux fonds FPCT. L'activité de centralisation des émissions obligataires a totalisé 17 milliards de dirhams en 2022, pour un encours global qui ressort à 44 milliards de dirhams. L'année 2022 marque également le lancement de l'offre confirming de CDG Capital pour le compte d'un grand opérateur industriel, avec l'intégration de plusieurs fournisseurs et le début de règlement de factures. En ce qui concerne l'activité bancaire, l'encours moyen est en quasi-stabilité vs. 2021 à 1 milliard de dirhams.

Global Markets :

L'exercice 2022 a été marqué par une illiquidité prononcée sur le marché obligataire (quasi-absence du long-terme, concentration des flux sur le court-terme) et une hausse conséquente de la courbe des taux à la suite du resserrement monétaire par la Bank Al Maghrib. Face à l'envolée des prix en 2022 dans un contexte de forte sécheresse et de hausse considérable du niveau d'inflation (guerre en Ukraine, perturbation des chaînes d'approvisionnement...), la banque centrale a en effet opéré un revirement dans sa politique monétaire - accomodante post-COVID - pour s'inscrire dans un cycle restrictif à l'instar des banques centrales à l'international. Le relèvement du taux directeur a atteint 100pbs dans un intervalle de 3 mois.

Cette conjoncture a ainsi impacté les portefeuilles de la banque, avec des performances compromises sur les poches taux MAD, compensées notamment par des baisses progressives de duration. En vue d'atténuer les retombées de la crise internationale, une diversification internationale a également été opérée sur le portefeuille taux avec un repositionnement sur la dette marocaine en devise, et un portefeuille d'actions défensif a été constitué ce qui a permis une surperformance du benchmark.

Durant l'exercice, CDG Capital a également réussi l'accompagnement et le placement de plusieurs émissions obligataires de la sphère privée et publique, comprenant des opérations innovantes comme les premières émissions obligataires sur le marché marocain d'une commune (Agadir), ou green d'un établissement public (ONCF), chacune pour 1 milliard de dirhams. Par ailleurs, CDG Capital a procédé à l'émission d'un CD Structuré indexé sur le Spread EuroBond Maroc sur une maturité de 7 ans.

CDG Capital Bourse :

Les principaux faits marquants de CDG Capital Bourse en 2022 comprennent :

- L'accompagnement de CIH Bank dans le cadre de deux augmentations de capital (rédaction du prospectus de l'opération, organisation et coordination des échanges avec la Bourse de Casablanca, formation et présentation de l'opération aux membres du personnel et enregistrement des deux opérations à la Bourse de Casablanca.
- Participation à l'augmentation de capital en numéraire de Mutandis SCA.
- Participation à l'Offre publique de retrait de Centrale Danone.
- Participation à l'Offre publique d'achat de LYDEC.
- Participation à l'IPO DISTY Technologies.
- Participation en tant que co-chef de File à l'IPO AKDITAL
- Réalisation d'une transaction stratégique portant sur 10% du capital d'une société cotée, provoquant un changement d'actionariat dans la structure de la société.

✓ Activité de conseil et de financement (Debt & Equity Finance – DEFI) :

En 2022 CDG Capital s'est distinguée par la clôture de mandats de conseil innovants et à fort impact. Elle a ainsi réalisé avec succès la structuration et le placement auprès d'investisseurs locaux et internationaux (sous forme de placement privé) d'un emprunt obligataire de 1 milliard de dirhams pour le compte de la commune d'Agadir, la première émission d'une collectivité territoriale sur le marché des capitaux marocain. Par ailleurs, CDG Capital a structuré et placé la première émission obligataire Green au profit d'un établissement public - l'ONCF - pour un montant de 1 milliard de dirhams. Grâce à cette opération, l'ONCF a pu compter parmi ses investisseurs la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement (BERD).

CDG Capital continue à accompagner les opérateurs publics, mais également privés dans le cadre de missions de conseil stratégique et financier à même à répondre à leurs besoins tout en intégrant leurs différentes contraintes, avec un effort constant d'innovation et de contribution à la maturation du marché.

L'activité de crédit de CDG Capital poursuit quant à elle sa consolidation avec un rythme de production soutenue. L'encours moyen se renforce de 28% en 2022 pour atteindre 1.6 milliard. L'exercice s'est également caractérisé par le démarrage de l'activité confirming, qui a vocation à financer les cycles d'exploitation des fournisseurs de grands donneurs d'ordre.

1.1.2 POLE RESSOURCES ET TRANSFORMATION (PRT)

Les principales réalisations des différentes fonctions sont comme suit :

- ✓ Transformation Digitale et Systèmes d'Information
 - Montée en version technologique et applicative du SI dépositaire et du SI Bancaire.
 - Mise en production de l'interpréteur comptable sur les périmètres Bancaire et Dépositaire.
 - Déploiement en production du 7ème lot de l'application Mobile-Banking CDG Capital.
 - Déploiement en production de la solution EPM pour l'élaboration et le suivi budgétaire.
 - Montée en version technologique et applicative du SI Risques : finalisation des développements et démarrage de la recette.
- ✓ Organisation et qualité
 - Poursuite du déploiement de la phase III du projet SIME.
 - Déploiement du 1^{er} lot de l'outillage SIME fédérant les dispositifs existants : parcours clients, risques et contrôles, architecture SI, organisation et pilotage des actions d'amélioration.
 - Pilotage du déploiement du produit « SMP OCP » sur le site pilote.
 - Mise en place et mise en harmonie du référentiel procédural.
 - Mise en place du processus OPCI, définition et pilotage du plan d'amélioration y afférent.
- ✓ Direction Développement Humain, Durable et Communication

Capital Humain

- Obtention de la certification « Best Places To Work » et lancement des travaux de d'identification des initiatives BPTW.
- Accompagnement des projets One CDG (Plateforme E-Learning, HR Development Center, politique de performance groupe ...).

Développement Durable et RSE

- Obtention du 1^{er} prix du Trophée de l'Egalité professionnelle.
- Publication du rapport extra-financier ESG 2021.
- Tenue d'une session de sensibilisation sur les stéréotypes genre et d'une campagne de don du sang.
- Signature de la convention avec Jadara pour la prise en charge d'étudiants en partenariat avec la Fondation CDG.

- Contribution active de CDG Capital aux activités du club IDFC et participation aux réunions de gestion et de décision du club.

Marketing et Communication

- Production régulière de contenu sur le positionnement de CDG Capital et ses filiales (Métiers, engagement RSE, finance durable, réalisations majeures, vulgarisation de concepts...).
- Accompagnement de la direction clientèle dans la production d'outils marketing (fiches produits, présentation commerciale, goodies clients etc.)
- Déploiement des valeurs : Ateliers Comex, Interview DG, ateliers d'information valeurs, habillage siège et filiales, lancement du cycle de webinaires « Femmes d'impact », nouvelle charte graphique avec socle de valeurs, définition de la devise de CDG Capital.

✓ Direction Achats et Support Logistique

- Préparation de l'aménagement d'un espace de travail pour CDG Capital et filiales à Casablanca.

1.1.3 POLE PILOTAGE ET FINANCE (PPF)

✓ Direction financière

- SI comptable : Déroulement avec succès des travaux de recette, de test et de mise en production de l'interpréteur comptable sur les modules « Bancaire » et « Dépositaire » et poursuite avec la DTDSI des travaux de conception et de paramétrage des schémas comptables relatifs module Marchés cible.
- Communication financière : Prise en charge des publications financières (calendrier AMMC) : communiqués trimestriels et semestriels, communiqués de CA, rapports financiers, et nouvelles émissions 2022.
- Participation à la mise à jour annuelle du document de référence relatif au programme d'émission CD de CDG Capital, ainsi qu'à l'instruction des documents d'information relatifs aux nouvelles émissions 2022 (CD structuré et dette subordonnée perpétuelle).
- Traitement de plusieurs demandes internes d'avis fiscal (16 avis) couvrant des opérations non récurrentes ou encore de nouveaux produits/ activités.

✓ Direction Contrôle de Gestion, ALM & PMO

- Contrôle de Gestion : Mise en production de l'outil d'élaboration budgétaire EPM CLOUD.
- PMO : Contribution à l'élaboration du Bilan à mi-parcours SDN, finalisation et diffusion des canevas standards de remontée des projets et lancement du scoring et priorisation des projets 2023 selon la méthode OSERIS.
- ALM : Mise à jour de la politique ALM et du système de TCI. Mise en place d'une charte pour le comité de trésorerie et mise à jour de la charte de l'ALCO.

✓ Direction Gestion Globale des Risques (DGGR)

- Participation aux nouveaux rounds de réunions de BAM pour la mise en place du NSFR et ILAAP.

- Participation au processus d'émission de la dette subordonnée perpétuelle (calibrage du montant, validation et concertation avec BAM).
- Entrée en vigueur de l'application du LCR consolidé au niveau de CDG Capital (nouvelle exigence de BAM).
- Accompagnement de CDG Capital Bourse dans la mise en place de l'activité de contrepartiste.

✓ Direction Conformité

Sécurité financière

- Mise en place en cours du SI LBC-FT.
- Formations des collaborateurs concernés par le dispositif LBC-FT aux procédures en vigueur.
- Assistance et accompagnement dans le process d'entrée en relation avec les clients «confirming».
- Prise en charge des nouvelles requêtes de la CNASNU.

Protection des données à caractère personnel.

- Mise à jour de la cartographie des traitements.
- Poursuite des démarches d'autorisation des traitements dans le cadre programme DATA TIKA.

Déontologie et éthique.

- Mise à jour du dispositif de prévention et de gestion des Conflits d'intérêts.
- Mise à jour de la politique Cadeaux.
- Mise en place de la politique de lutte contre la corruption.

Conseil et sensibilisation

- Evolution de +20% des requêtes soumises à la conformité pour avis.
- Enrichissement du calendrier annuel de sensibilisation par la thématique corruption.

✓ Direction Juridique

- Montage juridique des nouvelles activités : Financement des écosystèmes, OPCI.
- Rédaction de la documentation sociale et contractuelle de la 1^{ère} émission obligataire en mode « Project Bond ».
- Contribution à la réalisation de la 1^{ère} émission obligataire d'une collectivité territoriale sur le marché des capitaux marocain.
- Rédaction de la documentation sociale et contractuelle de l'Emprunt Obligataire Subordonné Perpétuel émis par CDG Capital.

1.1.4 CONTROLE PERMANENT

- Mise en production du système MEGA HOPEX, solution intégrée.
- Déploiement des contrôles relatifs à la loi 09-08.
- Mise en production des évolutions ISCOPI.
- Mise en place d'un répertoire de contrôle pour la LBCT-FT.
- Refonte du dispositif de maîtrise des risques des périmètres couverts.

1.2 Activité des métiers

PNB par métier

En MDH	2022	2021	Variation
Global Market	47	77	-38%
Banking & Securities Services	99	89	12%
CDG Capital Bourse	23	20	14%
Pôle Capital Markets Services (CMS)	169	185	-9%
Portfolio Management	39	70	-45%
CDG Capital Gestion	95	111	-14%
Pôle Investment Management (PIM)	134	181	-26%
Debt & Equity Finance (DEFI)	53	26	102%
Autres produits	27	27	-1%
PNB Social	265	289	-8%
PNB Agrégé	355	392	-9%

✓ Pôle Capital Market Services (CMS) :

Le PNB CMS est en baisse de 9% entre 2022 et 2021 à 169 MDH, une évolution découlant de ce qui suit :

- **Global Market** : Baisse du PNB de 38% à 47 MDH en 2022, en lien essentiellement avec la baisse du PNB de l'activité propre dans un contexte de retournement de tendance sur le marché avec une forte hausse de la courbe des taux, et qui s'est traduite par des pertes sur le portefeuille de placement.
- **Banking & Securities Services** : Croissance du PNB de 11% à 99 MDH, grâce principalement aux commissions dépositaire, notamment sur les OPCI suite à la hausse des encours domiciliés (+179% y/y).
- **CKB** : Chiffre d'affaires en évolution de 14% y/y pour atteindre 23 MDH, tiré principalement par l'activité d'intermédiation (+15%) en lien avec des opérations d'augmentation de capital et d'introduction en bourse.

✓ Debt & Equity Finance :

Le PNB DEFI affiche une forte progression de 102% en 2022 vs. 2021 pour ressortir à 53 MDH, tirée par l'activité de conseil (+200% y/y) grâce à des mandats innovants et à fort impact auprès de la sphère privée et publique, ainsi que par l'activité de crédit (+59% y/y) avec un rythme de production soutenu.

✓ Pôle Investment Management (PIM) :

Le PNB PIM s'établit à 134 MDH en 2022, en recul de 26% par rapport à 2021. Cette performance s'explique par :

- La baisse du PNB Portfolio Management de 45% à 39 MDH, expliqué principalement par la baisse des frais variables, couplée à une baisse des frais fixes découlant d'un effet marché ainsi que de la baisse des encours.
- La baisse du PNB CDG Capital Gestion de 14% en 2022 pour s'établir à 95 MDH en lien avec le recul des frais variables des OPCVM suite à la forte hausse des taux et au contexte défavorable du marché boursier.

2 Risques et fonds propres

2.1 Stratégie de gestion des risques

CDG Capital s'inscrit dans une approche de gestion intégrée des risques qu'elle encourt dans le cadre de ses activités. Dans ce sens, la Banque accorde une importance majeure à la mise en œuvre d'un dispositif de gestion des risques qui soit efficace, efficient et adapté en permanence. Ce dispositif fait partie intégrante du fonctionnement général de la banque en se greffant sur l'ensemble des phases stratégiques, décisionnelles, commerciales, opérationnelles et de suivi des activités.

L'approche de gestion des risques de CDG Capital est axée autour des objectifs suivants :

- Accompagner les différents métiers de la banque dans leur développement par l'optimisation de leur rentabilité au regard des paramètres risques inhérents à leurs activités ;
- Sécuriser l'ensemble des activités de la banque par la mise en œuvre permanente de dispositifs proactifs de mesure et de maîtrise des risques.

2.2 Mode de gouvernance des risques à CDG Capital

La gestion des risques au sein de CDG Capital s'applique à l'ensemble des activités de la banque et revêt une dimension transversale de par l'implication de l'ensemble des collaborateurs dans sa mise en œuvre. Elle est régie dans le respect des recommandations des autorités de supervision et en application des normes professionnelles et des meilleures pratiques en la matière.

La gestion des risques à CDG Capital est assurée à tous les niveaux organisationnels, notamment :

- Le Conseil d'Administration ;
- La Direction Générale ;
- La Direction de Gestion Globale des Risques ;
- Les Comités Spécialisés : Comité des Risques, Comité Grands Risques et Stratégie, Comité de Gestion des Risques, Comité ALCO, Comité d'engagement, Comité de recouvrement et contentieux ; Comité de trésorerie et Comité de Pilotage du Contrôle Interne ;
- Les Entités opérationnelles ;
- Les entités de support.

A cet effet, CDG Capital a entrepris une série d'actions :

Intégrer la notion de risque dans les processus de prise de décisions business :

- En distillant une culture risque forte dans toute l'organisation via des formations ciblées et continues et des procédures internes ;
- En développant des outils et des méthodes permettant une prise en compte systématique de la composante risque dans la prise de décision business : octroi d'un crédit, prise ferme « *Underwriting* », tarification des transactions, sélection de titres d'investissement, gestion globale de portefeuille ;
- En renforçant la capacité d'analyse des risques crédit et de contrepartie (entreprises, banques, projets, opérations de marché) notamment, par la mise en place d'un système de notation interne des contreparties aligné sur les meilleures pratiques en la matière ;
- En systématisant la prise en compte des risques encourus (réglementaires et modélisés) dans la prise de décision, la compréhension et l'analyse des performances générées.

Focaliser l'attention des collaborateurs sur la réduction du risque opérationnel :

- En recentrant l'attention de l'ensemble des collaborateurs vers une réduction systématique des risques opérationnels à travers des actions de sensibilisation, de formation ciblée et de renforcement des processus opérationnels.
- En affinant la cartographie des risques à travers l'adoption d'une démarche reflétant de manière plus spécifique la réalité des activités de la banque.
- En développant les mesures nécessaires pour mitiger les différents risques opérationnels encourus et pour assurer la continuité de l'activité.

2.3 Présentation du profil de risque de CDG Capital

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
 - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Contrepartie & Suivi des Engagements et de la décision du Comité d'Engagement (CE) ou du Comité des Grands Risques et Stratégies (CGRS). Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.
 - Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
 - Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
 - Un système de délégation de pouvoir par Direction Métier.
 - Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
 - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.
- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.
- Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la communication régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché. Ce reporting est produit à fréquence mensuelle et est destiné au management de la banque.

✓ Structure des engagements portés par CDG Capital au 31/12/2022 :

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque.

Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin 2022 :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits de trésorerie.

✓ Qualité du Risque Crédit porté par CDG Capital (rating interne)

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi du crédit (ou de prise d'engagement) et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

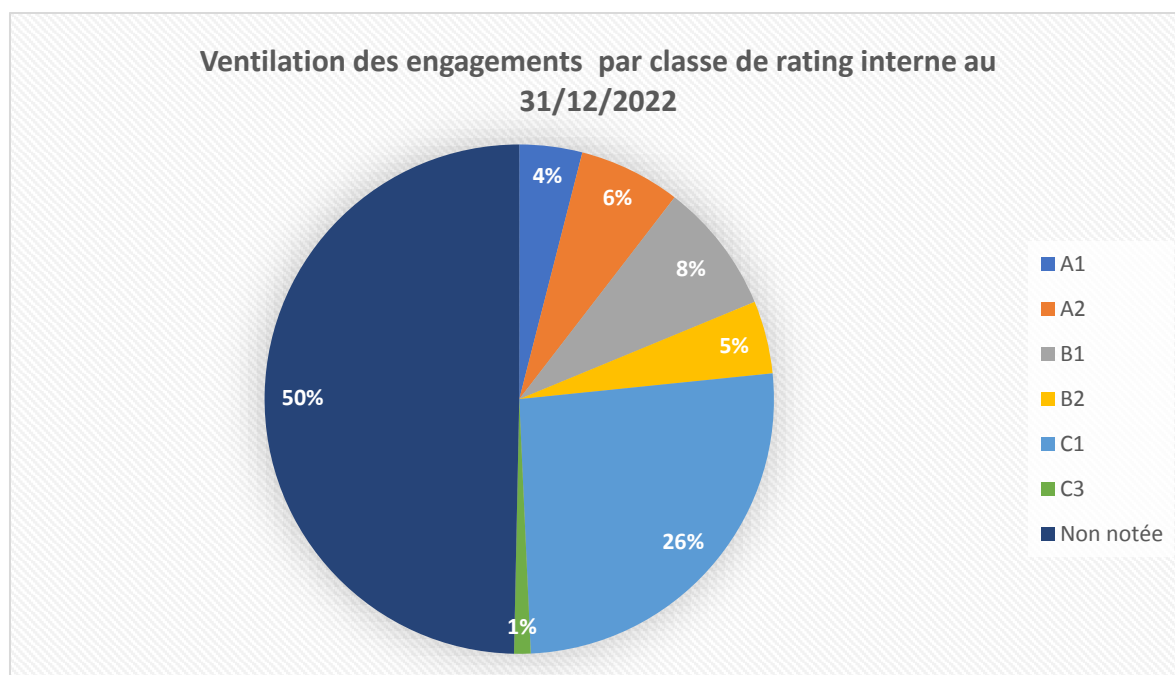
Elle représente l'un des instruments de détection de la dégradation ou de l'amélioration d'un risque lors des revues annuelles de portefeuilles. Elle n'a pas pour objectif de se substituer à une décision de prise d'engagement qui nécessite une analyse approfondie du profil de risque de la contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises (GE).
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires.
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projet (FP) et l'immobilier professionnel (IP).

o Focus sur le profil de notation des grandes entreprises

En incluant les expositions crédit et marché (titres de créances, de propriété et engagement de change), la répartition des engagements de CDG Capital sur les grandes entreprises par profil de notation se présente au 31/12/2022 comme suit :



✓ Gestion du risque de concentration

CDG Capital s'inscrit dans l'amélioration continue des pratiques de suivi des engagements et de gestion interne du risque de concentration et de son appréhension par les métiers de la banque.

Cette amélioration s'explique par plusieurs actions, dont notamment :

- Le suivi dynamique des limites internes propres aux grandes entreprises, aux établissements bancaires, aux sociétés de financement et aux fonds gérés par les sociétés de gestion.
- La tenue régulière des reportings internes spécifique au risque de crédit et de contrepartie et permettant de disposer en permanence :
 - D'une vision globale du profil d'exposition en risque de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution.
 - D'un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires fixées par la nouvelle circulaire de Bank Al-Maghrib relative au CMDR.

Par ailleurs, le Comité de Crédit tient compte du risque de concentration dans son examen des différents dossiers d'engagement. Il valide également les dispositifs de limites internes sur les contreparties et examine les demandes de leur dépassement.

✓ Gestion du risque de contrepartie sur les opérations de marché

CDG Capital accorde une importance particulière au suivi de son exposition au risque de contrepartie dans le cadre des opérations de marché afin de minimiser ses pertes en cas de défaillance. Des limites internes et d'autorisation sont définies pour toutes les contreparties (banques, autres institutions financières, entreprises et organismes publics) de la banque et sont mises à jour annuellement. Leur calibrage dépend essentiellement de la qualité du risque de crédit des contreparties, de leur notation interne/externe et des limites de concentration réglementaires dictées par Bank Al-Maghrib.

2.3.1 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

2.3.2 RISQUES DE MARCHE

La gestion des risques de marché est assurée à quatre niveaux hiérarchiquement indépendants :

- Le Front Office Salle des Marchés : tout en cherchant à réaliser les objectifs de performance fixés, il constitue le premier niveau de gestion des risques liés aux opérations et positions qu'il gère. Il est notamment responsable de la déclinaison des stratégies de placement et du respect des limites internes validées ;
- Le Middle Office : s'assure quotidiennement de la régularité des opérations et du respect des limites d'exposition et intuitu personae fixées ;
- La DGGR : chargée d'une part de fixer et de mettre à jour les limites internes d'activité, et d'autre part de détecter, d'analyser et de suivre les différentes positions de la banque en matière de taux et de devises puis de rationaliser ses positions par des autorisations formalisées. Elle édite dans ce sens un reporting adressé à la Direction Générale ;
- La Direction Audit Interne : qui réalise des analyses critiques et indépendantes de la qualité du dispositif, soit dans le cadre des missions d'audit ou ponctuellement à la demande de la Direction Générale ou du Comité d'Audit.

La gestion et le suivi des risques de marché ont été renforcés par la mise en place d'une approche avancée VaR homologuée par Bank Al-Maghrib. La mise en place par CDG Capital d'un modèle interne des risques de marché a été motivée principalement par la volonté de renforcer les outils d'encadrement et de mesure des risques de marché et d'assurer l'alignement des dispositifs de gestion de risques de marché aux meilleures pratiques en la matière

En complément des différents dispositifs en vigueur, CDG Capital dispose d'un système de limites internes des positions et des opérations de la Salle des Marchés. Son objectif est d'assurer la maîtrise des risques de marché encourus.

○ **Modèle interne du risque de marché**

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la *Value at Risk* (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de VaR est homologué par BAM pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché. L'indicateur VaR a été intégré dans la gestion opérationnelle des risques de marché à travers l'analyse de son évolution quotidienne, la fixation et le suivi de limites de VaR ainsi qu'un reporting hebdomadaire adressé à la Direction Générale et aux opérateurs de la Salle des Marchés. De surcroît, le modèle permet la réalisation de simulations dans le cadre du pilotage global du profil de risque de marché et du développement stratégique de l'activité.

○ **Dispositif des limites internes**

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites :

- Encours des portefeuilles ;
- VaR (globale et par portefeuille) ;
- Encours par émetteur (Corporate, Banques, Institutionnels et OPCVM) ;
- Limites réglementaires de change ;
- Limites par opérateur.

Le suivi des limites fait l'objet d'un état quotidien de la consommation des limites d'encours, de concentration des émetteurs, de VaR et de sensibilité aux taux d'intérêt adressé à la DGGR et aux responsables des lignes-métiers.

En outre, un flash hebdomadaire est communiqué à la Direction Générale illustrant les expositions aux risques de marché ainsi que les résultats dégagés par activité.

Enfin, un reporting trimestriel plus exhaustif, établi par le Middle Office et validé par la DGGR récapitule l'utilisation des limites notifiées à chaque activité et fait état des éventuels dépassements enregistrés.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

La mise à jour des limites internes est cadrée par une procédure interne décrivant la méthodologie et la démarche suivies pour la révision, la mise en place ou la suppression d'une limite. Ainsi, la revue du dispositif intervient à une fréquence annuelle ou à la demande de la Direction Générale, du Front Office ou de l'entité chargée de la gestion des risques.

○ **Dispositif de stress test et adéquatation des fonds propres**

Les simulations de scénarii de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

Calculés dans l'outil interne de VaR de CDG Capital, les stress tests visent à estimer la perte résultant d'une évolution défavorable des paramètres de marché. Ceci s'appuie sur des scénarii historiques, des scénarii théoriques ou hypothétiques ainsi que des scénarii adverses :

- Les **stress historiques** consistent à reproduire des ensembles de variations de paramètres de marché observées sur des périodes de crises passées, afin de simuler ex-post les ordres de grandeurs des variations de résultat enregistrés. Si ces jeux de stress n'ont aucun pouvoir prédictif, ils permettent de juger de l'exposition du périmètre à des scénarii connus.
- Les **stress hypothétiques** consistent à simuler des variations de paramètres de marché sur l'ensemble des activités, en s'appuyant sur des hypothèses plausibles de réaction d'un marché par rapport à un autre, en fonction de la nature d'un choc initial. La détermination des chocs est le fruit d'un travail de réflexion et de collaboration avec le front office et les gestionnaires de portefeuilles. Ces scénarii peuvent être définis en fonction de critères économiques, de considérations socio-politiques ou autres.

- Les **stress adverses** ont pour objectif de détecter les situations les plus défavorables pour la banque sur la base des caractéristiques de son portefeuille. Il s'agit de mettre en exergue les vulnérabilités des portefeuilles de CDG Capital parallèlement aux capacités de réaction ou d'ajustement dont elle dispose afin de permettre une prise de décision optimale.

Les différents scénarii de stress tests font l'objet de révisions régulières et leurs mises à jour sont validées dans le cadre du Comité de Gestion de Risques.

A fin décembre 2022, les fonds propres prudentiels absorbent les pertes issues de la réalisation du programme de stress tests. Les ratios tier 1 et de solvabilité demeurent supérieurs aux minimums exigés.

2.3.3 RISQUES STRUCTURELS DE TAUX ET DE LIQUIDITE

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

De ce fait, la gestion du risque structurel de taux repose essentiellement sur l'analyse de la structure du bilan et du hors bilan par nature de taux (taux fixe/ taux variable), et vise la réduction du degré d'exposition aux variations du taux d'intérêt au vue de maîtriser la sensibilité sur le résultat prévisionnel et les fonds propres de la banque.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

A fin décembre 2022, les résultats de scénarii de stress, font ressortir une perte maximale de 15,62% des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'une hausse des taux courts de 250 bps.

Pour sa part, le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) et une approche globale basée sur un *matching* de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, outre son caractère réglementaire, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarii stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant le premier semestre 2022, avec une moyenne de 152% sur l'année et un niveau minimum de 132% en septembre 2022.

L'approche globale, quant à elle, repose sur la détermination des impasses de liquidité à travers deux approches d'évaluation (impasse statiques et impasse dynamiques) et sur l'analyse de la structure du bilan. Elle assure ainsi une vision globale sur le profil de liquidité de CDG Capital et permet l'adéquation de la structure des ressources (nature et maturités) à celle des placements. CDG Capital dispose d'un système de limites internes dont la fonction est d'assurer en permanence sa capacité de se prémunir contre les crises de liquidités.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

2.3.4 RISQUES OPERATIONNELS

CDG Capital a mis en place des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Contenu de la situation sanitaire mondiale, CDG Capital a mis en place un plan de continuité dédié à la pandémie du « Covid-19 », elle permet d'évaluer l'impact du risque sanitaire sur la continuité d'activité de la banque et met en place des moyens et des procédures, pour traiter éventuellement l'ensemble des risques opérationnels générés par cette crise.

Le démarche ORSA « Opérationnel Risk Self Assesment » mise en place depuis 2019, participe activement au renforcement du dispositif de gestion des risques opérationnel, plusieurs activités de la banque ont connu une refonte globale de leurs dispositifs de gestion des risques opérationnels.

Sécurité de l'information

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continûment le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
- Sécurité réseau ;
- Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

Depuis 2018, CDG Capital a entamé un premier exercice selon la nouvelle approche de gestion du risque opérationnel, basée sur une démarche décentralisée de gestion du risque à travers des relais risques au niveau des lignes métiers de la banque.

Un suivi des risques, basé sur des niveaux d'appétence, validé par les organes de gouvernance de la banque.

Dans le cadre de la définition de son appétit au risque et conformément à la réglementation en vigueur, la démarche ORSA de CDG Capital a permis de fixer son niveau de tolérance au risque opérationnel visant à limiter les pertes et à s'assurer que les actions de réduction des risques font l'objet d'un suivi régulier. Cette politique décrit la gouvernance mise en place, le dispositif d'encadrement quantitatif et qualitatif ainsi que le suivi effectué.

Durant l'année 2022, la DGGR a mis en place un système d'information pour la gestion des risques opérationnels (HOPEX IRM) de l'éditeur MEGA. Ce système permet :

- Création d'un référentiel risque opérationnel automatiser ;
- Gestion intégrée du processus de cartographies des risques ;
- La gestion des incidents opérationnels ;
- Le backtesting des risques opérationnels identifiées ;
- Le suivi des plans d'actions relatifs au dispositif de maitrise des risques ;
- L'édition des tableaux de bords et des reportings risques opérationnels.

La surveillance des pertes internes

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de CDG Capital, depuis 2012. Ce processus a permis aux opérationnels :

- de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc...) ;
- de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

2.3.5 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG CAPITAL, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2017, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2019 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA des filiales CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse.

L'exercice 2022 a été marqué principalement par le maintien du dispositif de continuité sanitaire et le déploiement des règles sanitaire pour faire face à l'évolution de la pandémie et aux engagements opérationnels de CDG Capital.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

Durant cet exercice CDG Capital a validé son Plan de Reprise d'Activité, comme il a été prévu dans la feuille de route du plan de continuité d'activité.

Un bilan d'impact a été validé par les instances de gouvernance et la feuille de route du projet et en cours de déploiement.

2.4 Fonds propres et profil de solvabilité

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont fixées par les dispositions de la circulaire N° 14/G/2013 de Bank Al-Maghrib relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin décembre 2022, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur base individuelle sont composés de 65% des fonds propres de catégorie 1, ce pourcentage passe à 68 % sur base consolidée.

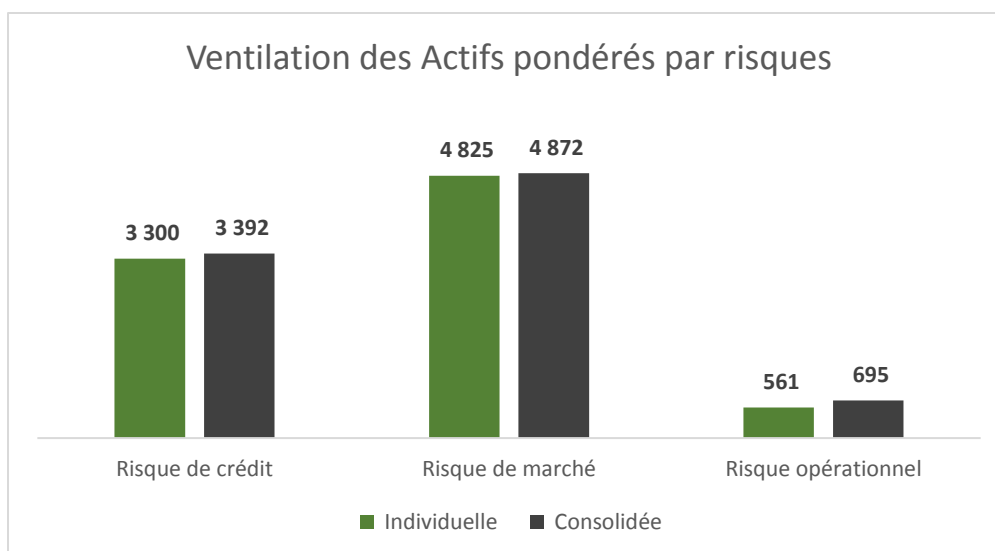
Les fonds propres de catégorie 2 sur base individuelle sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

A fin décembre 2022, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à **1 544** Mdhs, contre **1 563** Mdhs sur base consolidée.

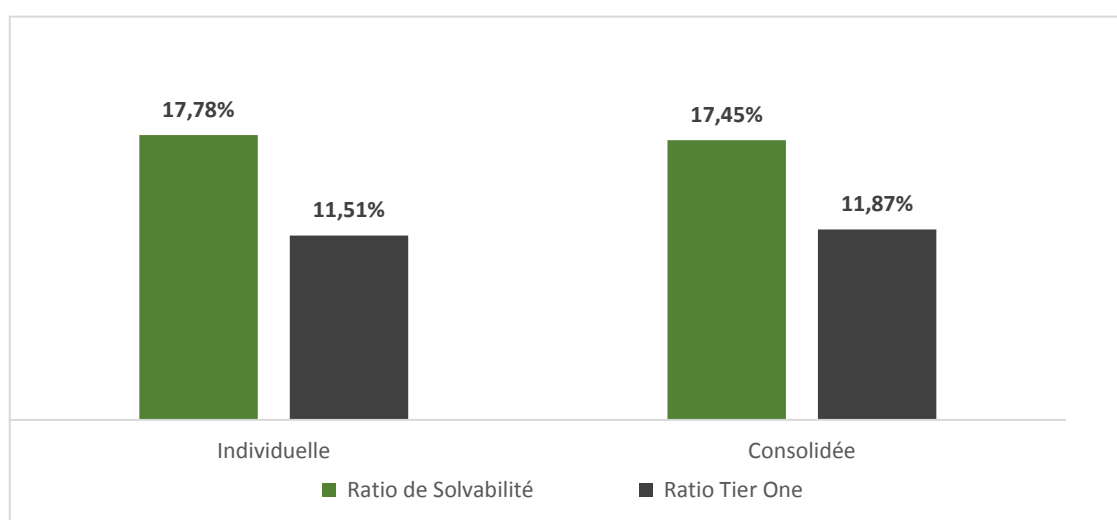
L'exigence en fonds propres globale de CDG Capital couvre les risques de crédit, de marché et opérationnel, et elle est déterminée selon les approches suivantes :

- Approche avancée au titre des risques de marché conformément aux dispositions de la circulaire N° 08/G/2010. CDG Capital procède au calcul de l'exigence marché via son modèle interne de Value at Risk homologué par Bank Al-Maghrib en 2013 ;
- Approche standard au titre des risques de crédit conformément aux dispositions de la circulaire N° 26/G/2006 ;
- Approche indicateur de base au titre des risques opérationnels conformément aux dispositions de la circulaire N° 26/G/2006.

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin décembre 2022 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



A fin décembre 2022, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



CDG Capital possède ainsi un excellent profil de solvabilité et une marge significative de prise de risque.

2.5 Système de contrôle permanent

Le groupe s'est doté d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, le groupe a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. L'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

Le contrôle permanent au sein du groupe est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels impliquant ainsi la vigilance de l'ensemble des collaborateurs. Il est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir au courant de l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

Le système de contrôle permanent est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser une atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

3 Analyse des comptes au 31 décembre 2022

L'année 2022 a été marquée par une résilience des revenus et des emplois clientèle bien orientés, en dépit d'une conjoncture difficile et incertaine.

3.1 Résultats et indicateurs consolidés au 31 décembre 2022

Sans changement par rapport à l'exercice précédent, le périmètre de consolidation du groupe à fin décembre 2022 se présente comme suit :

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
CDG Capital	Banque	100,00%	100,00%	Société Mère
CDG Capital Gestion	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	IG
CDG Capital Bourse	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	IG
CDG Capital Real Estate	Gestion de fonds immobiliers et touristiques	100,00%	100,00%	IG

Selon notre appréciation, aucune filiale ne présente de risques spécifiques de nature à influencer l'activité et la situation financière du groupe.

L'évolution des principaux indicateurs d'activité et de résultat se présente comme suit :

En MDH	2022	2021	Var
PRODUIT NET BANCAIRE	346	375	-8%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	97	147	-34%
RESULTAT D'EXPLOITATION	96	146	-34%
RESULTAT AVANT IMPÔT	95	146	-35%
RESULTAT NET	61	89	-31%
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	61	89	-31%
Résultat de base par action (<i>en dirhams</i>)	6,61	9,54	-31%
Résultat dilué par action (<i>en dirhams</i>)	6,61	9,54	-31%

Au terme de l'exercice 2022, le produit net bancaire s'établit à 346 MDH, en recul de 8% par rapport à l'exercice précédent, dans un contexte de taux défavorable et des conditions de liquidité restrictives sur le marché. Cette évolution recouvre toutefois les variations contrastées ci-après :

- L'accentuation du déficit de la marge d'intérêt à 71,9 MDH, en raison principalement d'une hausse plus importante du coût de refinancement de la banque comparativement aux produits d'intérêts perçus sur créances et titres de placement ;
- L'amélioration de 3,4% de la marge sur commissions à 154,9 MDH ;
- La hausse de 31% des gains nets sur instruments financiers à la juste valeur à 158,8 MDH, tirée principalement par la bonne performance des activités changes et dérivés ;
- La contraction de 14 MDH des produits nets liés aux autres activités, en raison principalement de la baisse des commissions variables de gestion d'OPCVM, en lien avec la montée des taux obligataires.

Les charges générales d'exploitation affichent une hausse de 9,9% à 213,8 MDH, tandis que les dotations aux amortissements des immobilisations progressent de 4,6% à 35,4 MDH, en lien notamment avec les évolutions réalisées sur les systèmes d'information de la banque.

Le résultat brut d'exploitation ressort ainsi à 95,5 MDH contre 145,7 MDH une année auparavant.

Dans ce contexte, le résultat net consolidé s'est établi à MAD 61,5 millions contre MAD 88,7 millions en 2021, tenant compte d'un coût du risque à un niveau bas de 1,2 millions et d'une charge d'impôt de MAD 34 millions.

CDG Capital et de CDG Capital Gestion demeurent les principaux contributeurs en termes d'activité et de résultat, avec des parts respectives de 68% et 26% pour le PNB et de 33% et 61% pour le RNPG.

3.2 Résultats et indicateurs sociaux au 31 décembre 2022

✓ Compte de Résultat

L'évolution des principaux indicateurs de résultat entre 2021 et 2022 se présente comme suit :

En MDH	2022	2021	Var
PRODUIT NET BANCAIRE	264,6	288,9	-8,4%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	52,8	106,5	-50,4%
RESULTAT COURANT	36,4	121,8	-70,1%
RESULTAT NON COURANT	-0,4	-3,8	-88,3%
RESULTAT NET	31,3	89,9	-65,2%

Au terme de l'exercice 2022, le produit net bancaire se replie globalement de 8,4% à 264,6 MDH contre 288,9 MDH une année plus tôt, sous l'effet des évolutions contrastées ci-après :

- Accentuation du déficit de la marge d'intérêt à 70,6 MDH, en raison principalement d'une hausse plus importante du coût de refinancement de la banque comparativement aux produits d'intérêts perçus sur créances et titres de placement ;
- Amélioration de 2,9% à 154,5 MDH de la marge sur commissions favorisée par les commissions perçues sur les prestations de conseil financier ;
- Appréciation de 15,5% du résultat des opérations de marché, tirée par la bonne performance des activités de change et dérivés ;
- Hausse de 27,8 MDH à 51,3 MDH des autres produits bancaires, constitués majoritairement des dividendes remontés par les filiales CDG Capital Gestion et Bourse.

Les charges générales d'exploitation progressent de 5,8% à MAD 197,8 millions, en ligne avec l'orientation budgétaire.

Dans ce contexte, le RBE s'affiche en baisse de 50,4% à 52,8 MDH contre 106 MDH une année auparavant.

Les dotations aux provisions nettes des reprises se sont élevées à 28,7 millions, dont 23 MDH à titre de provision pour risques généraux, destinée à consolider la résilience de la banque face aux incertitudes inhérentes à l'évolution de la conjoncture actuelle.

Compte tenu de cet effort de provisionnement, le bénéfice net s'est établi à 31,3 MDH au titre de l'exercice 2022, contre 89,9 MDH à fin 2021.

✓ Bilan

Au terme de l'exercice 2022, le bilan de CDG Capital affiche une bonne orientation des emplois clientèle, et une structure financière marquée par la hausse des dépôts de la clientèle et des émissions de dette parallèlement à la baisse de l'endettement bancaire

ACTIF (en MDH)	déc.-22	déc.-21	Var %
Trésorerie	649	430	51%
Créances interbancaires	722	528	37%
Créances sur la clientèle	1 793	1 138	58%
Titres de transaction & de placement	9 861	11 478	-14%
Autres actifs	771	1 168	-34%
Titres de participation	248	261	-5%
Immobilisations	92	85	8%
TOTAL ACTIF	14 136	15 088	-6%

A l'Actif, l'évolution des emplois intègre pour l'essentiel :

- La hausse de 58% de l'encours net des créances à la clientèle à 1.793 MDH, portée par la bonne dynamique commerciale ;
- La diminution de 14% à 9.861 MDH de l'encours des titres de transaction et de placement, suite notamment aux rachats réalisés sur les positions en OPCVM.

PASSIF (en MDH)	déc.-22	déc.-21	Var %
Dettes interbancaires	5 346	5 990	-11%
Dépôts clientèle	3 420	2 669	28%
Titres de créance émis	2 740	2 484	10%
Autres passifs	829	2 213	-63%
Provisions pour risques et charges	58	34	68%
Dettes subordonnées	613	513	20%
Capitaux propres	1 131	1 185	-100%
dont Résultat net	31	90	-65%
TOTAL PASSIF	14 136	15 088	-6%

Au passif, l'évolution des ressources met en évidence une hausse des dépôts de la clientèle (+28%) et un recours plus important aux certificats de dépôt (+10%).

Il est à noter qu'en date du 29 décembre 2022, la banque a clôturé avec succès sa première émission obligataire subordonnée perpétuelle par placement privé pour un montant de 100 MDH.

Le poste « Autres passifs » loge principalement la dette sur titres empruntés pour 709 MDH contre 2.027 MDH à fin décembre 2021.

✓ Engagements hors-bilan

L'année 2022 a été marquée par la hausse des engagements de garantie donnés et reçus, et une quasi-stabilité des engagements de financement donnés

Engagements donnés	déc.-22	déc.-21	Var %
Engagements de financement	283	287	-1%
Engagements de garantie	2 132	1 709	25%
Autres titres à livrer	2 592	2 925	-11%
TOTAL	5 008	4 921	2%

Engagements reçus	déc.-22	déc.-21	Var %
Engagements de financement	500	500	-
Engagements de garantie	641	409	57%
Autres titres à recevoir	1 000	589	70%
TOTAL	2 141	1 498	43%

3.3 Informations sur les dettes fournisseurs

Conformément aux dispositions de la loi 32-10 relative aux délais de paiement, il convient de noter que la décomposition par échéance des dettes fournisseurs au 31 décembre 2022 se présente comme suit (montants en milliers de dirhams) :

Date d'arrêté	Montant des dettes fournisseurs à la clôture A+B+C+D+E	Montant des dettes non échues (A)	Montant des dettes échues			
			(B) Dettes échues de moins 30 jours	(C) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(D) Dettes échues entre 61 et 90 jours	(E) Dettes échues de plus de 90 jours
31/12/2020	3 521	1 402	820	194	18	1 087
31/12/2021	175	175				
31/12/2022	835	835				

Au moment de la clôture des comptes, aucune notification, ni aucun risque de pénalité n'a été recensé par CDG Capital.

4 Mise en conformité aux dispositions légales

Conformément aux dispositions de l'article 142 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée, il est repris, en annexe, la liste des mandats des administrateurs de CDG Capital dans d'autres conseils d'administration ou conseils de surveillance ainsi que leurs emplois ou fonctions principaux au cours de l'exercice 2022.

5 Perspectives d'avenir

CDG Capital continue de développer ses activités et le marché financier dans lequel elle évolue. Pour cela, CDG Capital repose sur six éléments qui reflètent sa mission :

- 1) Clients : Nos clients sont notre première priorité et leur satisfaction est notre préoccupation principale ;
- 2) Performance Financière : Nos résultats financiers doivent être à la hauteur des attentes de nos actionnaires ;
- 3) Capital Humain : Nos collaborateurs sont notre réel capital et nous cultivons leur excellence ;
- 4) Plateforme Opérationnelle : Notre plateforme est constamment améliorée la rendant plus robuste et fluide pour permettre le bon fonctionnement de notre activité ;
- 5) Gestion de Risque : Au-delà de la prudence, notre approche risque nous permet de maximiser notre rendement et celui de nos clients pour le niveau de risque accepté ;
- 6) Innovation : L'innovation nous permet de nous démarquer de la compétition en offrant des solutions sur mesure pour nos clients, et ainsi encourager le développement du marché financier Marocain.

Le management de CDG Capital reste à l'écoute des besoins de l'organisation en allouant les moyens nécessaires, aussi bien humains que matériels pour permettre à la Banque d'atteindre ses ambitions.

6 Proposition d'affectation du résultat

Le Conseil d'Administration propose d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2022 comme suit :

Bénéfice de l'exercice	31 267 579,02
Réserve légale	(1 563 378,95)
Nouveau solde à répartir	29 704 200,07
Report à nouveau des exercices antérieurs	66 182,42
Bénéfice distribuable	29 770 382,49
Dividendes à distribuer	-
Réserve facultative	-
Report à nouveau	29 770 382,49

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Mehdi BOURISS
Directeur Général

Annexe : Mandats sociaux exercés au 31 décembre 2022

1. Monsieur Khalid SAFIR

SOCIETES	Instance de Gouvernance	Qualité
CIH BANK	Conseil d'administration	Membre
BANK OF AFRICA "BOA"	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
SOCIETE CENTRALE DE REASSURANCE "SCR"	Conseil d'administration	Président
CASABLANCA FINANCE CITY AUTHORITY "CFCA"	Conseil d'administration	Membre
BARID AL MAGHRIB "BAM"	Conseil d'administration	Membre
CDG INVEST	Conseil d'Administration	Président
MEDI TELECOM "ORANGE"	Conseil d'administration	Membre
FONDS MAROCAIN DE PLACEMENT "FMP"	Conseil d'administration	Membre
MADAEF	Conseil d'administration	Président
SOCIETE MAROCAINE DE VALORISATION DES KASBAHS "SMVK "	Conseil d'administration	Vice-Président
UNIVERSITE INTERNATIONALE DE RABAT "UIR"	Conseil d'administration	Membre
FONDATION CDG	Conseil d'administration	Président
FONDATION AHLY	Conseil d'administration	Président
CDG CAPITAL	Conseil d'administration	Président
INSTITUT MAROCAIN DES ADMINISTRATEURS "IMA"	Conseil d'administration	Président
TANGER MED SPECIAL AGENCY "TMSA"	Conseil de surveillance	Membre
CDG DEVELOPPEMENT	Conseil d'administration	Président
CGI	Conseil d'administration	Président
SONADAC	Conseil d'administration	Vice-Président
AUDA	Conseil d'administration	Président
SOCIETE D'AMENAGEMENT ZENATA "SAZ"	Conseil d'administration	Président
SOCIETE DE DEVELOPPEMENT DE SAIDIA "SDS"	Conseil d'administration	Président
SOCIETE D'AMENAGEMENT ET DE PROMOTION DE LA STATION DE TAGHAZOUT "SAPST "	Conseil d'administration	Président
AL AKHAWAYN UNIVERSITY "AUI"	Board of Trustees	Membre
AL OMRANE	Conseil de Surveillance	Membre
UNIVERSITE EURO-MEDITERRANEENNE DE FES	Conseil d'administration	Membre
GPBM	Conseil d'administration	Membre

2. Madame Latifa ECHIHABI

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH BANK	Conseil d'administration	Membre
FINEA	Conseil d'administration	Président
AL BARID BANK "ABB"	Conseil de Surveillance	Représentant permanent CDG
AJARINVEST	Conseil d'administration	Président
Société centrale de Réassurance "SCR"	Conseil d'administration	Membre
Fipar Holding	Conseil d'administration	Membre
CDG CAPITAL	Conseil d'administration	Membre
CDG INVEST	Conseil d'Administration	Membre
MADAEF	Conseil d'administration	Membre
FONDATION CDG	Conseil d'administration	Membre
FONDATION AHLY	Conseil d'administration	Membre
CDG Développement	Conseil d'administration	Membre
MEDZ	Conseil de Surveillance	Membre
CGI	Conseil d'administration	Membre
Société d'Aménagement de Zenata "SAZ"	Conseil d'administration	Membre

3. Madame Meriam MECHAHOURI

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH BANK	Conseil d'administration	Représentant permanent MCM
FINEA	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Société centrale de Réassurance "SCR"	Conseil d'administration	Membre
FIPAR HOLDING	Conseil d'administration	Membre
CDG Invest	Conseil d'administration	Membre
MADAEF	Conseil d'administration	Membre
CDG CAPITAL	Conseil d'administration	Membre
SGLN	Conseil d'administration	Membre
CDG Développement	Conseil d'administration	Membre
MEDZ	Conseil de Surveillance	Représentant permanent CDG
CGI	Conseil d'administration	Membre
PREV INVEST	Conseil d'administration	Membre

4. Monsieur Hamid TAWFIKI

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
Société de Bourse des Valeurs de Casablanca "SBVC"	Conseil d'administration	Membre
Société centrale de Réassurance "SCR"	Conseil d'administration	Membre
CDG CAPITAL	Conseil d'administration	Membre
Fondation CDG	Conseil d'administration	Membre
FONDATION AHLY	Conseil d'administration	Membre
CDG Capital Gestion	Conseil d'administration	Président
CDG Capital Bourse	Conseil d'administration	Président

5. Monsieur Mustapha LAHBOUBI

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH BANK	Conseil d'administration	Membre
Massira Capital Management "MCM"	Conseil d'administration	Président
MCM	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Crédit Agricole du Maroc "CAM"	Conseil de surveillance	Représentant permanent CDG
SBVC	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
UMNIA BANK	Conseil de surveillance	Membre
SCR	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
UIR	Conseil d'administration	Représentant CDG
CDG CAPITAL	Conseil d'administration	Membre
Fipar Holding	Conseil d'administration	Membre
CDG Invest	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Fonds Maroc Forêts	Conseil d'administration	Président
FONDS INFRAMAROC	Conseil d'administration	Président
FONDS INFRAMAROC	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
CAPMEZZ II	Conseil d'administration	Président
CAPMEZZ II	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Mdina Bus	Conseil d'administration	Membre
DXC TECHNOLOGY	Conseil de surveillance	Membre
CDG Développement	Conseil d'administration	Membre
CGI	Conseil d'administration	Membre
Société de Développement de Saidia	Conseil d'administration	Membre
Société d'Aménagement et de Promotion de la Station de Taghazout "SAPST"	Conseil d'administration	Membre
OPCI - CDG PREMIUM IMMO	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG

6. Monsieur Khalid El HATTAB

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH BANK	Conseil d'administration	Membre
Maroclear	Conseil d'administration	Membre
FINEA	Conseil d'administration	Membre
UMNIA BANK	Conseil de surveillance	Représentant permanent CDG
Maghreb Titrisation	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Atlanta-Sanad	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
UIR	Conseil d'administration	Membre
Fipar Holding	Conseil d'administration	Membre
CDG Invest	Conseil d'administration	Membre
CAPMEZZ II	Conseil de surveillance	Président du CA
CAPMEZZ II	Conseil de surveillance	Représentant permanent CDG
MADAEF	Conseil d'administration	Membre
FONCIERE UIR	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Foncière Chellah	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Fondation CDG	Conseil d'administration	Membre
Fondation AHLY	Conseil d'administration	Membre
OPCI - Real Estate Security	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
OPCI - Real Estate Security	Conseil d'administration	Président
Lafarge Holcim Maroc	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
FEC	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
CDG Développement	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
CGI	Conseil d'administration	Membre
SAZ	Conseil d'administration	Membre
OPCI - CDG Premium Immo	Conseil d'administration	Président du CA
OPCI - CDG Pierre SECURE	Conseil d'administration	Président du CA
OPCI - Avenir Patrimoine Sécurité	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
OPCI - Avenir Patrimoine Sécurité	Conseil d'administration	Président du CA
CDG CAPITAL	Conseil d'administration	Membre

7. Monsieur Nouaman AL AISSAMI

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
Fonds de Solidarité contre les Catastrophes naturelles	Conseil d'administration	Membre
Africa 50	Conseil d'administration	Membre
Société Nationale de Garantie et de Financement des Entreprises	Conseil d'administration	Membre
CDG CAPITAL	Conseil d'administration	Membre

8. Monsieur Thierry Jean-Philippe SCIARD (administrateur indépendant)

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
VTB Capital Plc	Conseil d'administration	Membre Indépendant
VTB Holdco	Conseil d'administration	Membre Indépendant
CDG CAPITAL	Conseil d'administration	Membre Indépendant

9. Madame Ghislane GUEDIRA BENNOUNA (administrateur indépendant)

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
RISMA	Conseil d'administration	Membre Indépendant
CDG CAPITAL	Conseil d'administration	Membre Indépendant

CDG CAPITAL

Place Moulay El Hassan, Tour Mamounia,
BP 1045, Rabat

Tél. : 05 37 66 52 52 (LG)

Fax : 05 37 66 52 00

E-mail : cdgcapital@cdgcapital.ma



التفوق
Excellence



المواطنة
Citoyenneté



المسؤولية
Responsabilité

GROUPE CDG CAPITAL

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS
FINANCIERS CONSOLIDES**

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Aux Actionnaires de
CDG CAPITAL S.A
Rabat

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Audit des états financiers consolidés

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de CDG Capital et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de 1 143 960 KMAD dont un bénéfice net consolidé de 61 487 KMAD.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2022, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Réponse d'audit
Évaluation des instruments financiers classés en niveau 2	
<p>Comme indiqué au niveau des notes annexes 5.1.2 et 5.1.3 aux comptes consolidés, les instruments financiers classés en niveau 2 s'élèvent à 10 136 952 KMAD au 31 décembre 2022.</p> <p>L'estimation de la juste valeur de ces instruments financiers est déterminée selon les principes décrits au niveau de la note 3.1 « Instruments financiers » de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation de ces instruments financiers constitue un point clé de l'audit, ces instruments financiers étant de montants significatifs et faisant appel au jugement de la direction dans le recours aux modèles internes de valorisation pour leur évaluation en date de clôture.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne du Groupe et des contrôles clés relatifs à l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 2.</p> <p>Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">- Examiner le dispositif de gouvernance autour des modèles de valorisation et tester les contrôles clés mis en place au niveau du Groupe ;- Tester par sondage l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 2 ;- Examiner les informations relatives à l'évaluation des instruments financiers présentées au niveau des annexes aux comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes

ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 26 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE AUDIT



BENABDELLAH
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – La Marina
Casablanca
Tél: 0522 42 80 25 - Fax: 05 22 21 67 34
Fax: 05 22 23 40 18 - 67 59

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

COOPERS AUDIT MAROC S.A



COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 34

Abdellah Laghchaoui
Associé

COMPTES CONSOLIDÉS - AU 31 DECEMBRE 2022

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDÉS

NOTE 1 : REFERENTIELS APPLICABLES

REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2022 est optionnelle.

BASES DE PRESENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

NOTE 2 : PRINCIPES DE

Les comptes consolidés de toutes les entités significatives du Groupe sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IFRS) et les principes de comptabilité applicable.

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Les comptes consolidés de toutes les entités significatives du Groupe sont établis en conformité avec les normes comptables internationales (IFRS) et les principes de comptabilité applicable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin Décembre 2022, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	31/12/2022		31/12/2021		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100%	100%	100%	100%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
CDG Capital Bourse	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100%	100%	100%	100%	Intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT



représente le montant comptabilisé selon les principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- Niveau 1 : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT



- Niveau 2 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.
- Niveau 3 : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêt, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.
- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit est appréciée sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues « ECL : Expected Credit Loss » sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG Capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 15% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 70%.

Pour l'élaboration desdits scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût



INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only
CDG CAPITAL

de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

➤ Immeubles et constructions :

	CATÉGORIE A	CATÉGORIE B	CATÉGORIE C	CATÉGORIE D
COMPOSANTS	Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
	Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
		Revêtement sol et mur intérieur	Pré câblage tél. & inf.	Ascenseurs
		Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
		Faux plafond		Stores
		Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
		Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
		Couvre joint de dilatation		Signalisation
	Aménagement extérieur			
DUREE D'UTILITE	70 ans	30 ans	15 ans	10 ans

➤ Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

3.3 CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

3.5 IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des Goodwills.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only



ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

31/12/2022

5.1

ACTIF	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	649 249	430 424
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	7 590 093	9 170 957
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		7 355 690	7 641 775
Autres actifs financiers à la juste valeur par résultat		234 403	1 529 182
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	2 687 114	2 582 517
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		2 649 840	2 533 244
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		37 274	49 274
Titres au coût amorti	5.1.4	-	4 308
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	785 635	608 498
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	1 784 316	1 130 248
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements des activités d'assurance		-	-
Actifs d'impôt exigible		26 309	3 200
Actifs d'impôt différé		18 953	14 302
Comptes de régularisation et autres actifs	5.1.7	809 519	1 317 844
Actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	5.1.8	76 465	88 037
Immobilisations incorporelles	5.1.9	82 585	72 032
Ecarts d'acquisition	5.1.10	98 235	98 235
TOTAL ACTIF		14 608 474	15 520 603

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

31/12/2022

5.2

PASSIF	Notes	31/12/2022	31/12/2021
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	120 932	72 759
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		120 932	72 759
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	5 403 444	5 650 377
Dettes envers la clientèle	5.2.3	3 403 961	2 651 141
Titres de créance émis	5.2.4	2 739 645	2 483 928
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt exigible		27 455	34 675
Passifs d'impôt différé		-	-
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	1 152 455	2 917 494
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		-	-
Provisions	5.2.6	3 817	3 755
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie	5.2.4	612 804	512 775
Capitaux propres		1 143 960	1 193 698
Capitaux propres part du groupe		1 143 960	1 193 698
Capital et réserves liées		930 000	930 000
Réserves consolidées		175 316	176 749
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(22 843)	(1 789)
Résultat net de l'exercice		61 487	88 739
Intérêts minoritaires		-	-
TOTAL PASSIF		14 608 474	15 520 603

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux

	31/12/2022		31/12/2021	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	437	-	370	-
Banques Centrales, trésor public, Service des chèques postaux	648 812	-	430 054	-
Total	649 249	-	430 424	-

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2022				31/12/2021			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs financiers détenus à des fins de transaction	-	7 355 690	-	7 355 690	-	7 641 775	-	7 641 775
Bons du Trésor	-	6 698 598	-	6 698 598	-	6 590 776	-	6 590 776
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	359 912	-	359 912	-	886 937	-	886 937
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	297 180	-	297 180	-	164 061	-	164 061
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat	101 568	131 422	1 413	234 403	1 395 886	131 884	1 413	1 529 182
Total	101 568	7 487 112	1 413	7 590 093	1 395 886	7 773 658	1 413	9 170 957

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*	31/12/2022				31/12/2021			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments de dette comptabilisés à la JVOCI recyclables	-	2 649 840	-	2 649 840	-	2 533 244	-	2 533 244
Bons du Trésor	-	973 396	-	973 396	-	886 994	-	886 994
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	1 676 445	-	1 676 445	-	1 646 250	-	1 646 250
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la JVOCI non recyclables	-	-	37 274	37 274	-	-	49 274	49 274
Total	-	2 649 840	37 274	2 687 114	-	2 533 244	49 274	2 582 517

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

Encours et dépréciations par Bucket des instruments de dette à la JVOCI* sous IFRS 9	31/12/2022				31/12/2021			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	2 669 548	-	-	2 669 548	2 551 016	-	-	2 551 016
Dépréciations	19 708	-	-	19 708	17 772	-	-	17 772
Net	2 649 840	-	-	2 649 840	2 533 244	-	-	2 533 244

*JVOCI : Juste valeur par capitaux propres

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

5.1.4

Titres au coût amorti

Titres au coût amorti	31/12/2022	31/12/2021
Effets publics et valeurs assimilées	-	-
Obligations et autres titres à revenu fixe	38 657	50 000
Total	38 657	50 000
Dépréciations	38 657	45 692
Net	-	4 308

Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9	31/12/2022				31/12/2021			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	-	-	38 657	38 657	-	-	50 000	50 000
Dépréciations	-	-	38 657	38 657	-	-	45 692	45 692
Net	-	-	-	-	-	-	4 308	4 308

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti

	31/12/2022	31/12/2021
A vue	168 291	236 720
Comptes ordinaires	168 291	236 720
Prêts et comptes au jour le jour	-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
A terme	625 262	374 316
Prêts et comptes à terme	618 333	366 667
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	-
Créances rattachées	6 929	7 649
Encours bruts	793 553	611 036
Dépréciations	7 918	2 538
Encours nets	785 635	608 498

Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	31/12/2022				31/12/2021			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	793 553	-	-	793 553	611 036	-	-	611 036
Dépréciations	7 918	-	-	7 918	2 538	-	-	2 538
Net	785 635	-	-	785 635	608 498	-	-	608 498

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

	Secteur public	Secteur privé			Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2022	31/12/2021
Crédits de trésorerie	168 774	35 637	389 007	1 259	594 677	337 312
- Comptes à vue débiteurs	98 774	35 637	199 945	1 259	335 615	215 977
- Créances commerciales	-	-	-	-	-	-
- Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
- Autres crédits de trésorerie	70 000	-	189 062	-	259 062	121 334
Crédits à la consommation	-	-	-	2 089	2 089	2 322
Crédits à l'équipement	632 000	-	541 458	-	1 173 458	790 182
Crédits immobiliers	-	-	-	701	701	896
Intérêts courus à recevoir	9 766	-	11 418	-	21 185	6 513
Valeurs reçues en pension	-	0	-	-	0	-
Créances acquises par affacturage	-	-	-	-	-	-
Autres créances	-	-	764	6 882	7 646	8 601
Encours bruts	810 540	35 637	942 648	10 931	1 799 756	1 145 826
Dépréciations	-	461	8 259	6 719	15 439	15 578
Encours nets	810 540	35 175	934 389	4 212	1 784 316	1 130 248

Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9	31/12/2022				31/12/2021			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours bruts	1 793 037	-	6 719	1 799 756	1 138 148	-	7 678	1 145 826
Dépréciations	8 720	-	6 719	15 439	7 900	-	7 678	15 578
Net	1 784 316	-	-	1 784 316	1 130 248	-	-	1 130 248

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

5.1.7

Comptes de régularisation et autres actifs

	31/12/2022	31/12/2021
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	2 278	2 224
Créances fiscales	229 673	211 714
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	53 493	55 612
Débiteurs divers	524 076	1 043 152
Comptes de liaison	-	5 142
Total	809 519	1 317 844

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Immobilisations corporelles

Valeurs brutes	Valeurs brutes au	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeurs brutes au
	31/12/2021			31/12/2022
Terrains et constructions	39 054	925	-	39 979
Matériel, outillage et transport	5 432	43	598	4 877
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	64 184	2 014	5 876	60 323
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	306	-	67	239
Droits d'utilisation	85 251	-	-	85 251
Total	194 226	2 983	6 541	190 668

Amortissements	Cumul amortissements au	Dotations	Reprises	Cumul amortissements au
	31/12/2021			31/12/2022
Terrains et constructions	26 040	1 890	-	27 930
Matériel, outillage et transport	3 408	640	336	3 712
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	51 547	5 003	5 876	50 674
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	-	-	-	-
Droits d'utilisation	25 194	6 693	-	31 886
Total	106 189	14 225	6 212	114 203

Valeurs nettes	Valeurs nettes au	Valeurs nettes au
	31/12/2021	31/12/2022
Terrains et constructions	13 014	12 049
Matériel, outillage et transport	2 023	1 164
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	12 637	9 649
Autres immobilisations corporelles	-	-
En-cours	306	239
Droits d'utilisation	60 057	53 364
Total valeurs nettes	88 037	76 465

Droits d'utilisation	31/12/2021	31/12/2022
Immobilier		
Valeurs brutes	85 251	85 251
Amortissements et dépréciations	25 194	31 886
Valeurs nettes	60 057	53 364
Mobilier		
Valeurs brutes	-	-
Amortissements et dépréciations	-	-
Valeurs nettes	-	-
Total valeurs nettes	60 057	53 364

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

5.1.9

Immobilisations incorporelles

	Valeurs brutes au 31/12/2021	Acquisitions	Cessions ou retraits	Dotation de l'exercice	Valeurs brutes au 31/12/2022
Valeurs brutes	175 783	31 703	-	-	207 486
Amortissements	103 752		-	21 150	124 902
Valeurs nettes	72 032	31 703	-	21 150	82 584

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

5.1.10

Ecart d'acquisition

	31/12/2021	Augmentations (acquisition)	Diminutions (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	31/12/2022
Valeurs brutes	98 235	-	-	-	-	98 235
CDG Capital Gestion	93 424					93 424
CDG Capital Bourse	4 802					4 802
CDG Capital Real Estate	9					9
Cumul des pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Gestion	-					-
CDG Capital Bourse	-					-
CDG Capital Real Estate	-					-
Valeurs nettes	98 235	-	-	-	-	98 235

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Passifs financiers à la juste valeur par résultat

Passifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2022				31/12/2021			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Portefeuille de transaction	-	120 932	-	120 932	-	72 759	-	72 759
Instruments en valeur de marché sur option	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	120 932	-	120 932	-	72 759	-	72 759

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Dettes envers les établissements de crédit et assimilés

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total	Total
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc		31/12/2022	31/12/2021
Comptes ordinaires créditeurs	-	32 501	57 407	-	89 909	284 688
Valeurs données en pension	2 101 322	-	-	-	2 101 322	4 245 540
- au jour le jour	-	-	-	-	-	1 607 485
- à terme	2 101 322	-	-	-	2 101 322	2 638 055
Emprunts de trésorerie	124 000	70 000	2 960 000	-	3 154 000	1 054 608
- au jour le jour	-	70 000	2 960 000	-	3 030 000	600 000
- à terme	124 000	-	-	-	124 000	454 608
Emprunts financiers	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	653	10	433	-	1 096	549
Autres dettes	-	-	-	-	-	2 353
Dettes locatives	-	57 118	-	-	57 118	62 638
Total	2 225 975	159 629	3 017 840	-	5 403 445	5 650 377

Variation des dettes locatives	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
Dettes locatives	85 251	-	-	85 251
Amortissements	22 612	5 521	-	28 133
Valeurs nettes	62 638	(5 521)	-	57 118

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Secteur privé			Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2022	31/12/2021
Comptes à vue créditeurs	1 109	627 126	543 568	198 907	1 370 710	1 037 976
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	707 731	-	2 000	709 731	757 573
Valeurs données en pension	-	1 170 558	-	-	1 170 558	548 349
Autres comptes créditeurs	81 001	56 424	7 621	260	145 306	297 326
Intérêts courus à payer	-	7 626	-	30	7 656	9 917
Total	82 110	2 569 465	551 189	201 197	3 403 961	2 651 141

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

5.2.4

Dettes représentées par un titre et dettes subordonnées

	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
Bons de caisse	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	2 483 928	1 569 869	1 314 151	2 739 645
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Titres subordonnés	512 775	100 029	-	612 804
à durée déterminée	512 775	-	-	512 775
à durée indéterminée	-	100 029	-	100 029
Total	2 996 703	1 669 898	1 314 151	3 352 450

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

5.2.5

Comptes de régularisation et autres passifs

	31/12/2022	31/12/2021
Opération diverses sur titres	716 298	2 027 635
Sommes dues à l'Etat	37 193	99 541
Clients avances et acomptes	3 522	3 522
Charges à payer	30 908	29 843
Dividendes à payer	-	-
Autres passifs	364 535	756 953
Total	1 152 455	2 917 494

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

5.2.6

Provisions

Provisions	31/12/2021	Augmentations	Diminutions	31/12/2022
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	3 755	112	50	3 817
Total	3 755	112	50	3 817

Ventilation des provisions	31/12/2021	31/12/2022
Court terme	3 755	3 817
Long terme	-	-
Total	3 755	3 817

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

31/12/2022

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ	Notes	31/12/2022	31/12/2021
+ Intérêts et produits assimilés	6.1	146 356	125 684
- Intérêts et charges assimilées	6.1	(218 220)	(140 433)
MARGE D'INTERET		(71 863)	(14 749)
+ Commissions (produits)	6.2	162 598	157 511
- Commissions (charges)	6.2	(7 740)	(7 771)
MARGE SUR COMMISSIONS		154 858	149 740
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	177 781	103 695
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6.4	(20 945)	16 015
+ Produits des autres activités	6.5	122 299	140 586
- Charges des autres activités	6.5	(16 239)	(20 418)
PRODUIT NET BANCAIRE		345 891	374 869
- Charges générales d'exploitation	6.6	(213 819)	(194 516)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6.7	(35 375)	(33 833)
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION		96 697	146 520
Coût du risque	6.8	(1 191)	(854)
RESULTAT D'EXPLOITATION		95 506	145 666
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		(7)	309
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
RESULTAT AVANT IMPÔT		95 499	145 975
- Impôt sur les résultats	6.9	(34 012)	(57 237)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
RESULTAT NET		61 487	88 739
Intérêts minoritaires		-	-
RESULTAT NET - PART DU GROUPE		61 487	88 739
Résultat de base par action (en dirhams)	6.10	6,61	9,54
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.10	6,61	9,54
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	31/12/2022	31/12/2021
RESULTAT NET		61 487	88 739
Ecarts de conversion			
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		(21 054)	5 367
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Réévaluation des immobilisations			
Ecarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence			
Impôts			
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		(21 054)	5 367
RESULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		40 433	94 106
Dont Part du Groupe		40 433	94 106
Dont Part des minoritaires		-	-

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Marge d'intérêt

	31/12/2022	31/12/2021
Sur opérations avec les établissements de crédits	12 609	15 336
Sur opérations avec la clientèle	57 364	40 567
Intérêts courus et échus sur titres	75 674	68 685
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	710	1 095
Produits d'intérêt	146 356	125 684
Sur opérations avec les établissements de crédits	59 342	28 720
Sur opérations avec la clientèle	58 623	41 815
Sur dettes représentées par titres	81 230	54 704
Sur dettes subordonnées	16 561	12 775
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	2 464	2 418
Charges d'intérêt	218 220	140 433

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Commissions

	31/12/2022			31/12/2021		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Gestion et conservation d'actifs	121 938	6 128	115 810	147 163	6 349	140 814
Prestations et services pour conseils financiers	38 617	-	38 617	9 632	-	9 632
Autres	2 042	1 612	430	717	1 422	(705)
Produits et charges nets des commissions	162 598	7 740	154 858	157 511	7 771	149 740

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2022	31/12/2021
Dividendes reçus	909	182
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	86 916	100 300
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	32 111	3 876
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	57 844	(662)
Inefficacité de couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
Gains ou pertes nets	177 781	103 695

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2022	31/12/2021
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(20 945)	16 015
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	(20 945)	16 015

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Résultat des autres activités

	31/12/2022	31/12/2021
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits sur opérations de location simple	-	-
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurances	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits (charges) nets	106 061	120 167
Produits et charges nets des autres activités	106 061	120 167

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Charges générales d'exploitation

	31/12/2022	31/12/2021
Charges de personnel	134 611	130 544
Impôts et taxes	3 468	3 263
Services extérieurs et autres charges	75 740	60 709
Charges générales d'exploitation	213 819	194 516

Charges de personnel	31/12/2022	31/12/2021
Salaires et appointements	59 907	56 806
Primes et indemnités	53 725	54 563
Charges d'assurances sociales, et de retraite	12 930	12 591
Autres charges de personnel	8 049	6 584
Total	134 611	130 544

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Amortissements et dépréciations des immobilisations

	31/12/2022	31/12/2021
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	14 225	14 800
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	21 150	19 033
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation	-	-
Amortissements et dépréciations des immobilisations	35 375	33 833

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

	31/12/2022	31/12/2021
Dotations aux provisions	8 149	5 162
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	6 201	915
Provisions pour dépréciation des titres	1 936	2 203
Provisions pour risques	12	2 044
Reprises sur provisions	7 995	4 308
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	959	-
Provisions pour dépréciation des titres	7 035	4 308
Provisions pour risques	-	-
Variation des provisions	154	854
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	1 037	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	-	-
Autres pertes	-	-
Coût du risque	1 191	854

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

6.9

Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	31/12/2022	31/12/2021
Charge d'impôts courants	26 090	57 585
Charge d'impôts différés	7 922	(348)
Charge d'impôts de la période	34 012	57 237

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

6.10

Résultat de base et résultat dilué par action

	31/12/2022	31/12/2021
Résultat Net Part du Groupe	61 487	88 739
Nombre d'actions ordinaires émises	9 300 000	9 300 000
Résultat par action en dirhams	6,61	9,54

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

	31/12/2022	31/12/2021
Engagements de financements et de garantie donnés	2 412 695	1 992 793
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	282 333	284 819
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	16 089	258 208
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	266 244	26 611
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 130 363	1 707 974
- Garanties de crédits données	-	-
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	2 130 363	1 707 974
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financements et de garantie reçus	1 141 438	909 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	409 438	409 438
- Garanties de crédits	409 438	409 438
- Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	-
- Garanties de crédits	232 000	-
- Autres garanties reçues	-	-

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

TABLEAU DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2021	930 000	-	-	265 488	11 441	(13 230)	1 193 698	-	1 193 698
Changement de méthodes comptables	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	(4 611)	-	-	(4 611)	-	(4 611)
Capitaux propres d'ouverture 1er janvier 2022	930 000	-	-	260 876	11 441	(13 230)	1 189 087	-	1 189 087
Opérations sur capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(85 560)	-	-	(85 560)	-	(85 560)
Résultat de l'exercice au 31 Décembre	-	-	-	61 487	-	-	61 487	-	61 487
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions (D)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat (E)	-	-	-	-	(13 584)	(7 470)	(21 054)	-	(21 054)
Ecarts de conversion : variations et transferts en résultat (F)	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés (D) + (E) + (F)	-	-	-	-	(13 584)	(7 470)	(21 054)	-	(21 054)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres de clôture 31 Décembre 2022	930 000	-	-	236 803	(2 143)	(20 700)	1 143 960	-	1 143 960

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

FLUX DE TRESORERIE		31/12/2022	31/12/2021
1. Résultat avant impôts	(A)	95 499	145 975
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		35 375	33 833
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		-	-
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		(5 100)	595
5. +/- Dotations nettes aux provisions		6 291	(5 300)
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		-	-
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		-	-
8. +/- Produits/charges des activités de financement		-	-
9. +/- Autres mouvements		1 182	(4 757)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	(B)	37 749	24 371
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés		(423 930)	1 027 750
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle		98 891	708 201
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		1 780 158	(1 785 839)
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(1 203 426)	(200 445)
15. - Impôts versés		(26 090)	(57 184)
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15)	(C)	225 603	(307 517)
17. FLUX NET DE TRESORERIE GENERE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C)	(D)	358 850	(137 170)
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		-	-
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements		-	-
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(28 144)	(42 289)
21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20)	(E)	(28 144)	(42 289)
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		(85 560)	(87 420)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		100 029	512 775
24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23)	(F)	14 469	425 355
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		-	-
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE	(Total des éléments D, E et F)	345 175	245 895
COMPOSITION DE LA TRESORERIE		31/12/2022	31/12/2021
27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE		382 456	136 561
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)		430 424	73 027
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		(47 968)	63 535
30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE		727 632	382 456
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)		649 249	430 424
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		78 382	(47 968)
33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		345 175	245 895

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

	31/12/2022	31/12/2021
Résultat net de l'ensemble consolidé	61 487	88 739
Impôts exigibles (IS)	26 090	57 585
Impôts différés	7 922	(348)
Total charge fiscale consolidée IFRS	34 012	57 237
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	95 499	145 975
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	36%	39%
Montant de différences de taux mère/filiale	2 282	2 392
Impôt sur différences temporelles	-	-
Effet des autres éléments	-	-
Charge fiscale recalculée	36 294	59 629
Taux d'impôt légal au Maroc	37,00%	37,00%

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/2021	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	31/12/2022
Impôts différés actifs	14 302	7 922	(3 270)	18 953
Impôts différés passifs	-	-	-	-
Impôts différés actifs / passifs	14 302	7 922	(3 270)	18 953

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

I. DATATION

• Date de clôture de l'exercice :	31/12/2022
• Date d'établissement des états de synthèse :	22 mars 2023

II. EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU**31/12/2022**

NÉANT

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2019 à 2022 ne sont pas prescrits.

Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives auxdits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

NOTE 13 : GESTION DES RISQUES

1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.



1.2 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (Banque, Entreprise, Office, Institution, Fonds ou une Personne Physique...) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements

CDG Capital a mis en place un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de Crédit/Engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité d'Engagement (CE) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de Crédit/Engagement/Exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le Comité Grands Risques & Stratégie (CGRS) est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
 - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Contrepartie & Suivi des Engagements et de la décision du CE ou du CGRS. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.
 - Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
 - Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
 - Un système de délégation de pouvoir par Direction métier.
 - Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
 - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.
- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.
- Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises (en cours de refonte).
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour).
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel (en cours de refonte).

L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un évènement d'alerte.

Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie) auxquels CDG Capital se trouve exposée, la Direction de la Gestion Globale des Risques (DGGR) a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

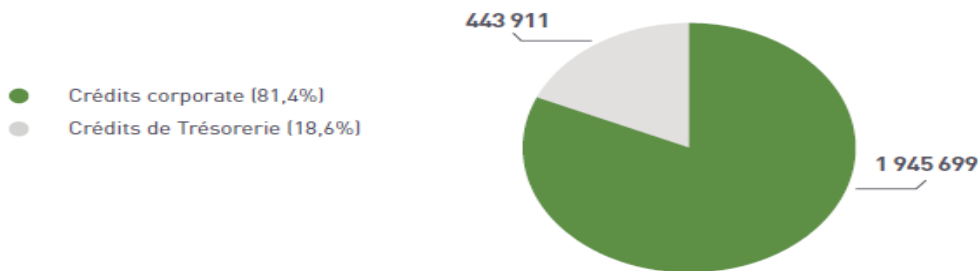
En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin décembre 2022 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits de trésorerie.



Répartition des engagements « activité de crédit » au 31/12/2022

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

1.3 RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filières de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de Crédit/Contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

1.5 RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque de pertes liées à la variation des paramètres de marché notamment :

- **les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
- **les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
- **les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions;
- **les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).

○ *Modèle interne du risque de marché*

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de VaR est homologué par Bank Al-Maghrib pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

○ *Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres*

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

A fin décembre 2022, les fonds propres prudentiels absorbent les pertes issues de la réalisation du programme de stress tests. Les **ratios tier 1 et de solvabilité** demeurent supérieurs aux minimums exigés.

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux ;
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

A fin décembre 2022, les résultats de scénarios de stress, font ressortir une perte maximale de **15,62%** des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'une hausse des taux courts de 250 bps.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant le deuxième semestre 2022, avec une moyenne de **152%** sur l'année et un niveau minimum de **132%** en septembre 2022.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

1.7 RISQUES OPERATIONNELS

CDG Capital a mis en place des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Contenu de la situation sanitaire mondiale, CDG Capital a mis en place un plan de continuité dédié à la pandémie du « Covid-19 », elle permet d'évaluer l'impact du risque sanitaire sur la continuité d'activité de la banque et met en place des moyens et des procédures, pour traiter éventuellement l'ensemble des risques opérationnels générés par cette crise.

Le démarche ORSA « Opérationnel Risk Self Assesment » mise en place depuis 2019, participe activement au renforcement du dispositif de gestion des risques opérationnel, plusieurs activités de la banque ont connu une refonte globale de leurs dispositifs de gestion des risques opérationnels.

Sécurité de l'information

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continûment le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
 - Sécurité réseau ;
 - Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

Depuis 2018, CDG Capital a entamé un premier exercice selon la nouvelle approche de gestion du risque opérationnel, basée sur une démarche décentralisée de gestion du risque à travers des relais risques au niveau des lignes métiers de la banque.

Un suivi des risques, basé sur des niveaux d'appétence, validé par les organes de gouvernance de la banque.

Dans le cadre de la définition de son appétit au risque et conformément à la réglementation en vigueur, la démarche ORSA de CDG Capital a permis de fixer son niveau de tolérance au risque opérationnel visant à limiter les pertes et à s'assurer que les actions de réduction des risques font l'objet d'un suivi régulier. Cette politique décrit la gouvernance mise en place, le dispositif d'encadrement quantitatif et qualitatif ainsi que le suivi effectué.

Durant l'année 2022, la DGGR a mis en place un système d'information pour la gestion des risques opérationnels (HOPEX IRM) de l'éditeur MEGA. Ce système permet :

- Création d'un référentiel risque opérationnel automatiser ;
- Gestion intégrée du processus de cartographies des risques ;
- La gestion des incidents opérationnels ;
- Le backtesting des risques opérationnels identifiées ;
- Le suivi des plans d'actions relatifs au dispositif de maîtrise des risques ;
- L'édition des tableaux de bords et des reportings risques opérationnels.

La surveillance des pertes internes

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de CDG Capital, depuis 2012. Ce processus a permis aux opérationnels :

- de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc...) ;
- de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

1.8 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG Capital, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2017, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2019 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions

opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA des filiales CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse.

L'exercice 2022 a été marqué principalement par le maintien du dispositif de continuité sanitaire et le déploiement des règles sanitaire pour faire face à l'évolution de la pandémie et aux engagements opérationnels de CDG Capital.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

Durant cet exercice CDG Capital a validé son Plan de Reprise d'Activité, comme il a été prévu dans la feuille de route du plan de continuité d'activité.

Un bilan d'impact a été validé par les instances de gouvernance et la feuille de route du projet et en cours de déploiement.

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

2.1 Dispositif de gestion du capital

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- 1) La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- 2) La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- 3) Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
- 4) Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...) ;
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

2.2 Composition des fonds propres

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin décembre 2022, les fonds propres prudentiels de CDG Capital sur base individuelle sont composés de 65% des fonds propres de catégorie 1, ce pourcentage passe à 68 % sur base consolidée.

Les fonds propres de catégorie 2 sur base individuelle sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

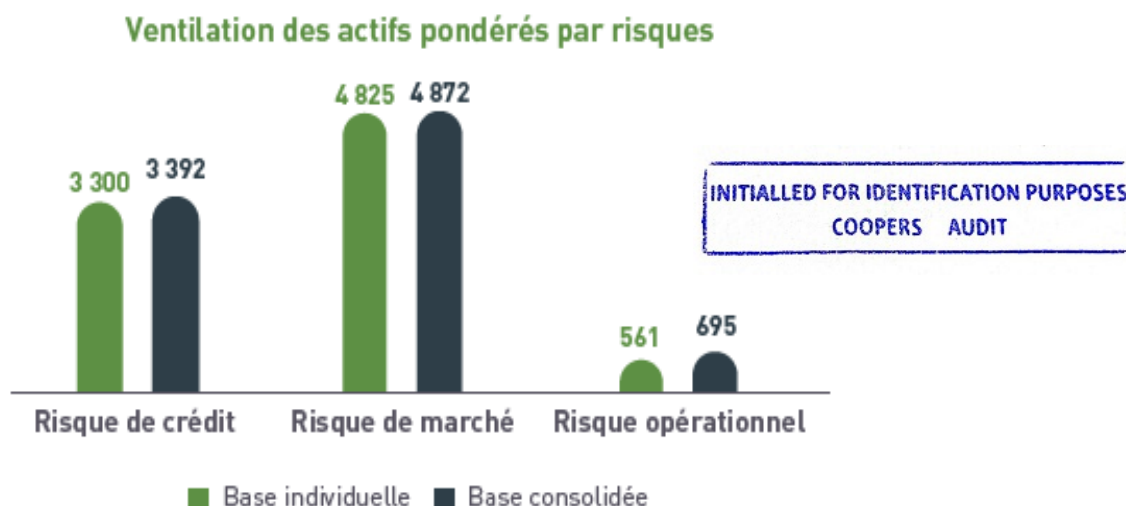
A fin décembre 2022, les fonds propres prudentiels sur base sociale s'établissent à **1 544 Mdhs**, contre **1 563 Mdhs** sur base consolidée.

2.3 Actifs pondérés et exigences en fonds propres au titre du risque de crédit, risques de marché et risque opérationnel

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

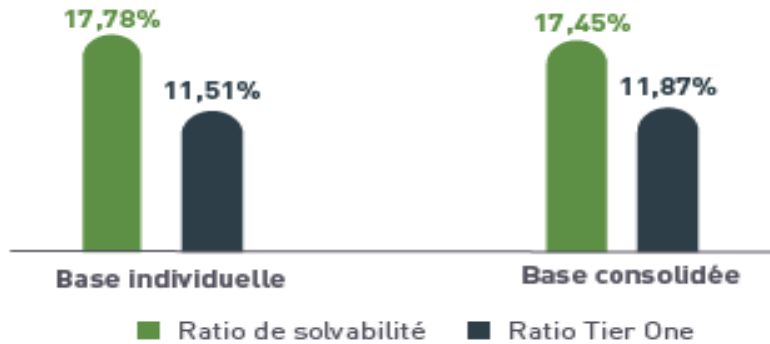
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin décembre 2022 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



2.4 Ratio des fonds propres de base et Solvabilité

A fin décembre 2022, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La première ligne de maitrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ;

La deuxième ligne de maitrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La troisième ligne de maitrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

CDG CAPITAL S.A

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Aux Actionnaires de
CDG CAPITAL S.A
Rabat

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de CDG Capital SA, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2022. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de 1 743 456 KMAD, dont un bénéfice net de 31 268 KMAD.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG Capital SA au 31 décembre 2022 conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations

Nous attirons l'attention sur les informations mentionnées dans les états A1 « principales méthodes d'évaluation appliquées » et A2 « état des dérogations » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC) relatives à l'évaluation et la comptabilisation des certificats de dépôts structurés. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Réponse d'audit
Evaluation des titres de transaction et de placement	
Les titres de transaction et de placement figurent à l'actif de CDG Capital au 31 décembre 2022 pour un montant de 9 861 250 KMAD.	Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de la Banque et des contrôles clés relatifs à l'évaluation des titres de transaction et de placement.
Les titres de transaction et de placement sont évalués conformément aux principes décrits dans l'état A1 « Principales méthodes d'évaluation appliquées » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC).	Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :
Nous avons considéré que l'évaluation des titres de transaction et de placement constitue un point clé de l'audit, ces titres étant de montants significatifs et faisant appel au jugement de la direction dans le recours aux modèles internes de valorisation pour leur évaluation (hors actions cotées) en date de clôture.	<ul style="list-style-type: none">- Examiner le dispositif de gouvernance relatif aux modèles de valorisation et tester les contrôles clés mis en place au niveau de la banque ;- Tester par sondage l'évaluation des titres de transaction et de placement.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet

de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.


Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 26 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes


DELOITTE AUDIT



Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 La Marina
Casablanca
Tél: 0522 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 18 / 05 22 22 47 34

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

COOPERS AUDIT MAROC S.A



COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 34

Abdellah Laghchaoui
Associé

COMPTES SOCIAUX - Au 31 DECEMBRE 2022

Les états financiers sociaux sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

BILAN

Arrêté au

31/12/2022

ACTIF	31/12/2022	31/12/2021
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	649 247	430 418
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	721 858	527 583
A vue	96 596	153 268
A terme	625 262	374 316
Créances sur la clientèle	1 792 809	1 137 865
Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	599 143	339 870
Crédits et financements participatifs à l'équipement	1 192 266	796 459
Crédits et financements participatifs immobiliers	701	896
Autres crédits et financements participatifs	700	640
Créances acquises par affacturage	-	-
Titres de transaction et de placement	9 861 250	11 477 989
Bons du Trésor et valeurs assimilées	7 681 292	7 485 862
Autres titres de créance	2 147 927	2 639 426
Titres de propriété	21 477	1 331 535
Certificats de Sukuk	10 553	21 166
Autres actifs	770 614	1 167 870
Titres d'investissement	-	-
Bons du Trésor et valeurs assimilées	-	-
Autres titres de créance	-	-
Certificats de Sukuk	-	-
Titres de participation et emplois assimilés	248 313	260 633
Participation dans les entreprises liées	198 030	198 030
Autres titres de participation et emplois assimilés	50 282	62 603
Titres de Mudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	80 685	70 733
Immobilisations corporelles	11 462	14 550
TOTAL ACTIF	14 136 238	15 087 641

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Arrêté au

31/12/2022

PASSIF	31/12/2022	31/12/2021
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 346 421	5 989 727
A vue	3 120 446	2 896 613
A terme	2 225 974	3 093 114
Dépôts de la clientèle	3 420 157	2 668 951
Comptes à vue créditeurs	2 024 819	1 206 950
Comptes d'épargne	-	-
Dépôts à terme	1 250 031	1 164 675
Autres comptes créditeurs	145 307	297 326
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	2 739 645	2 483 928
Titres de créance négociables émis	2 739 645	2 483 928
Emprunts obligataires émis	-	-
Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	828 909	2 213 039
Provisions pour risques et charges	57 649	34 277
Provisions réglementées	-	-
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	612 804	512 775
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-
Ecart de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	169 318	164 822
Capital	930 000	930 000
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	66	187
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	31 268	89 936
TOTAL PASSIF	14 136 238	15 087 641

Deloitte Audit
For Identification Only

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Arrêté au 31/12/2022

	31/12/2022	31/12/2021
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	928 340	640 177
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	12 609	15 336
Intérêts, rémunérations et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	57 364	40 567
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	66 666	62 069
Produits sur titres de propriété et de certificats Sukuk	50 669	40 182
Produits sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
Commissions sur prestations de service	162 598	157 511
Autres produits bancaires	578 436	324 512
Transfert de charges sur dépôts d'investissement reçus	-	-
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	663 705	351 274
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	59 881	29 251
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	58 623	41 815
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	88 783	60 863
Charges sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Autres charges bancaires	456 419	219 344
Transfert de produits sur dépôts d'investissement reçus	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	264 635	288 904
Produits d'exploitation non bancaire	1 234	6 930
Charges d'exploitation non bancaire	2 950	2 475
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	197 789	186 863
Charges de personnel	104 357	102 090
Impôts et taxes	2 513	2 406
Charges externes	50 784	46 351
Autres charges générales d'exploitation	13 983	11 015
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	26 151	25 000
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	45 658	1 072
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	959
Pertes sur créances irrécouvrables	1 037	-
Autres dotations aux provisions	44 621	113
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	16 922	16 409
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	7 995	4 533
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	8 927	11 876
RESULTAT COURANT	36 393	121 833
Produits non courants	-	-
Charges non courantes	443	3 800
RESULTAT AVANT IMPOTS	35 950	118 033
Impôts sur les résultats	4 683	28 097
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	31 268	89 936

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

ETAT DES SOLDES DE GESTION		
	Arrêté au	31/12/2022
I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS		
(EN milliers de DHS)	31/12/2022	31/12/2021
+ Intérêts et produits assimilés	136 638	117 972
- Intérêts et charges assimilées	207 286	131 929
MARGE D'INTERET	(70 648)	(13 957)
(+) Produits sur financements participatifs	-	-
(-) Charges sur financements participatifs	-	-
MARGE SUR FINANCEMENTS PARTICIPATIFS	-	-
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
(+) Produits sur immobilisations données en Ijara	-	-
(-) Charges sur immobilisations données en Ijara	-	-
Résultat des opérations d'Ijara	-	-
+ Commissions perçues	162 598	157 511
- Commissions servies	8 128	7 364
MARGE SUR COMMISSIONS	154 470	150 147
± Résultat des opérations sur titres de transaction	36 284	63 183
± Résultat des opérations sur titres de placement	(41 473)	32 936
± Résultat des opérations de change	80 141	17 356
± Résultat des opérations sur produits dérivés	57 412	1 120
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	132 364	114 595
(+/-) Résultat des opérations sur titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
+ Divers autres produits bancaires	51 349	40 182
- Diverses autres charges bancaires	2 900	2 063
(+/-) PART DES TITULAIRES DE COMPTES DE DEPÔTS D'INVESTISSEMENT	-	-
PRODUIT NET BANCAIRE	264 635	288 904
± Résultat des opérations sur immobilisations financières	(12 321)	-
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	1 234	6 930
- Autres charges d'exploitation non bancaire	2 950	2 475
- Charges générales d'exploitation	197 789	186 863
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	52 808	106 496
- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	(6 958)	(3 574)
- Autres dotations nettes de reprises aux provisions	23 373	(11 763)
RESULTAT COURANT	36 393	121 833
RESULTAT NON COURANT	(443)	(3 800)
- Impôts sur les résultats	4 683	28 097
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	31 268	89 936

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)

Arrêté au **31/12/2022**

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

	31/12/2022	31/12/2021
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	31 268	89 936
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	26 151	25 000
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières	12 321	
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	32 200	
23.(+) Dotations aux provisions réglementées		
24.(+) Dotations non courantes		
25.-) Reprises de provisions	(8 927)	11 876
26.-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	(18)	259
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles		
28.-) Plus-values de cession des immobilisations financières		
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières		
30.-) Reprises de subventions d'investissement reçues		
(±) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	92 995	102 801
31.-) Bénéfices distribués	85 560	87 420
(+) AUTOFINANCEMENT	7 435	15 381

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

Arrêté au 31/12/2022

	31/12/2022	31/12/2021
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	877 671	599 996
2.(+) Récupérations sur créances amorties		
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	1 216	6 671
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	(647 144)	(338 499)
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	(4 430)	(6 275)
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	(171 638)	(161 862)
7.(-) Impôts sur les résultats versés	(4 683)	(28 097)
I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	50 993	71 934
Variation des :		
8.(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	(194 275)	130 950
9.(+) Créances sur la clientèle	(653 985)	(391 923)
10.(+) Titres de transaction et de placement	1 623 774	(2 284 640)
11.(+) Autres actifs	397 030	(327 336)
12.(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location		
13.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	(643 307)	1 329 579
14.(+) Dépôts de la clientèle	751 206	1 102 447
15.(+) Titres de créance émis	255 717	557 732
16.(+) Autres passifs	(1 384 130)	(237 360)
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	152 031	(120 551)
III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	203 023	(48 617)

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (suite)

	31/12/2022	31/12/2021
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	-	-
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	18	259
19.(-) Acquisition d'immobilisations financières	-	(11 918)
20.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	(32 789)	(35 083)
21.(+) Intérêts perçus	-	-
22.(+) Dividendes perçus	50 669	40 182
IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	17 898	(6 560)
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus	-	-
24.(+) Emission de dettes subordonnées	100 029	512 775
25.(+) Emission d'actions	-	-
26.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés	-	-
27.(-) Intérêts versés	(16 561)	(12 775)
28.(-) Dividendes versés	(85 560)	(87 420)
V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	(2 092)	412 580
VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	218 829	357 402
VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	430 418	73 016
VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	649 247	430 418

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

HORS BILAN

Arrêté au

31/12/2022

HORS BILAN	31/12/2022	31/12/2021
ENGAGEMENTS DONNES	5 007 868	4 920 535
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	283 313	286 780
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 132 382	1 709 013
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	2 592 173	2 924 742
ENGAGEMENTS RECUS	2 141 438	1 498 005
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	409 438	409 438
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	232 000	-
Titres vendus à réméré	-	-
Autres titres à recevoir	1 000 000	588 567
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

ETAT A1
PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Les comptes individuels de CDG Capital sont établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). En particulier, les principales méthodes d'évaluation en matière de titres, créances, dettes et immobilisations sont résumées ci-après.

PORTEFEUILLE TITRES

Les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :

Titres de transaction	Titres de placement	Titres de participation et emplois assimilés
<p>Sont logés dans cette catégorie, les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus par la banque dans le cadre de son activité de mainteneur de marché.</p> <p>Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.</p> <p>À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.</p>	<p>Cette catégorie concerne les titres détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que la banque peut être amenée à céder à tout moment</p> <p>Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.</p> <p>À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits.</p>	<p>Sont inscrits dans cette catégorie à leur valeur d'acquisition, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le PCEC en titres de participation, participations dans les entreprises liées et autres titres immobilisés.</p> <p>A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis (valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, actif net réévalué, discounted cash flow). Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.</p>

CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES
<p>Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours: en créances à vue et à terme pour les établissements de crédit; crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, autres crédits pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.</p> <p>Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus. Les créances en souffrance et les provisions y afférentes sont évaluées et comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.</p>	<p>Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.</p>
DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE	TITRES DE CREANCES EMIS
<p>Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes à vue, comptes à terme et autres dépôts pour la clientèle.</p> <p>Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les émissions de certificats de dépôt (CD) vanilles sont comptabilisées à leur valeur nominale au taux d'intérêt contractuel. • Les émissions de dettes structurées comportant un swap de performance sont évaluées et comptabilisées comme suit : <ul style="list-style-type: none"> • La dette représentative du passif (contrat hôte) est comptabilisée à sa valeur nominale ; • Le dérivé incorporé (swap de performance) fait l'objet d'une comptabilisation séparée (« split accounting ») en valeur de marché, et les variations de valeur à chaque arrêté comptable sont constatées en résultat (gain ou perte) en contrepartie d'un compte de régularisation.

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
 COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
 For Identification Only

INDICATIONS DES DEROGATIONS	JUSTIFICATIONS DES DEROGATIONS	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation Reconnaissance et comptabilisation séparée du dérivé incorporé (swap de performance) attaché à l'émission de certificat de dépôt structuré. (Cf. A1 Principales méthodes d'évaluation appliquées par l'établissement - Titres de créances émis)	La reconnaissance en comptabilité du dérivé incorporé (swap de performance) associé à l'émission de CD structuré est de nature à : <ul style="list-style-type: none"> • Traduire au mieux la réalité économique de l'émission de dette structurée (combinaison d'une émission vanille et d'un swap de performance) • Eliminer le mismatch comptable entre d'une part, le passif représenté par les certificats de dépôts qui sont inscrits en comptabilité pour leur montant nominal , et d'autre part, les actifs et contrats de couverture y associés, lesquels sont évalués en valeur de marché (trading) ; 	Au 31/12/2022, la réévaluation au prix du marché du swap de performance a donné lieu à la comptabilisation à l'actif (rubrique "autres actifs") d'un dérivé de MAD 53 millions de dirhams, et s'est traduite par un impact positif sur le résultat net de MAD 33 millions.
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des états de synthèse		

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
 COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
 For Identification Only

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	31/12/2022	31/12/2021
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	649 247	1 282	10 353	84 351	745 234	583 686
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS DE TRESORERIE	-	-	-	-	-	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	-
PRETS FINANCIERS	-	333 333	285 000	-	618 333	366 667
AUTRES CREANCES	-	609	-	-	609	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	6 276	653	-	6 929	7 649
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	649 247	341 500	11 007	84 351	1 371 105	958 001

Deloitte Audit
 For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
 COOPERS AUDIT

ETAT B2
CREANCES SUR LA CLIENTELE

CREANCES	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
CREDITS DE TRESORERIE	168 774	35 637	389 007	1 259	594 677	337 312
- Comptes à vue débiteurs	98 774	35 637	199 945	1 259	335 615	215 977
- Créances commerciales sur le Maroc	-	-	-	-	-	-
- Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-
- Autres crédits de trésorerie	70 000	-	189 062	-	259 062	121 334
CREDITS A LA CONSOMMATION	-	-	-	2 089	2 089	2 322
CREDITS A L'EQUIPEMENT	632 000	-	541 458	-	1 173 458	790 182
CREDITS IMMOBILIERS	-	-	-	701	701	896
AUTRES CREDITS	-	-	700	-	700	640
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE	-	-	-	-	-	-
INTERETS COURUS A RECEVOIR	9 766	-	11 418	-	21 185	6 513
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
- Créances pré-douteuses	-	-	-	-	-	-
- Créances douteuses	-	-	-	-	-	-
- Créances compromises	-	-	-	-	-	-
TOTAL	810 540	35 637	942 584	4 049	1 792 809	1 137 865

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	12 047	-	3 305	6 125	21 477	24 377
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASS	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	12 047	-	3 305	6 125	21 477	24 377
TITRES NON COTES	1 123 097	8 481 056	46 977	156 479	9 807 609	11 421 213
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASS	-	7 671 994	-	-	7 671 994	7 477 127
OBLIGATIONS	8 692	798 508	33 850	156 479	997 529	1 250 529
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 114 405	-	13 127	-	1 127 532	1 365 233
CERTIFICATS DE SUKUK	-	10 553	-	-	10 553	21 166
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	-	-	1 307 158
TOTAL	1 135 145	8 481 056	50 281	162 605	9 829 086	11 445 590

* nets de provisions et hors ICNE

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B 4

VALEURS DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT

31/12/2022

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement (Nominal sur sit Titres)	Plus-values latentes	Moins-values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION	7 058 510	7 058 510	7 058 510	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	6 698 598	6 698 598	6 698 598	-	-	-
OBLIGATIONS	349 358	349 358	349 358	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	10 553	10 553	10 553	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT*	2 836 052	2 810 864	2 811 892	1 859,96	26 820,11	38 656,66
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	983 983	973 396	989 800	-	10 587	-
OBLIGATIONS	690 184	688 462	686 759	1 860	3 356	38 657
AUTRES TITRES DE CREANCE	1 136 807	1 127 532	1 135 333	-	9 276	-
TITRES DE PROPRIETE	25 078,54	21 475	-	-	3 601	-
TITRES D'INVESTISSEMENT	-	-	-	-	-	-
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-

* hors ICNE

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B5
DETAIL DES AUTRES ACTIFS

Actif	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES		-
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRE	-	478 002
DEBITEURS DIVERS	770 614	689 868
Sommes dues par l'Etat	226 296	206 300
Débiteurs divers	279 561	295 364
Produit à recevoir	53 493	55 494
Charges constatées d'avance	-	119
Autres comptes	211 264	132 592
TOTAL ACTIF	770 614	1 167 870

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B 6

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

31/12/2022

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
Participations dans les entreprises liées					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	-	-	-	-
CDG CAPITAL REAL ESTATE	GESTION DE FONDS IMMOBILIERS	27 437	100%	44 510	44 510
		-	-	-	-
		3 000	100%	3 520	3 520
		-	-	-	-
		-	-	-	-
Autres titres de participation					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION	5 000	12,9%	1 354	1 354
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FCGD	FINANCIER	1 000	NS	59	59
CHWITER JDID	IMMOBILIER	1 098 768	6,80%	70 274	37 274
Titres de l'activité de portefeuille					
Titres de l'activité de portefeuille	FINANCIER			11 917	11 596
TOTAL PARTICIPATIONS				281 634	248 313
EMPLOIS ASSIMILES					
TOTAL GENERAL				281 634	248 313

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Nature	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements			Provisions		Montant net à la fin de l'exercice
					Montant brut au début de l'exercice	Dotation au titre de l'exercice	Cumul des amortissements	Dotation au titre de l'exercice	Reprises de provisions	
IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL ET EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT										
CREDIT-BAIL SUR IMMOBILISATIONS INCORPORELLES										
CREDIT-BAIL MOBILIER										
- Crédit-bail mobilier en cours										
- Crédit-bail mobilier loué										
- Crédit-bail mobilier non loué après résiliation										
CREDIT-BAIL IMMOBILIER										
- Crédit-bail immobilier en cours										
- Crédit-bail immobilier loué										
- Crédit-bail immobilier non loué après résiliation										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
CREANCES EN SOUFFRANCE										
IMMOBILISATIONS DONNEES EN LOCATION SIMPLE										
BIENS MOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
BIENS IMMOBILIERS EN LOCATION SIMPLE										
LOYERS COURUS A RECEVOIR										
LOYERS RESTRUCTURES										
LOYERS IMPAYES										
LOYERS EN SOUFFRANCE										
TOTAL										

NEANT

Deloitte Audit

For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions			Cumul	Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou prov début de l'ex.	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis. sur immo. sorties		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	160 919	30 580	-	191 499	90 186	20 628	-	110 813	80 685
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	160 055	30 354	-	190 409	90 186	20 628	-	110 813	79 595
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	863	226	-	1 090	-	-	-	-	1 090
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	71 001	2 435	6 011	67 425	56 451	5 523	6 011	55 963	11 462
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	21 399	925	-	22 324	17 582	1 354	-	18 937	3 388
. Terrain d'exploitation									
. Agen Amen Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	21 399	925	-	22 324	17 582	1 354	-	18 937	3 388
. Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	49 602	1 510	6 011	45 100	38 869	4 169	6 011	37 026	8 074
. Mobilier de bureau d'exploitation	6 430	326	75	6 681	4 285	478	75	4 687	1 994
. Matériel de bureau d'exploitation	1 170	43	136	1 077	997	62	136	923	154
. Matériel informatique	39 535	1 141	5 801	34 875	32 309	3 183	5 801	29 691	5 184
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 467			2 467	1 277	447		1 724	743
. Autres matériels d'exploitation									
- AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION EN COURS									
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.									
. Terrains hors exploitation									
. Immeubles hors exploitation									
. Mobilier et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
Total	231 919	33 015	6 011	258 923	146 636	26 151	6 011	166 776	92 147

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

31/12/2022

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
30/04/2022	Matériel informatique	4 030	4 030	-	18	18	
30/04/2022	Matériel de bureau	80	80	-	-	-	
28/11/2022	Matériel informatique	1 770	1 770	-	-	-	
28/11/2022	Matériel de bureau	56	56	-	-	-	
28/11/2022	Mobilier de bureau	75	75	-	-	-	
TOTAL		6 011	6 011	-	18	18	-

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

ETAT B10

DETTES ENVERS LES Etablissements DE CREDIT ET ASSIMILES

31/12/2022

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc			
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	32 501	57 407	-	89 909	284 688
VALEURS DONNEES EN PENSION	2 101 322	-	-	-	2 101 322	4 245 540
- au jour le jour	-	-	-	-	-	1 607 485
- à terme	2 101 322	-	-	-	2 101 322	2 638 055
EMPRUNTS DE TRESORERIE	124 000	70 000	2 960 000	-	3 154 000	1 054 608
- au jour le jour	-	70 000	2 960 000	-	3 030 000	600 000
- à terme	124 000	-	-	-	124 000	454 608
EMPRUNTS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-
AUTRES DETTES	-	94	-	-	94	404 342
INTERETS COURUS A PAYER	653	10	433	-	1 096	549
TOTAL	2 225 974	102 606	3 017 840	-	5 346 421	5 989 727

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

ETAT B11
DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2022	Total 31/12/2021
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	1 109	643 322	543 568	198 907	1 386 906	1 055 785
COMPTES D'EPARGNE	-	-	-	-	-	-
DEPOTS A TERME	-	707 731	-	2 000	709 731	757 573
AUTRES COMPTES CREDITEURS	81 001	1 226 982	7 621	260	1 315 864	845 675
INTERETS COURUS A PAYER	-	7 626	-	30	7 656	9 917
TOTAL	82 110	2 585 661	551 189	201 197	3 420 157	2 668 951

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

NATURE TITRES (1)	CARACTERISTIQUES						Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés	
CERTIFICATS DE DEPOTS	02/08/2018	02/08/2023	100	5,97%	INFINE	200 000	-	-	-
CERTIFICATS DE DEPOTS	07/02/2022	06/02/2023	100	1,91%	INFINE	450 000	-	-	-
CERTIFICATS DE DEPOTS	25/02/2022	24/02/2023	100	1,86%	INFINE	260 000	-	-	-
CERTIFICATS DE DEPOTS	27/04/2022	26/04/2023	100	1,91%	INFINE	180 000	-	-	-
CERTIFICATS DE DEPOTS	31/05/2022	31/05/2023	100	2,01%	INFINE	60 000	-	-	-
CERTIFICATS DE DEPOTS	27/07/2022	26/07/2023	100	2,11%	INFINE	175 000	-	-	-
CERTIFICATS DE DEPOTS	30/08/2022	29/08/2023	100	2,35%	INFINE	305 000	-	-	-
CERTIFICATS DE DEPOTS	28/10/2022	27/01/2023	100	2,65%	INFINE	480 000	-	-	-
CERTIFICATS DE DEPOTS	26/10/2022	26/10/2029	100	3,35%	INFINE	600 000	-	-	-
TOTAL						2 710 000			

(1) Il S'agit de : Certificats de dépôt
Emprunts obligataires
Bons de sociétés de financement
Autres titres de créance

(2) amortissement annuel ou infine

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B13

DETAIL DES AUTRES PASSIFS

Passif	31/12/2022	31/12/2021
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		-
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	716 298	2 027 635
CREDITEURS DIVERS	112 611	185 403
Sommes dues à l'Etat	30 363	110 555
Créditeurs Divers	10 043	5 641
Dettes Fournisseurs	29 763	30 617
Produits constatés d'avance	-	-
Comptes de Régularisation	42 443	38 590
TOTAL PASSIF	828 909	2 213 039

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B 14
PROVISIONS

PROVISIONS	31/12/2021	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2022
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	82 982	77 481	46 912	374	113 925
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	7 543	-	959	-	6 584
Titres de placement	46 269	65 160	45 952	-	65 477
Titres de participation et emplois assimilés	21 000	12 321	-	-	33 321
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	8 170	-	-	374	8 544
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	34 277	32 300	8 927	-	57 649
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par sig	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	33 007	32 200	8 877	-	56 330
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaire	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	1 269	100	50	-	1 319
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL	117 258	109 781	55 839	374	171 574

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

31/12/2022

NATURE TITRES	CARACTERISTIQUES					MONTANT	Dont	
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)		Entreprises liées	Autres apparentés
EMPRUNT SUBORDONNE	09/03/2021	09/03/2031	100	3,14%	INFINE	500 000		
EMPRUNT SUBORDONNE	29/12/2022	Perpetuelle	100	5,32%	INFINE	100 000		
TOTAL						600 000		

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B17
CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/2021	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2022
Réserves et primes liées au capital	164 822	-	-	169 318
Réserve légale	62 822	-	4 497	67 318
Autres réserves	102 000	-	-	102 000
Capital	930 000	-	-	930 000
Capital appelé	930 000	-	-	930 000
Report à nouveau (+/-)	187	(187)	66	66
				-
Résultat net de l'exercice (+/-)	89 936	(89 936)	-	31 268
Total	1 184 945	(90 123)	4 563	1 130 652

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B18

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/2022	31/12/2021
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	2 415 695	1 995 793
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et ass	-	-
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	283 313	286 780
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	283 313	286 780
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	2 132 382	1 709 013
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données	2 132 382	1 709 013
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	1 141 438	909 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	641 438	409 438
Garanties de crédits	409 438	409 438
Autres garanties reçues	232 000	
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie dive		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B19
ENGAGEMENTS SUR TITRES

	31/12/2022	31/12/2021
Engagements donnés	2 592 173	2 924 742
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	2 592 173	2 924 742
Engagements reçus	1 000 000	588 567
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	1 000 000	588 567

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/2022	31/12/2021	31/12/2022	31/12/2021
Opérations de change à terme	-	-	118 885	95 922
Devises à recevoir			1 264 804	1 276 694
Dirhams à livrer			(607 911)	(475 701)
Devises à livrer			(2 382 023)	(1 514 434)
Dirhams à recevoir			1 844 015	809 363
			-	-
Engagements sur produits dérivés	-	-	111 590	395 939
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt				-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			111 590	395 939
Engagements sur marchés réglementés de cours de change			-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change			-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments			-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments			-	-

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B21

VALEURS ET SURETES RECUES ET DONNEES EN GARANTIE

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	405 000		
Hypothèques	546 770		
Autres valeurs et sûretés réelles	16 899 946		
TOTAL	17 851 716		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	4 002 745		
Autres titres	875 410		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	4 878 155		

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B22

VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

31/12/2022

	D _≤ 1 mois	1 mois<D _≤ 3 mois	3 mois<D _≤ 1 an	1 an <D _≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	96 596	-	-	285 000	333 333	714 929
Créances sur la clientèle	336 352	110 000	24	192 916	1 132 333	1 771 625
Titres de créance	363 217	921 553	1 277 572	4 211 428	3 033 838	9 807 608
Créances subordonnées						
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar placés						
Crédit-bail et assimilé						
Ijara						
TOTAL	796 165	1 031 553	1 277 596	4 689 344	4 499 504	12 294 162
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5 221 325	-	124 000	-	-	5 345 325
Dettes envers la clientèle	3 192 746	88 000	131 755	-	-	3 412 501
Titres de créance émis	-	1 190 000	920 000	-	600 000	2 710 000
Emprunts subordonnés	-	-	-	-	600 000	600 000
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar reçus						
TOTAL	8 414 071	1 278 000	1 175 755	-	1 200 000	12 067 826

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B23

CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE*

Au 31/12/2022

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
24	5 104 127

* Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels ou ceux relatifs aux clients constituant un groupe dont l'encours dépasse 10% des FPP

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B24

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

31/12/2022

BILAN	MONTANT
ACTIF	1 087 771
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés.	84 351
Créances sur la clientèle	-
Titres de transaction et de placement et invest	1 003 419
Autres actifs	-
Titres de participation et emplois assimilés	-
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
PASSIF	-
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	-
Dépôts de la clientèle	-
Titres de créance émis	-
Autres passifs	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-
HORS BILAN	MONTANT
Engagements donnés	2 392 471
	-
Engagements reçus	1 275 252

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B25
MARGE D'INTERET

	31/12/2022	31/12/2021
INTERETS PERCUS	136 638	117 972
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	12 609	15 336
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	57 364	40 567
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	66 666	62 069
INTERETS SERVIS	207 286	131 929
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les EC	59 881	29 251
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	58 623	41 815
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	88 783	60 863

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B26
PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE

CATEGORIE DES TITRES	31/12/2022	31/12/2021
Titres de placement	909	-
Titres de participation		-
Participations dans les entreprises liées	49 760	40 182
Titres de l'activité de portefeuille	-	-
Emplois assimilés	-	-
TOTAL	50 669	40 182

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B27
COMMISSIONS

	31/12/2022	31/12/2021
COMMISSIONS PERCUES	162 598	157 511
Commissions sur Fonctionnement de compte	176	448
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	90 637	85 351
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	38 617	9 632
Autres commissions sur prestations de services	33 167	62 080
COMMISSIONS SERVIES	8 128	7 364
Charges sur moyens de paiement	1 208	1 158
Commissions sur achats et ventes	271	237
Commissions sur droits de garde	5 847	5 315
Autres charges sur prestations	802	654

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

ETAT B28

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

PRODUITS ET CHARGES	31/12/2022	31/12/2021
PRODUITS	577 755	324 512
Gains sur les titres de transaction	311 736	242 408
Plus value de cession sur titres de placement	12 225	33 917
Reprise de provision sur dépréciation des titres de placement	38 917	4 455
Gains sur les produits dérivés	71 987	2 702
Gains sur les opérations de change	142 890	41 031
CHARGES	445 391	209 917
Pertes sur les titres de transaction	275 452	179 225
Moins value de cession sur titres de placement	27 455	408
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres de placement	65 160	5 028
Pertes sur les produits dérivés	14 576	1 581
Pertes sur opérations de change	62 749	23 675
RESULTAT	132 364	114 595

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

CHARGES	31/12/2022	31/12/2021
Charges de personnel	104 357	102 090
Rémunérations du personnel	73 345	70 479
Charges sociales	12 383	11 137
Autres charges	18 629	20 474
Impôts et taxes	2 513	2 406
Charges externes	50 788	46 351
Autres charges générales d'exploitation	13 979	11 015
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et inc	26 151	25 000
TOTAL	197 789	186 863

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

	31/12/2022	31/12/2021
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	122 017	105 168
Autres produits bancaires	578 436	324 512
Autres charges bancaires	456 419	219 344
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	1 716	4 455
Produits d'exploitation non bancaires	1 234	6 930
Charges d'exploitation non bancaires	2 950	2 475
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	45 658	1 072
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	16 922	16 409
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	443	3 800
Produits non courants	-	-
Charges non courantes	443	3 800

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	264 635	52 808	35 950
- Autres activités			
TOTAL	264 635	52 808	35 950

2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	264 635	52 808	35 950
- Autres zones			
TOTAL	264 635	52 808	35 950

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

31/12/2022

INTITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
I - RESULTAT NET COMPTABLE	31 268	-
. Bénéfice net	31 268	
. Perte nette	-	
II - REINTEGRATIONS FISCALES	40 934	
1- Courantes	35 808	
- Charges sur exercices antérieurs	2 456	
- Pénalités	0	
- Charges à réintégrer dot aux provisions	32 200	
- Charges non déductible	1 034	
- Excedent d'amortissements voitures	119	
2- Non courantes	5 125	
- Impôts sur les sociétés	4 683	
- Contribution à la solidarité	443	
III - DEDUCTIONS FISCALES		59 546
1- Courantes		59 546
- Produits des titres de participations et placement		50 669
- Reprise de provisions		8 877
2- Non courantes	-	-
TOTAL	72 202	59 546
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	12 656	
. Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal (A - C) OU		-
. Déficit net fiscal (B)		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)		
. Exercice n-1		

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

I.DETERMINATION DU RESULTAT	31/12/2022
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	35 950
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	35 808
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	59 546
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	12 213
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	4 683
. Résultat courant après impôts (=)	31 268

II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES

NEANT

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit

For Identification Only

NATURE	Solde au début de l'exercice (1)	Opération comptables de l'exercice (2)	Déclarations de TVA de l'exercice (3)	Solde Fin d'exercice (4=1+2-3)
A- TVA collectée	62 882 034	92 533 771	129 963 914	25 451 891
B- TVA à récupérer	2 010 090	18 333 580	15 378 575	4 965 096
Sur charges	1 514 895	15 879 809	14 037 495	3 357 209
Sur immobilisations	495 196	2 453 771	1 341 080	1 607 887
C- TVA due ou crédit de TVA (A-B)	60 871 944	74 200 191	114 585 339	20 486 796

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2019 à 2022 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales de CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

ETAT C1
REPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

31/12/2022

Montant du capital: **930 000 000**
 Montant du capital social souscrit et non appelé **0**
 Valeur nominale des titres **100**

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenu
		Exercice précédent	Exercice actuel		
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTIO	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	9 299 994	9 299 994	100%	100%
MR KHALID SAFIR	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR Hamid TAWFIKI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
Mme Latifa ECHIHABI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MR NOUAMAN AL AISSAMI	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURS RABA	1	1	0%	0%
MR KHALID EL HATTAB	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
Mme Meriam MECHAHOURI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
Total		9 300 000	9 300 000	100%	100%

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

ETAT C2

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

31/12/2022

	Montants		Montants
A- Origine des résultats affectés		B- Affectation des résultats	
Décision de l'AGO du 30/03/2022			
Report à nouveau	187	RESERVES LEGALES	4 497
Résultats nets en instance d'affectation	-	RESERVES FACULTATIVES	-
Résultat net de l'exercice	89 936	Dividendes	85 560
Prélèvements sur les bénéfices	-	RAN	66
Autres prélèvements			
Réserves facultatives	-		
TOTAL A	90 123	TOTAL B	90 123

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

ETAT C3**Résultats et autres éléments des trois derniers exercices**

31/12/2022

NATURE	EXERCICE 2022	EXERCICE 2021	EXERCICE 2020
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	1 099 384	1 095 009	1 090 628
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	264 635	288 904	343 840
2- Résultat Avant impôts	35 950	118 033	136 146
3- Impôts sur les résultats	4 683	28 097	44 346
4- Bénéfices distribués	85 560	87 420	219 960
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	4 497	4 590	8 231
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action	3	10	10
Bénéfice distribué par action	9	9	24
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	73 345	70 479	67 638

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

I. DATATION

. Date de clôture (1)	31-déc.-2022
. Date d'établissement des états de synthès	22-mars-2023
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	. Favorables . Défavorables <div style="text-align: center; font-size: 2em; font-weight: bold; transform: rotate(-5deg);">NEANT</div>

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

ETAT C6
EFFECTIFS

31/12/2022

(En nombre)

EFFECTIFS	31/12/2022	31/12/2021
Effectifs rémunérés	161	160
Effectifs utilisés	161	160
Effectifs équivalent plein temps	161	160
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	161	160
Cadres (équivalent plein temps)	161	155
Employés (équivalent plein temps)	5	5
dont effectifs employés à l'étranger		

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

TITRES	Nombre de comptes	Montants en milliers de DH
	31/12/2022	31/12/2022
Titres dont l'établissement est dépositaire	521	109 322 238
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 440 958
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	64	57 933 645
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	454	48 947 636
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

Deloitte Audit
For Identification Only

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

(En nombre)

RESEAU	31/12/2022	31/12/2021
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

COMPTES DE LA CLIENTELE**(En nombre)**

COMPTES DE LA CLIENTELE	31/12/2022	31/12/2021
Comptes courants	446	422
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger	-	-
Autres comptes chèques	1 975	1 981
Comptes d'affacturage	-	-
Comptes d'épargne	-	-
Comptes à terme	11	14
Bons de Caisse	-	-
Autres comptes de dépôts	8	10
TOTAL	2 440	2 427

INITIALED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

LISTE DES ETATS " NEANTS " :

- A3 ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES
- B7 CREANCES SUBORDONNEES
- B8 IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE
- B15 SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

INITIALLED FOR IDENTIFICATION PURPOSES
COOPERS AUDIT

Deloitte Audit
For Identification Only

CDG CAPITAL S.A

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

Aux Actionnaires de
CDG CAPITAL S.A
Rabat

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2022

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le président du Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2022

Le Président de votre Conseil d'Administration ne nous a donné avis d'aucune convention nouvelle conclue au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2022.

2. CONVENTIONS CONCLUES LORS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE 2022

2.1. Avenant n° 2 à la convention de mise à disposition de bureaux conclue entre CDG Capital et CDG Capital Gestion

Partie concernée : CDG Capital en tant que principal actionnaire (maison mère).

Nature et objet du contrat : Mise à disposition d'espace de bureaux pour une superficie globale de 80,72 m² au profit de CDG Capital Gestion dans l'annexe située à Casablanca, moyennant un loyer mensuel de MAD 15.711,34 HT, auquel s'ajoute une quote-part dans les charges communes fixée à 18% des frais suivants : prime d'assurance multirisque, prestations d'entretien et de réparation et prestations de maintenance et de nettoyage.

Date de signature du contrat : 22 juillet 2020

Produits comptabilisés en 2022 (HT) : 237 KMAD

Montant TTC encaissé en 2022 : 127 KMAD

Solde créance TTC au 31/12/2022 : 113 KMAD.

2.2 Contrat d'aménagement d'un site de repli utilisateurs avec CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse.

Personne concernée : CDG Capital en tant que principal actionnaire (maison mère).

Nature et objet du contrat : réalisation d'un site de repli pour 18 utilisateurs et une salle informatique pour les besoins des deux filiales pour mutualiser les équipements. Les coûts d'investissement et de fonctionnement (loyers et charges locatives, consommation eau et électricité, facility management, taxes locales) liés sont refacturés par CDG Capital à l'identique selon les clefs de répartition suivantes :

- Les dépenses d'investissements liés au site sont réparties à égalité entre les deux filiales ;
- Les dépenses de fonctionnement sont réparties à raison de 55% pour CDG Capital Gestion et 45% pour CDG Capital Bourse.

Date de signature du contrat : 01/07/2019

Produits comptabilisés en 2022 (HT) : 214 KMAD

Montant TTC encaissé en 2022 : 394 KMAD

Solde créance TTC au 31/12/2022 : 281 KMAD.

2.3 Convention relative à la mise en place de la solution BRS ANALYTICS pour la gestion des risques financiers du Groupe CDG.

Personne concernée : CDG en tant que principal actionnaire (maison mère).

Nature et objet du contrat : modalités de mise en place de la solution Risque au niveau de CDG (EP), CDG Capital et FINEA.

Date de signature du contrat : 10/10/2019

Charge comptabilisée en 2022 (HT) : 181 KMAD

Montant TTC décaissé en 2022 : 217 KMAD

Solde dette TTC au 31/12/2022 : Néant.

2.4 Convention relative à la mise en place de la solution de gestion dématérialisée des supports des instances de gouvernance du Groupe CDG

Partie concernée : CDG en tant que principal actionnaire (maison mère).

Nature et objet de la convention : Convention de mise en place de solution "DILITRUST EXEC" pour la gestion dématérialisée des supports des instances de gouvernance du groupe CDG, conclue entre CDG, CDG Capital, Compagnie Générale Immobilière (CGI), CDG Développement, Madaef et Medz , moyennant un coût annuel de 59.827 Euros (soit la contrevaieur de 688 KMAD), dont 8.252 Euros (soit la contrevaieur de 91 KMAD) représentant la quote-part de CDG Capital.

Date de conclusion de la convention : 26 février 2018

Charge HT comptabilisée en 2022 : 91 KMAD

Somme TTC décaissée en 2022 : 91 KMAD

Solde dette TTC au 31/12/2022 : Néant.

2.5 Convention d'avance en compte courant entre CDG Capital et CDG Capital Real Estate

Personne concernée : CDG Capital en tant que principal actionnaire (maison mère).

Nature et objet de la convention : Convention de mise en place d'une avance en compte courant d'associé par CDG Capital au profit de CDG Capital Real Estate destinée au reprofilage de la dette globale de cette dernière envers CDG Capital et dont le solde au 31 décembre 2016, intérêts courus compris, s'élève à 23 371 KMAD. Cette avance est accordée pour une durée d'une année, renouvelable par tacite reconduction au taux d'intérêt fiscal en vigueur, soit 2,21% pour 2017 et 2,22% en 2018.

Date de conclusion de la convention : 30 décembre 2016 prenant effet à partir du 1^{er} janvier 2017

Produits comptabilisés au titre de l'exercice 2022 : Néant

Sommes TTC encaissées en 2022 : 5 000 KMAD

Solde créance TTC au 31/12/2022 : 17 871 KMAD.

2.6 Convention d'assistance pour la gestion des fonds de la CNRA

Partie concernée : CDG en tant que principal actionnaire (maison mère).

Date de conclusion de la convention : Convention conclue en date du 31 mars 2006, ayant fait l'objet, depuis, de quatre avenants intervenus respectivement le 27 novembre 2006, le 1^{er} septembre 2008, le 1^{er} janvier 2010 et le 18 juillet 2012.

Modalités de rémunération : Mise en application de nouvelles conditions tarifaires applicables à partir du 1^{er} janvier 2014 comme suit :

- Une commission fixe de gestion financière fixée à 0,05% TTC par an, appliquée à l'encours global de l'actif moyen valorisé de chaque portefeuille de la CNRA ou de chaque portefeuille de tiers dont la gestion des ressources est dévolue à la CNRA.
Cette commission est facturée trimestriellement.
- Une commission variable (performance fées) facturée au terme de chaque exercice, appliquée à l'écart de performance suivant les taux suivants :
 - o 15% si la performance absolue cumulée du portefeuille est positive ;
 - o 8% si la performance cumulée est négative.

Le paiement de la commission variable est plafonné à 0,034% TTC de l'Actif Moyen de la période consommée pour chaque portefeuille de la CNRA ou chaque portefeuille de tiers dont la gestion des ressources est dévolue à la CNRA soit un ratio par rapport aux commissions fixes de maximum 66%. L'écart de performance désigne la différence entre la performance de l'actif adossé au benchmark et la performance du benchmark. Il est constaté en cumulé sur une période de 4 ans, de manière à ce qu'il soit incrémenté / décrétementé chaque année par la surperformance / la sous-performance réalisée.

Produits comptabilisés au cours de l'exercice (HT) : 8 136 KMAD

Sommes encaissées TTC en 2022 : 9 950 KMAD

Solde créance TTC au 31/12/2022 : 30 589 KMAD.

2.7 Convention d'assistance pour la conservation des actifs de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) et de sa clientèle

Partie concernée : CDG en tant que principal actionnaire (maison mère)

Objet de la convention : Convention d'assistance pour la conservation des actifs de la CDG et de sa clientèle

Date de conclusion de la convention : 31 mars 2006

Conditions de rémunération : En contrepartie de sa prestation, CDG Capital perçoit des commissions facturées mensuellement suivant les modalités ci-après :

- Avoirs propres de la CDG : 0,012% HT applicable aux avoirs de fin de mois.
- Avoirs de la clientèle CDG : 90% HT des frais facturés par la CDG à ses clients.

Produits comptabilisés au cours de l'exercice (HT) : 22 311 KMAD

Sommes encaissées en 2022 (TTC) : 26 998 KMAD

Solde créance TTC au 31/12/2022 : 14 476 KMAD.

2.8 Mandat de gestion financière et patrimoniale conclu avec la CDG concernant le RCAR

Partie concernée : CDG en tant que principal actionnaire (maison mère).

Objet de la convention : la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) mandate CDG Capital pour la gestion financière et patrimoniale du fonds RCAR (Régime Collectif d'Allocation des Retraites).

Date de conclusion de la convention : 15 juillet 2014

Avenant n°1 conclu le 5 décembre 2019 : modification de certains éléments de la tarification appliquée au titre du mandat et précision que tout amendement y afférents devra nécessairement résulter d'un avenant au mandat signé par les parties

Modalités de rémunération : La rémunération de CDG Capital est fixée comme suit :

- Une commission fixe de gestion financière fixée à 0,06% HT par an, appliquée à l'encours global de l'actif moyen valorisé et calculée trimestriellement. Cette commission est facturée trimestriellement.
- Une commission variable (performance fees) facturée au terme de chaque exercice, appliquée à l'écart de performance suivant les taux suivants :
 - o 15% si la performance absolue cumulée du portefeuille est positive ;
 - o 8% si la performance cumulée est négative.

Le paiement de la commission variable est plafonné à 0,04% HT de l'Actif Moyen de la période consommée, soit un ratio par rapport aux commissions fixes de maximum 66%.

L'écart de performance désigne la différence entre la performance de l'actif adossé au benchmark et la performance du benchmark. Il est constaté en cumulé sur une période de 4 ans, de manière à ce qu'il soit incrémenté / décrétementé chaque année par la surperformance / la sous-performance réalisée.

Produits comptabilisés au cours de l'exercice (HT) : 33 493 KMAD

Sommes encaissées TTC en 2022 : 69 202 KMAD

Solde créance TTC au 31/12/2022 : 172 120 KMAD

2.9 Convention d'assistance pour la gestion de la trésorerie de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)

Partie concernée : CDG en tant que principal actionnaire (maison mère)

Date de conclusion de la convention : 31 mars 2006

Objet de la convention : Convention d'assistance pour la gestion de la trésorerie de la CDG.

Modalités de rémunération : La commission de gestion due à CDG Capital au titre de la convention est fixée à 0,10% HT annuel de la moyenne quotidienne de la position nette de trésorerie. Cette prestation est facturée trimestriellement.

Produits comptabilisés au cours de l'exercice (HT) : 2 023 KMAD

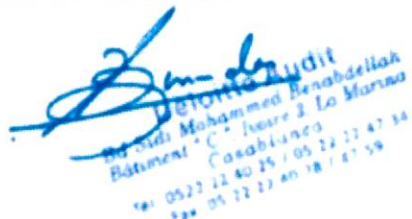
Sommes encaissées TTC en 2022 : 2 260 KMAD

Solde créance TTC au 31/12/2022 : Néant.

Casablanca, le 26 avril 2023

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE AUDIT



Sakina Bensouda-Korachi
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3 La Marina
Casablanca
Tél: 0522 22 80 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 18 / 47 34

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

COOPERS AUDIT S.A



COOPERS AUDIT MAROC
Siège Social: 83 Avenue Hassan II
Casablanca
Tél: 0522 42 11 90 - Fax: 0522 27 47 34

Abdellah LAGHCHAOUI
Associé

ÉTAT DES HONORAIRES VERSÉS AUX CONTRÔLEURS DE COMPTES AU

31/12/2022

En milliers de dirhams

	Coopers Audit			Mazars			Coopers Audit			Mazars			Deloitte			TOTAL
	Montant / Année			Pourcentage / Année*			Montant / Année			Pourcentage / Année*						
	2022	2021	2020	2022	2021	2020	2022	2021	2020	2022	2021	2020				
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	248	292	380	93%	100%	95%	247	228	240	93%	100%	92%	1.635			
-Emetteur	208	252	260	78%	86%	65%	247	228	240	93%	100%	92%	1.435			
-Filiales	40	40	120	15%	14%	30%	-	-	-	0%	0%	0%	200			
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	20	-	20	7%	0%	5%	20	-	20	7%	0%	8%	80			
-Emetteur	20	-	20	7%	0%	5%	20	-	20	7%	0%	8%	80			
-Filiales	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%	-			
Sous total	268	292	400	100%	100%	100%	267	228	260	100%	100%	100%	1.715			
Autres prestations rendues	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%	-			
Autres	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%	-			
Sous total	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	-	0%	0%	0%	-			
TOTAL GÉNÉRAL	268	292	400	100%	100%	100%	267	228	260	100%	100%	100%	1.715			

* Part de chaque ligne dans le total de l'année concernée

Rapport ESG

2022



CDG CAPITAL

SOMMAIRE

À PROPOS DE CE RAPPORT	3
CDG CAPITAL, UN ACTEUR RESPONSABLE	4
LA RSE AU CŒUR DE NOTRE STRATEGIE	6
Une démarche participative	6
15 enjeux pour porter notre politique RSE	8
Evaluation de notre maturité RSE	9
Dialogue avec les parties prenantes	10
NOTRE MODÈLE DE FINANCEMENT DURABLE	12
Soutenir les initiatives nationales de développement	12
S'engager dans la lutte contre le changement climatique	14
Tenir compte des Critères ESG dans nos processus décisionnels	18
UNE CONDUITE EXEMPLAIRE DE NOS AFFAIRES	20
Consolider notre gouvernance	20
Garantir la loyauté de nos pratiques au quotidien	28
Une posture de communication responsable	36
Préserver la confiance de nos clients	38
DES COLLABORATEURS AU COEUR DE NOTRE DÉMARCHE	40
Notre profil humain	40
Favoriser un dialogue social de qualité	42
Asseoir notre politique de rémunération et d'évolution sur des principes équitables	45
S'engager en faveur de la diversité et de l'égalité des chances	46
Offrir un environnement de travail favorable à la santé et à l'équilibre	51
Valoriser les potentialités et développer les talents	53
PRÉSERVATION DE NOTRE ENVIRONNEMENT ET SOUTIEN DE NOS COMMUNAUTÉS	54
Mesurer et alléger notre empreinte environnementale	56
S'engager pour nos communautés locales	61
CONTACTS	62

A propos de ce rapport

Méthodologie de reporting

Ce rapport a été structuré autour de nos enjeux de responsabilité sociétale, issus de notre étude de matérialité. L'ensemble des fonctions concernées ont été consultées lors de la phase de collecte d'informations. Les informations ont été validées par la Direction Générale.

Les informations collectées sont relatives à nos enjeux matériels et aux informations requises par l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux dans sa circulaire n° 03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières, qui s'applique à CDG Capital en tant qu'organisme faisant appel public à l'épargne. Le contenu de ce rapport a été construit dans une quête d'exhaustivité et de transparence dans la limite des informations disponibles.

Notre exercice de matérialité s'est attaché à tenir compte de la norme ISO 26000 et des objectifs de développement durable de l'ONU.

Au-delà des indicateurs quantitatifs, nous nous sommes attelés à mettre en exergue les actions emblématiques de ces trois dernières années, permettant de répondre à nos engagements RSE.

Périmètre de reporting et de consolidation des données

Ce reporting couvre la période 2020-2022 pour le périmètre consolidé de CDG Capital et ses deux filiales détenues à 100% : CDG Capital Bourse et CDG Capital Gestion.

CDG Capital, un acteur responsable

Créée en 2006, CDG Capital est issue de la consolidation de l'ensemble des lignes métiers dédiées aux marchés financiers au sein du Groupe CDG.

Depuis, CDG Capital a su développer une expertise métier reconnue, au service d'une clientèle institutionnelle, d'entreprises privées et appartenant au secteur public. Elle se positionne aujourd'hui comme un acteur majeur du secteur bancaire marocain. Pour répondre au mieux aux besoins de nos clients, nous adoptons une approche collaborative, en nous imposant une rigueur dans notre exécution et dans le traitement des dossiers.

Notre objectif est de proposer des solutions sur mesure basées sur des connaissances pointues et une expérience confirmée dans de nombreux domaines de financements spécialisés. Aujourd'hui, la banque est à même :

1. d'offrir des expertises affirmées en ingénierie financière, de développer une capacité de financement, d'investissement et de distribution utile aux acteurs publics et privés ;
2. d'offrir des solutions d'investissement performantes (en termes d'optimisation du couple risque / rendement) et efficaces (en termes d'exécution et de services), adaptées aux attentes, aux contraintes et à l'appétence au risque de nos clients ;
3. de canaliser et mobiliser l'épargne nationale et d'en assurer une gestion responsable et efficace, à la hauteur des enjeux de l'épargne longue ;
4. de participer au développement du marché de capitaux et de son infrastructure en s'inscrivant dans le cadre d'un partenariat proactif avec les autorités économiques et financières.

Nos Valeurs

Nos valeurs guident nos actions et nos interactions au quotidien. A travers des engagements explicites vis-à-vis des parties prenantes, elles portent et supportent le déploiement de notre politique RSE.



Excellence : C'est notre philosophie partagée. C'est être en permanence dans une démarche consciente d'apprentissage, de développement et du goût du travail bien fait. Viser l'excellence, c'est élever les standards, innover, sortir de notre zone de confort et chercher à développer continuellement nos compétences pour avoir un impact positif et durable.



Citoyenneté : C'est viser l'intérêt collectif, au sein de nos équipes et de notre Groupe, au service de nos écosystèmes et notre pays. Vivre en citoyen, c'est considérer inconditionnellement l'Autre, être et agir en synergie en prônant l'altérité et l'inclusion de l'Autre.



Responsabilité : C'est établir un repère d'exemplarité, au nom du Groupe, pour permettre à tous d'agir avec lucidité et discernement et d'aller de l'avant en confiance. Se comporter de façon responsable, c'est faire des choix assumés, agir avec engagement et discernement afin de pérenniser le cercle vertueux du développement durable.

Nos filiales

- CDG Capital Bourse : société d'intermédiation boursière, détenue à 100%
- CDG Capital Gestion : société de gestion d'actifs, détenue à 100%

La RSE au cœur de notre stratégie

Une démarche participative

Portée au plus haut niveau de notre management, notre politique RSE traduit notre ambition en matière de développement durable.

Construite sur une approche participative, notre politique RSE intègre les attentes de l'ensemble de nos parties prenantes internes et externes. Elle est le fruit d'une analyse de matérialité qui a fait ressortir 15 enjeux prioritaires qui viennent nourrir notre stratégie globale dans une interdépendance.

15 enjeux économiques, financiers, sociétaux et environnementaux que nous avons hiérarchisé au niveau de la matrice de matérialité ci-dessous, et que nous avons retenus au regard de l'ambition de la banque et des attentes de nos principales parties prenantes.

Attentes des parties prenantes	- Contribution au développement régional	- Equité et limitation de la précarité de l'emploi	- Bonne gouvernance - Respect des critères ESG et Genre - Dialogue social	- Développement des compétences - Gestion des risques - Santé, sécurité et qualité de vie - Contribution au développement national - Rémunération équitable
	- Evaluation responsable	- Dialogue avec les parties prenantes - Relation client digitale - Parité dans les instances décisionnelles	- Financement économie bas carbone - Diversité et inclusion - Communication transparente	- Ethique et déontologie - Relation client responsable
		- Engagement sociétal structuré - Engagement sociétal des collaborateurs	- Promotion de la RSE - Impact environnemental interne - Achats responsables - Offre responsable	
				Importance pour CDG Capital

Bien que n'apparaissant pas sur la matrice de matérialité en tant qu'enjeux prioritaires pour les deux parties, nous avons décidé de retenir 3 thématiques supplémentaires :

- Le dialogue avec les parties prenantes, qui constitue le socle de toute stratégie RSE ;
- L'impact environnemental interne, dont il nous paraît important de nous soucier dans un contexte de changement climatique ;
- L'engagement sociétal, qui relève de la solidarité dont toute entreprise citoyenne doit faire preuve.

Enfin, nous avons également pris le parti de regrouper des enjeux présentant des synergies :

- Contribution au développement régional et Contribution au développement national ;
- Évaluation responsable et Rémunération équitable ;
- Relation client digitale et Relation client responsable ;
- Gestion des risques et Respect des critères ESG & Genre.

Les enjeux proposés résultent d'un croisement réalisé entre les éléments d'un benchmark national et international, d'une revue documentaire, des questions centrales de la norme ISO 26000, et d'un diagnostic réalisé par un tiers expert.

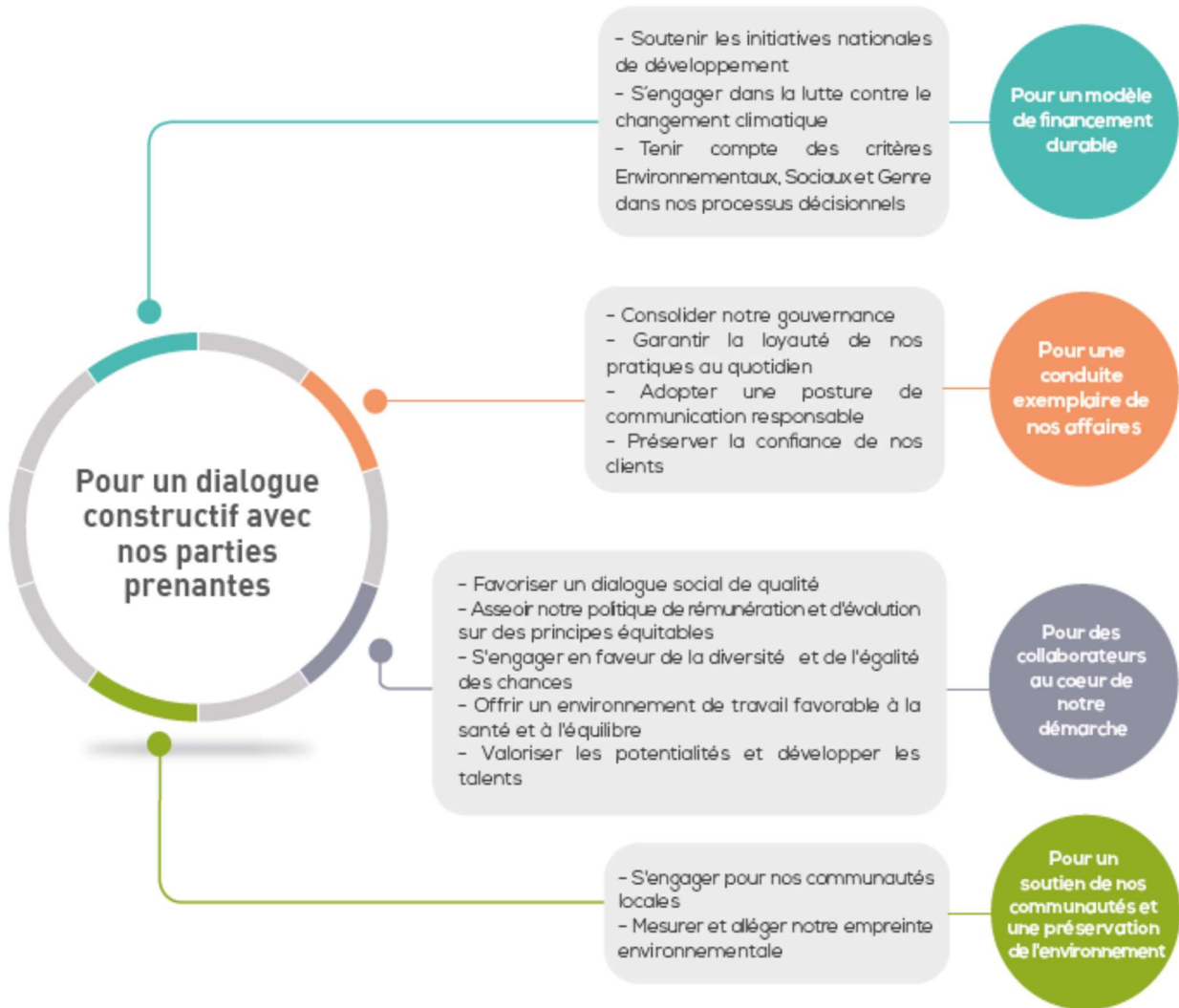
Nous avons ainsi intégré la norme ISO 26000 comme cadre de référence, et avons pris soin de questionner notre contribution à l'atteinte des 17 Objectifs de Développement Durable de l'ONU.

Nous avons également identifié les parties prenantes, avec lesquelles nous entretenons une relation étroite, et que nous avons consulté lors de la sélection de nos enjeux RSE.

C'est ainsi, qu'en interne, nous avons lancé une large consultation en ligne auprès de l'ensemble de nos collaborateurs et qu'une grande partie de nos responsables a été invitée à s'exprimer sur l'importance de ces enjeux au regard de notre stratégie et du niveau d'impact sur notre performance économique, environnementale et sociale. Parallèlement, nos parties prenantes externes, fournisseurs, clients, partenaires, experts, représentants de la société civile, ainsi que notre actionnaire la CDG, ont également répondu présents à notre sollicitation.

15 engagements RSE

Notre analyse de matérialité a ainsi permis de prioriser 15 engagements s'articulant en 4 grands axes, soutenus par un enjeu transversal :



Une maturité RSE « avancée »

En juillet 2020, nous avons mandaté le cabinet Vigeo-Eiris pour la réalisation d'une mission d'évaluation de notre maturité RSE. Cette mission a couvert CDG Capital ainsi que ses deux filiales CDG Capital Bourse et CDG Capital Gestion avec un double objectif.

Il s'agissait, dans un premier temps, d'identifier les forces et les faiblesses de notre dispositif RSE, ainsi que le niveau de maîtrise des enjeux y afférent, par rapport à notre secteur d'activité. Dans un second temps, nous souhaitons rendre compte de nos performances auprès de l'ensemble de nos parties prenantes.

L'audit mené par le cabinet Vigeo-Eiris s'est articulé autour de la norme ISO 26000, permettant ainsi d'orienter la démarche autour de 7 thématiques majeures : les Droits de l'Homme, les Relations et Conditions de Travail, l'Environnement, la Loyauté des Pratiques, les Questions relatives aux Consommateurs, les Communautés et le Développement local, et enfin la Gouvernance.

Cette évaluation a été réalisée en prenant en considération trois piliers majeurs : la pertinence des politiques (visibilité, d'exhaustivité et de portage), la cohérence de leur déploiement (processus, moyens et reporting) et l'efficacité des résultats (indicateurs et avis des parties prenantes).

Enfin, et pour compléter ce processus d'évaluation, le cabinet a réalisé une analyse documentaire approfondie, d'entretiens individuels avec le management et d'entretiens collectifs avec les collaborateurs et les délégués du personnel.

A l'issue de cette mission, chacune des trois entités auditées a obtenu **une attestation de maturité RSE « ISO 26000 » avec un niveau « Avancé »**, le niveau le plus élevé de l'échelle de notation de l'agence internationale Vigeo-Eiris, leader du rating social.

Cette attestation vient ainsi récompenser les collaborateurs de CDG Capital, qui veillent au quotidien à créer de la valeur partagée. Elle conforte également CDG Capital dans sa position de Banque responsable et engagée dans le déploiement de sa politique RSE, la déclinaison effective des enjeux qui en découlent et la concrétisation de bon nombre de projets RSE.

Dialogue avec les parties prenantes

Préserver un dialogue constructif avec l'ensemble de nos parties prenantes est un engagement central de notre politique RSE. Il est pour nous primordial de préserver la fluidité de nos échanges avec nos différents interlocuteurs et d'assurer la disponibilité de nos équipes pour répondre à leurs besoins.

Pour maintenir un dialogue continu avec nos parties prenantes, nous avons adopté une communication renforcée grâce à des outils technologiques adaptés. Un dispositif qui nous permet de respecter nos engagements auprès de l'ensemble de nos partenaires, tout en maintenant un niveau de qualité élevé et dans le respect des délais.

Type de partie prenante	Canaux de dialogue	Fréquence du dialogue
Collaborateurs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Communication interne ▪ Intranet ▪ Convention interne ▪ Dialogue social ▪ Entretiens annuels ▪ Formations ▪ Blog CDG Capital ▪ Réseaux sociaux en particulier LinkedIn ▪ Messages Audio du DG ▪ Messages Audio du médecin du travail (Conseils) ▪ Capsules vidéo ▪ Guides ▪ Flashes Covid ▪ Affichage interne ▪ Visioconférences 	Quotidienne, périodique et à la demande selon les canaux
Clients & Investisseurs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réseaux sociaux en particulier LinkedIn ▪ Supports de communication institutionnelle ▪ Publications ▪ Enquêtes de satisfaction annuelles auprès des clients dans le cadre de la Certification de P2S ▪ Conférences, séminaires et événements thématiques dédiés ▪ Réunions et comités ▪ Reportings sur les performances des produits de placement ▪ Roadshows ▪ Visioconférences ▪ Webinaires sur des thématiques d'actualité ▪ Publications de l'Equipe Recherche & Analyse 	En continu ou périodique selon les canaux

Fournisseurs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Contrats ▪ Partenariats ▪ Engagements de confidentialité ▪ Visioconférences 	Hebdomadaire à mensuelle ou au besoin selon la nature de la prestation
Actionnaire et administrateurs	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réunions du Conseil d'Administration et des comités spécialisés 	Fréquence des réunions desdites instances précisée dans la charte de fonctionnement interne
Société civile & associations	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rencontres ▪ Partenariats ▪ Projets 	Partenariat Jadara - régulière et périodique en fonction des programmes
Media	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rencontres one to one ▪ Conférences 	Mensuelle
Autorités de régulation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Ateliers ▪ Emails ▪ Réunions 	En réponse aux exigences et requêtes des autorités de régulation et en fonction des sujets à traiter
Organismes professionnels	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Commissions thématiques ▪ Projets sectoriels ▪ Reportings sur les risques 	De mensuelle ou trimestrielle à variable selon les canaux
Bailleurs de fonds internationaux	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réseaux sociaux ▪ Supports de communication institutionnelle ▪ Conférences et séminaires ▪ Evénements thématiques dédiés ▪ Partenariats & Projets 	Périodique selon les besoins
Sociétés cibles d'investissement pour le compte de nos clients	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Instances de gouvernance (Conseils d'administration, AG, Comités d'audit ...) ▪ Reporting des sociétés ▪ Téléphone/mail/courrier/visioconférence 	Trimestriel ou plus fréquemment selon les sujets en cours

Un modèle de financement durable

Soutenir les initiatives nationales de développement

Le développement du marché des capitaux occupe une place prépondérante au sein du Nouveau modèle de développement. Au sein de ce marché, CDG Capital joue un rôle important en accompagnant ses clients dans leurs différentes opérations, en structurant des solutions sur mesure et innovantes pour répondre aux problématiques complexes, et en proposant des modèles de gestion responsables alliant performance et gestion des risques.

Grâce à son positionnement stratégique, CDG Capital est en mesure d'offrir une expertise pointue et un accompagnement de qualité au profit des opérateurs publics et institutionnels et des entreprises privées qu'elles soient industrielles, de services ou dédiées à un projet.

Accompagnement des régions

A travers une offre globale, le Groupe CDG accompagne le déploiement des Programmes de Développement Régional à travers une offre qui comprend l'ensemble des expertises techniques et financières clés.

En effet, CDG Capital dispose d'une palette d'offres permettant d'adresser les besoins des régions (Agences Régionales d'Exécution des Projets - AREP et des Sociétés de Développement Régional - SDR) sur l'ensemble de la chaîne de valeur, de la réflexion en amont sur la stratégie de financement du plan de développement régional à la mobilisation du financement par la recherche d'opérateurs ou en dette, en passant par le schéma juridico-financier et la structuration du financement de projet.

CDG Capital participe au salon des Collectivités Territoriales en Côte D'Ivoire

Sur invitation du Ministère de l'Intérieur, des représentants des différents métiers du Groupe CDG ont accompagné la délégation marocaine au Salon des Collectivités Territoriales en Côte D'Ivoire.

L'objectif de ce salon était de créer un cadre inclusif de réflexion et de rencontres entre les acteurs, les partenaires, les décideurs, et le grand public sur les questions liées à la décentralisation et au développement local.

Les préoccupations majeures sont entre autres, le financement des infrastructures et des équipements, le transport, la salubrité, le développement durable, ...

Investissement de l'Épargne Institutionnelle dans les secteurs clés de l'économie nationale

Entant que 1^{er} Asset Manager de la place, CDG CAPITAL est un acteur important du financement de l'économie à travers l'investissement de l'épargne institutionnelle sur les marchés financiers et alternatifs :

- Financement des établissements publics (ADM, ONCF, ONEE...);
- Prise de participation dans les sociétés cotées et non cotées permettant de financer leur développement, croissance et création d'emploi ... ;
- Financement de projets d'infrastructures et prise de participation dans des projets à dimension socioculturelle (ex. Universités privées).

CDG CAPITAL compte parmi ses clients les principales institutions de prévoyance sociale (caisses de retraite, mutuelles, Fonds d'œuvres sociales) pour lesquelles elle produit une prestation de conseil et de gestion financière de leurs réserves et placements financiers.

S'engager dans la lutte contre le changement climatique

Les impacts du changement climatique sur la chaîne de valeur des entreprises sont nombreux, faisant de ce phénomène un défi majeur pour notre pays. A CDG Capital, nous sommes convaincus que nous avons un rôle crucial à jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique, et que notre engagement en faveur d'une transition bas-carbone est nécessaire.

Accréditation Green Climate Fund (GCF)

En 2017, CDG Capital a obtenu l'accréditation du GCF en tant qu'intermédiaire financier pour la mise en œuvre de financements verts. Grâce à cette accréditation, notre banque est habilitée par le GCF à lui présenter, en vue d'un co-financement ou co-investissement, des projets d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques en ligne avec la NDC (National Determined Contribution) du Maroc.

Afin de soutenir cet engagement et accompagner sa mise en œuvre, CDG Capital a assuré la tenue d'une formation sur les critères d'investissement du GCF à l'attention de ses collaborateurs et des membres du COMEX.

Financement de la première station de dessalement d'eau de mer

Dans le cadre de notre contribution à la lutte contre le changement climatique, nous travaillons à développer et à proposer des instruments financiers pertinents. Nous veillons également à aligner notre intervention sur les secteurs prioritaires du pays : l'eau, l'énergie, la forêt, l'agriculture, les villes, le transport et la gestion des déchets solides.

En 2018, CDG Capital a participé, dans le cadre d'un partenariat public-privé, à la structuration et au financement de la première station de dessalement d'eau de mer au Maroc, mobilisant un montant de près de 4 milliards de dirhams. Ce projet constitue un modèle à l'échelle nationale de projet d'adaptation au changement climatique, et permettra de pallier la pénurie d'eau potable au niveau du Grand Agadir et de l'eau d'irrigation de la plaine de Chtouka.

Depuis 2022, la station est opérationnelle et a commencé à produire de l'eau potable, avec une capacité au démarrage de 275 000 m³/jour (150 000 m³/jour pour l'eau potable et 125 000 m³/jour pour l'irrigation) et, à terme, de 400 000 m³/jour à parts égales entre les besoins en eau potable et en eau d'irrigation.

Arrangement d'un financement bancaire sur mesure pour la réalisation de travaux d'interconnexion du bassin de Sebou au bassin de Bouregreg

Le projet d'interconnexion Sebou-Bouregreg-Oum Erabi est un projet stratégique permettant le transfert d'un volume annuel d'eau brute entre 350 et 400 Millions de m³. Il a pour objectif la valorisation de l'excédent des eaux du bassin de Sebou perdu en mer, sans impacter les usages de ce bassin afin de :

- Sécuriser la demande en eau potable de la zone côtière : Kénitra-Rabat-Bouznika à moyen terme et de la zone côtière Kenitra-El Jadida à Long Terme ;
- Sécuriser la demande en Eau Potable du système Marrakech-Al Haouz ;
- Sauvegarder la plaine de Berrechid et de la région Doukkala et du Haouz Central-N'fis ;
- Promouvoir le développement local en amont du Barrage Sidi Mohamed Ben Abdellah à travers le développement des Petite et Moyenne Hydrauliques (PMH) locales liées aux barrages en amont.

Au vu de la situation pluviométrique très déficitaire au Maroc, une première tranche urgente reliant le bassin du Sebou au bassin du Bouregreg avec un débit de 15 m³/s a été retenue comme étant la meilleure solution pour sécuriser l'approvisionnement en eau potable des régions de Rabat, Casablanca et indirectement Marrakech.

CDG Capital a accompagné un groupement de 4 opérateurs dans la structuration d'un financement sur mesure combinant plusieurs types de financement (préfinancement de marché, financement des ADC, cautions...).

CDG Capital structure la 1ère émission obligataire de type « Green Bonds » dans le secteur de l'infrastructure

Les projets structurants de développement des infrastructures de transport opérés par l'ONCF constituent un levier incontournable du processus des transformations profondes initiées par le Maroc. A ce titre, CDG Capital a accompagné l'ONCF dans son financement à travers la structuration de la première émission obligataire certifiée green dans le secteur des infrastructures, d'un montant de 1GDH.

La banque a également assuré la coordination des travaux de labélisation certes de l'émission auprès de ses partenaires FSD Africa et Morningstar Sustainability.

Grâce à cette structuration, CDG Capital a réussi à attirer, pour la première fois en monnaie locale, des investisseurs nationaux et internationaux recherchant des opportunités à caractère social et environnemental.

CDG Capital accompagne l'ONEE dans la réalisation de l'étude de faisabilité en PPP relative au projet de dessalement d'eau de mer Casablanca

CDG Capital a accompagné le METLE puis l'ONEE Branche Eau dans la réalisation de l'étude de faisabilité préalable relative au projet de dessalement d'eau de mer de Casablanca. Cette étude étant requise dans le cadre de la loi 46-18 relative au contrat de Partenariat Public Privé.

Pour rappel, ce projet structuré en PPP prévoit la réalisation d'une station de dessalement d'eau de Mer pour le Grand Casablanca, d'un débit de 548 000 m³ /j et la pose de 140 km d'adduction.

CDG Capital Gestion met en place le premier fonds ISR catégorie actions au Maroc

Acteur de référence dans son secteur d'activité et plaçant la RSE au cœur de ses préoccupations, CDG Capital Gestion lance le premier fonds d'Investissement Socialement Responsable au Maroc dans la catégorie actions avec comme benchmark *ESG 10** : « CKG ISR SELECTION ».

Déoulant des ambitions et des engagements de sa maison mère CDG Capital en faveur d'une finance durable, le nouveau véhicule d'investissement socialement responsable de CDG Capital Gestion, prend ainsi en compte les critères extra-financiers, alliant performance financière et impact durable. « CKG ISR SELECTION » intègre en effet une prise en compte systématique de l'empreinte environnementale, sociale et de la qualité de la gouvernance dans la sélection et la gestion des investissements.

Le fonds permettra ainsi aux investisseurs de valoriser leur capital à travers un véhicule de placement en conformité avec leur conviction d'éthique sociale, tout en contribuant aux comportements responsables des entreprises et au développement durable.

** Casablanca ESG 10 est un indice thématique qui calcule la performance des cours des entreprises socialement responsables, cotées à la Bourse de Casablanca.*

International Development Finance Club (IDFC) : Etude sur les ODDs

L'International Development Finance Club (IDFC) est un réseau de 26 banques de développement nationales, régionales et bilatérales créé en 2011. La Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) en est membre fondateur et CDG Capital est l'un de ses Sherpas. Les membres du club travaillent activement à mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les agendas de l'Accord de Paris, via la promotion des investissements de développement durable à travers le monde.

L'étude sur les ODDs préparée par Natixis en 2022, apporte un cadre conceptuel de la notion d'alignement des ODD du point de vue des banques publiques de développement (BPD). Elle propose des définitions, des méthodes d'évaluation et des outils pertinents pour que les BPD mesurent et gèrent leurs contributions aux objectifs de développement durable (ODD).

CDG Capital a apporté sa contribution à ce rapport en illustrant le sujet des taxonomies, c'est-à-dire les critères permettant de mesurer l'alignement d'un projet avec les Objectifs de Développement Durable, avec un exemple de projet de dessalement. Afin de soutenir concrètement l'agenda 2030, il est important que les banques de développement développent des taxonomies internes rigoureuses basées sur des données vérifiables, ce qui leur permettra d'éclairer leurs décisions d'investissement pour tenir compte de la durabilité.

Pour plus d'informations, ci-après le lien vers le rapport : [https://gsh.cib.natixis.com/api-website-feature/files/download/12566/cib_etude_green_hub_web - 15dec 300dpi.pdf](https://gsh.cib.natixis.com/api-website-feature/files/download/12566/cib_etude_green_hub_web_-_15dec_300dpi.pdf)

Tenir compte des Critères ESG dans nos processus décisionnels

Dans le cadre de l'étude des dossiers de financement GCF, la prise en compte des critères environnementaux et sociaux revêt une importance capitale. Aussi, et afin d'éviter, de réduire et dans certains cas compenser les effets négatifs des projets sur les populations et l'environnement, nous mettons constamment en œuvre les diligences qui s'imposent.

Ces dernières s'appuient sur un processus rigoureux d'évaluation des risques, de mesure et de suivi des impacts environnementaux et sociaux tout au long du cycle de vie du projet. Elles prennent également en considération l'approche genre dans le but d'assurer une meilleure équité socio-économique entre les hommes et les femmes au niveau des projets financés.

L'identification des risques environnementaux, sociaux et genre se fait en concertation avec le client, et induit la définition d'un plan d'actions correctif. Ces éléments font également l'objet d'une présentation au Comité de Crédit de la banque pour décision collégiale.

Durant l'étude du projet et pour accompagner l'identification des risques environnementaux, sociaux et genre, les collaborateurs impliqués bénéficient de formations dédiées : possibilité de faire appel à des expertises spécialisées internes (Direction Développement Durable) ou externes (assistance technique).

Enfin, un suivi rapproché est opéré par les équipes métiers lorsque l'impact environnemental et/ou social d'un financement de projet est jugé « modéré » à « élevé ». Ce contrôle est réalisé tout au long de la durée de vie du projet grâce à des rapports d'avancement fournis par le client.

Circulaire Bank Al Maghrib

En 2022, Bank AL Maghrib, en partenariat avec la Banque mondiale, a tenu des sessions de formation et de renforcement des capacités des banques marocaines sur les bonnes pratiques de gestion des risques climatiques autour des thématiques suivantes : (i) Introduction générale au changement climatique et à l'évolution des politiques liées au climat, (ii) Évaluation des risques liés à la transition climatique et (iii) Évaluation des risques physiques.

Les équipes de CDG Capital ont également pu prendre part à des ateliers organisés par la Banque centrale afférents au partage d'expérience entre banques de la place et avec des banques de développement sur les moyens de mise en œuvre de la circulaire BAM.

Par ailleurs, une étude quantitative préparée par la Banque mondiale sur l'exposition des banques marocaines aux risques physiques et de transition au niveau macro-économique est en cours de finalisation.

Formations Environnementales et Sociales

Au profit des clients

Afin de renforcer son engagement envers ses partenaires, CDG Capital a accompagné certains de ses clients en les formant sur les enjeux des Risques Environnementaux et Sociaux (RES). Les bénéficiaires ont ainsi pu être sensibilisés sur :

- l'importance de la prise en compte des risques environnementaux et sociaux dans les projets ;
- les outils d'évaluation, de mesure et de suivi des RES ;
- la législation marocaine en termes d'environnement ;
- les normes de performances internationales (SFI).

Au profit des collaborateurs

Les équipes de CDG Capital en charge du Développement Durable ont pu bénéficier d'une formation sur l'Analyse des Risques Environnementaux et Sociaux (ARES) dispensée par l'UNEP-FI. Cette formation a couvert les domaines de la Finance Durable, la classification des Risques, l'identification des Risques Environnementaux et Sociaux, leur évaluation, et leur gestion.

De façon plus générale, l'ensemble des métiers impliqués dans le cycle des projets finance climat bénéficie régulièrement de formations environnementales et sociales. Ces formations ont pour objectif de doter nos collaborateurs des connaissances nécessaires à l'identification, l'évaluation et la gestion adéquate des impacts environnementaux et sociaux, pendant le cycle de vie d'un projet, en tenant compte des exigences légales, des normes internationales et des meilleures pratiques industrielles.

Expliquer la Finance Durable

Chez CDG Capital, exercer durablement notre métier de banquier, c'est développer des solutions financières innovantes qui impactent durablement le développement socio-économique de notre pays et concourent à l'atteinte des objectifs de développement durable.

Pour mieux expliquer la notion de Finance Durable, CDG Capital a élaboré une capsule didactique pour comprendre de façon plus concrète le concept. Cette capsule a été publiée sur notre réseau LinkedIn.

[Qu'est-ce que la finance durable ? | CDG Capital](#)



Une conduite exemplaire de nos affaires

Consolider notre gouvernance

Les meilleures pratiques internationales en termes de gouvernance insistent sur l'importance de la prise en compte du risque dans les actions et les activités de l'entreprise, et la garantie de l'indépendance du Conseil d'Administration et de ses comités spécialisés.

A CDG Capital, bonne gouvernance et gestion des risques vont de pair. En effet, nous évaluons les risques en fonction d'un ensemble standard de normes et d'un processus adapté à la gouvernance et à la tolérance au risque de la banque.

Un processus porté par un mécanisme transparent garantissant l'indépendance des organes de gouvernance et la stabilité de l'entreprise, pour un développement plus durable.

Le Conseil d'Administration

Administrateurs indépendants

Conformément aux critères retenus par la législation et la réglementation applicables aux sociétés anonymes et aux établissements de crédit, l'assemblée générale ordinaire de CDG Capital a nommé au sein de son Conseil d'Administration 2 administrateurs indépendants :

- **Monsieur Thierry Sciard**, en date du 2 décembre 2020 ;
Riche d'une grande expérience internationale, Monsieur Sciard dispose d'une expertise éprouvée sur les différents compartiments des marchés de capitaux, de la Banque de Financement & d'Investissement et de la gestion d'actifs.
- **Madame Ghislane Guédira**, en date du 22 septembre 2021 ;
Madame Guédira dispose d'une grande expertise dans le domaine de la Finance et de l'ingénierie financière, acquise au travers de ses trente années d'expériences à l'international mais également au sein de grands groupes nationaux.

Critères de sélection des administrateurs indépendants

Les critères retenus pour la qualification des administrateurs indépendants sont celles retenues par la réglementation en vigueur :

- La loi sur les Sociétés Anonymes ;
- La loi relative aux établissements de crédit et organismes assimilés ;
- L'arrêté du ministre de l'Économie et des finances n° 2809-16 du 20 septembre 2016 portant homologation de la circulaire du Wali de Bank Al-Maghrib n°5/W/16 du 10 juin 2016 fixant les conditions et les modalités de désignation d'administrateurs ou membres indépendants au sein de l'organe d'administration des établissements de crédit ;
- Circulaire du Wali de Bank Al-Maghrib n° 4/W/2014 du 30 octobre 2014 relative au contrôle interne des établissements de crédit ;
- Circulaire de l'Autorité marocaine du marché des capitaux n° 01/18 du 8 mars 2018 relative aux obligations de vigilance et de veille interne incombant aux organismes et personnes soumis au contrôle de l'Autorité marocaine du marché des capitaux ;
- Directive du Wali de Bank Al-Maghrib n° 1/W/2014 du 30 octobre 2014 relative à la gouvernance au sein des établissements de crédit.

Le Conseil d'Administration

Constitué de neuf membres non exécutifs dont deux administrateurs indépendants, le Conseil d'Administration s'est réuni **7 fois** en 2022.

Les administrateurs ne perçoivent aucune rémunération, à l'exception des administrateurs indépendants.

Le tableau ci-dessous décrit la composition du Conseil d'Administration en détail :

Membres du CA	Fonction	Age	Genre	Type de partie prenante représentée	Dates de nomination et d'expiration du mandat	Nombre de mandats	Taux de présence effective
<u>M. Abdelatif ZAGHNOUN</u> (jusqu'au 22/07/2022)	Président du conseil	01/01/1960	M	CDG	31/01/2015 à l'AGO 2027	2	2 sur 2
<u>M. Khalid SAFIR</u>	Président du conseil	13/12/1967	M	CDG Actionnaire	22/07/2022 à l'AGO 2027	1	5 sur 5
<u>Mme Latifa ECHIHABI</u>	Administrateur	29/04/1962	F	CDG Actionnaire	25/09/2017 à l'AGO 2023	1	7 sur 7
CDG représentée par Monsieur Mustapha LAHROUBI	Administrateur	Personne morale	NA	CDG Actionnaire	20/02/2006 à l'AGO 2024	4	7 sur 7
<u>M. Hamid TAWFIK</u>	Administrateur	17/06/1965	M	CDG Capital	07/09/2010 à l'AGO 2027	3	7 sur 7
<u>M. Nouaman AL AISSAMI</u>	Administrateur	29/03/1970	M	Ministère des Finances	20/12/2013 à l'AGO 2024	2	6 sur 7
<u>M. Khalid EL HATTAR</u>	Administrateur	10/05/1977	M	CDG Actionnaire	25/09/2017 à l'AGO 2024	2	7 sur 7
<u>Mme Meriam MECHAHOURI</u>	Administrateur	11/11/1977	F	CDG Actionnaire	22/09/2021 à l'AGO 2025	1	7 sur 7
<u>Mme Ghislane GUEDIRA</u>	Administrateur Indépendant	11/07/1971	F	Administrateur Indépendant	22/09/2021 à l'AGO 2024	1	7 sur 7
<u>M. Thierry SCIARD</u>	Administrateur Indépendant	08/04/1956	M	Administrateur Indépendant	02/12/2020 à AGO 2023	1	7 sur 7

Conformément aux critères retenus par la législation et la réglementation applicables aux sociétés anonymes et aux établissements de crédit, la nomination d'un troisième administrateur indépendant au sein de notre Conseil d'Administration est en cours.

Les réglementations en question sont :

- la loi sur les sociétés anonymes ;
- la loi relative aux établissements de crédit et organismes assimilés ;
- la circulaire de Bank Al-Maghrib n°4/W/2014 relative au contrôle Interne des établissements de crédit ;
- la directive de Bank Al-Maghrib n°1/W/2014 relative à la gouvernance au sein des établissements de crédit ;
- la circulaire de Bank Al-Maghrib n°5/W/16 relative à la désignation de membres ou d'administrateurs indépendants au sein de l'organe d'administration des établissements de crédit.

Cartographie des différents mandats des membres du Conseil d'Administration

Liste des mandats de M. Abdellatif Zaghoun (arrêtée au 13 juillet 2022)

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH Bank	Conseil d'administration	Membre
Bank Of Africa (BOA)	Conseil d'administration	RP CDG
Barid Al Maghrib (BAM)	Conseil d'administration	Membre
Société Centrale De Réassurance (SCR)	Conseil d'administration	Président
Casablanca Finance City Authority (CFCA)	Conseil d'administration	Membre
Fipar Holding	Conseil d'administration	Président
CIMAR	Conseil d'administration	Vice-Président
CDG Invest	Conseil d'administration	Président
Medi Telecom (Orange)	Conseil d'administration	Membre
TMPA	Conseil d'Administration	RP CDG
EAMR	Conseil d'administration	Membre
FMP	Conseil d'administration	Membre
MADAEF	Conseil d'administration	Président
Société Marocaine de Valorisation des Kasbahs (SMVK)	Conseil d'administration	Vice-Président
Université Internationale de Rabat (UIR)	Conseil d'Administration	Membre
Foncière Chellah	Conseil d'administration	Président
FONDATION CDG	Conseil d'administration	Président
FONDATION AHLY	Conseil d'administration	Président
Institut Marocain des Administrateurs (IMA)	Conseil d'administration	Président
SAR	Conseil d'administration	Président
Tanger Med Special Agency (TMSA)	Conseil de surveillance	Membre
CDG Développement	Conseil d'administration	Président
NOVEC	Conseil d'administration	Président
MEDZ	Conseil de surveillance	Président
CGI	Conseil d'administration	Président
SONADAC	Conseil d'administration	Vice-Président
AUDA	Conseil d'administration	Président
SAZ	Conseil d'administration	Président
PATRILOG	Conseil d'administration	Président
Société de Développement de Saida (SDS)	Conseil d'administration	Président
Société d'Aménagement et de Promotion de la Station de Taghazout (SAPST)	Conseil d'administration	Président
Al Akhaw ayn University (AUI)	Conseil d'administration	Membre
Al Omrane Conseil de Surveillance	Conseil de Surveillance	Membre
École Nationale d'Administration	Conseil d'administration	Membre

Liste des mandats de M. Khalid Safir (du 13 juillet 2022 au 31 décembre 2022)

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH Bank	Conseil d'administration	Membre
Bank Of Africa (BOA)	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Société Centrale De Réassurance (SCR)	Conseil d'administration	Président
Casablanca Finance City Authority (CFCA)	Conseil d'administration	Membre
Barid Al Maghrib (BAM)	Conseil d'administration	Membre
CDG Invest	Conseil d'administration	Président
Medi Telecom (Orange)	Conseil d'administration	Membre
Fonds Marocain de Placement (FMP)	Conseil d'administration	Membre
MADAEF	Conseil d'administration	Président
Société Marocaine de Valorisation des Kasbahs (SMVK)	Conseil d'administration	Vice-Président
Université Internationale de Rabat (UIR)	Conseil d'administration	Membre
FONDATION CDG	Conseil d'administration	Président
FONDATION AHLY	Conseil d'administration	Président
Institut Marocain des Administrateurs (IMA)	Conseil d'administration	Président
Tanger Med Special Agency (TMSA)	Conseil de surveillance	Membre
CDG Développement	Conseil d'administration	Président
CGI	Conseil d'administration	Président
SONADAC	Conseil d'administration	Vice-Président
AUDA	Conseil d'administration	Président
SAZ	Conseil d'administration	Président
Société de Développement de Saidia (SDS)	Conseil d'administration	Président
Société d'Aménagement et de Promotion de la Station de Taghazout (SAPST)	Conseil d'administration	Président
Al Akhawn University (AUI)	Board of Trustees	Membre
Al Omrane	Conseil de surveillance	Membre
Université Euro-Méditerranéenne de Fès	Conseil d'administration	Membre
GPBM	Conseil d'administration	Membre

Liste des mandats de Mme Latifa Echiabi (arrêtée au 13 décembre 2022)

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH Bank	Conseil d'administration	Membre
FINEA	Conseil d'administration	Président
ABB	Conseil de surveillance	Représentant Permanent CDG
AJARINVEST	Conseil d'administration	Président
SCR	Conseil d'administration	Membre
Fipar Holding	Conseil d'administration	Membre
CDG Invest	Conseil d'administration	Membre
MADAEF	Conseil d'administration	Membre
FONDATION CDG	Conseil d'administration	Membre
FONDATION AHLY	Conseil d'administration	Membre
CDG Développement	Conseil d'administration	Membre
MEDZ	Conseil de surveillance	Membre
CGI	Conseil d'administration	Membre
SAZ	Conseil d'administration	Membre

Liste des mandats de M. Mustapha Lahboubi (arrêtée au 31 décembre 2022)

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH BANK	Conseil d'administration	Membre
MCM	Conseil d'administration	Président
MCM	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
CAM	Conseil de surveillance	Représentant permanent CDG
SBVC	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Umnia Bank	Conseil de surveillance	Membre
SCR	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
UIR	Conseil d'administration	Représentant CDG
Fipar Holding	Conseil d'administration	Membre
CDG Invest	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
FMF	Conseil d'administration	Président
FONDS INFRAMAROC	Conseil d'administration	Président
FONDS INFRAMAROC	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
CAPMEZZ II	Conseil d'administration	Président
CAPMEZZ II	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Mdina Bus	Conseil d'administration	Membre
DXC TECHNOLOGY	Conseil de Surveillance	Membre
CDG Développement	Conseil d'administration	Membre
CGI	Conseil d'administration	Membre
SDS	Conseil d'administration	Membre
SAPST	Conseil d'administration	Membre
OPCI - CDG PREMIUM IMMO	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG

Liste des mandats de M. Khalid El Hattab (arrêtée au 31 décembre 2022)

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH Bank	Conseil d'administration	Membre
Maroclear	Conseil d'administration	Membre
FINEA	Conseil d'administration	Membre
Umnia Bank	Conseil de surveillance	Représentant permanent CDG
Maghreb Titrisation	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Atlanta-Sanad	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
UIR	Conseil d'administration	Membre
Fipar Holding	Conseil d'administration	Membre
CDG Invest	Conseil d'administration	Membre
CAPMEZZ II	Conseil de surveillance	Président
CAPMEZZ II	Conseil de surveillance	Représentant permanent CDG
MADAEF	Conseil d'administration	Membre
Foncière UIR	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Foncière CHELLAH	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Fondation CDG	Conseil d'administration	Membre
Fondation AHLY	Conseil d'administration	Membre
OPCI - Real Estate Security	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
OPCI - Real Estate Security	Conseil d'administration	Président
LafargeHolcim MAROC	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
FEC	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
CDG Développement	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
CGI	Conseil d'administration	Membre
SAZ	Conseil d'administration	Membre
OPCI - CDG Premium Immo	Conseil d'administration	Président
OPCI - CDG Pierre Secure	Conseil d'administration	Président
OPCI - Avenir Patrimoine Sécurité	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
OPCI - Avenir Patrimoine Sécurité	Conseil d'administration	Président

Liste des mandats de M. Nouaman Al Aissami

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
Fonds de Solidarité contre les Catastrophes naturelles	Conseil d'administration	Membre
Africa 50	Conseil d'administration	Membre
Société Nationale de Garantie et de Financement des Entreprises	Conseil d'administration	Membre

Liste des mandats de Mme Meriam Mechahouri (arrêtée au 31 décembre 2022)

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH Bank	Conseil d'administration	Représentant permanent Massira Capital Management
FINEA	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
SCR	Conseil d'administration	Membre
Fipar Holding	Conseil d'administration	Membre
CDG Invest	Conseil d'administration	Membre
MADAEF	Conseil d'administration	Membre
SGLN	Conseil d'administration	Membre
CDG Dév	Conseil d'administration	Membre
MEDZ	Conseil de surveillance	Représentant permanent CDG
CGI	Conseil d'administration	Membre
PREV INVEST	Conseil d'administration	Membre

Liste des mandats de M. Hamid Tawfiki (arrêtée au 31 décembre 2022)

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
SBVC	Conseil d'administration	Membre
SCR	Conseil d'administration	Membre
CDG Capital	Conseil d'administration	Membre
FONDATION CDG	Conseil d'administration	Membre
FONDATION AHLY	Conseil d'administration	Membre
CDG Capital Gestion	Conseil d'administration	Président
CDG Capital Bourse	Conseil d'administration	Président

Liste des mandats de M. Thierry Sciard

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
VTB Capital Plc (jusqu'à décembre 2022)	Conseil d'administration	Membre Indépendant
VTB Holdco (jusqu'à mars 2022)	Conseil d'administration	Membre Indépendant

Liste des mandats de Mme Ghislane Guedira

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
RISMA	Conseil d'administration	Membre Indépendant

Nos comités spécialisés

Quatre comités spécialisés émanant du Conseil d'Administration viennent compléter notre dispositif de gouvernance : le Comité d'Audit & de Conformité, le Comité des Risques, le Comité des Grands Risques et Stratégie et le Comité de Nomination et de Rémunération. Ces comités aident à assurer un pilotage transparent, équilibré et pertinent des sujets courants et des projets de transformation.

Comité	Nom et prénom	Qualité
Comité d'audit et de Conformité	Ghislane GUEDIRA	Membre indépendant et Présidente du Comité
	Khalid EL HATTAB	Membre
	Meriam MECHAHOURI	Membre
	Thierry SCIARD	Membre indépendant
Comité des Risques	Thierry SCIARD	Membre indépendant et Président du Comité
	Meriam MECHAHOURI	Membre
	Mustapha LAHBOUBI	Membre
	Ghislane GUEDIRA	Membre indépendant
Comité Grands Risques et Stratégie	Hamid TAWFIKI	Membre et Président du Comité
	Mustapha LAHBOUBI	Membre
	Meriam MECHAHOURI	Membre
	Ghislane GUEDIRA	Membre indépendant
	Thierry SCIARD	Membre indépendant
Comité de nominations et de rémunérations	Khalid SAFIR	Membre et Président du Comité
	Latifa ECHIHABI	Membre

Parité au sein du Conseil d'Administration

CDG Capital assure une représentation équilibrée des femmes au sein de ses instances dirigeantes :

Femmes au sein du Conseil d'Administration	Année	CA
	2020	1 sur 8
	2021	3 sur 9
	2022	3 sur 9

Aujourd'hui, notre Conseil d'Administration compte trois femmes administrateurs parmi ses membres, un quota en conformité avec les exigences de la loi 19-20 sur la SA - publiée en juillet 2021. Cette loi prévoit l'adoption d'un quota progressif d'équilibre de genre au sein du Conseil d'Administration des sociétés faisant appel public à l'épargne de 30% au bout de trois ans (2024) et 40% à horizon de six ans (2027).

Des orientations appuyées par Bank Al Maghrib qui, en mai 2022, a publié une recommandation qui fixe les orientations et principes à observer par les établissements de crédit et organismes assimilés pour la promotion de l'équité des genres et l'inclusion financière des femmes.

Désormais, les établissements doivent se doter d'une politique formalisée en matière de promotion de l'équité professionnelle des genres aussi bien dans leur gouvernance et leurs structures organisationnelles, qu'au niveau de leurs politiques de recrutement, de gestion de carrière, de rémunération, de formation, et de politique sociale.

Le Développement Durable à l'ordre du jour du Conseil d'Administration

Depuis 2020, CDG Capital programme un point RSE annuel à l'ordre du jour du conseil d'administration.

Ce rendez-vous marque ainsi l'intérêt que porte la banque aux enjeux sociaux et environnementaux qu'elle place au cœur même des réflexions stratégiques de son Conseil d'Administration. Ce point est l'occasion de présenter à l'ensemble de nos administrateurs nos réalisations en matière de RSE.

Des indicateurs de suivi sont également remontés annuellement au conseil d'administration pour informer ses membres de l'état d'avancement des projets en cours.

Autoévaluation du Conseil d'Administration

En 2021, une auto-évaluation de notre Conseil d'Administration a été réalisée. Cet exercice a porté non seulement sur le mode de fonctionnement du Conseil mais également sur des thématiques économiques, environnementales et sociales.

Présentés au Conseil d'Administration du 23 mars 2022, les résultats de cette évaluation ont permis de faire un constat de l'existant et de définir des axes d'améliorations. Un plan d'actions a été défini et adopté pour assurer une amélioration continue du fonctionnement de notre Conseil.

Relation avec les actionnaires

Les informations sont communiquées aux actionnaires sont celles prévues par la réglementation en vigueur, notamment la loi sur les sociétés anonymes et celles relatives aux établissements de crédit.

La rémunération des dirigeants

En 2022, la rémunération globale annuelle des dirigeants s'élève à **9 298 953,427 Dhs.**

Garantir la loyauté de nos pratiques au quotidien

CDG Capital veille au respect des règles d'intégrité, de loyauté des affaires et de transparence. En effet, en tant que banque responsable et tiers de confiance, nous portons une attention particulière aux risques potentiels de conflits d'intérêts, de délits d'initiés, de blanchiment d'argent.

Nos équipes agissent quotidiennement dans le respect d'engagements éthiques et déontologiques, couvrant des sujets aussi importants que la protection des données personnelles de nos parties prenantes, l'obligation de confidentialité et de transparence, la lutte contre la corruption...

Une importance particulière est portée à la conformité à la réglementation, une veille réglementaire est assurée en permanence visant à s'adapter à l'évolution réglementaire ayant trait à l'activité bancaire et financière.

Rôle de la Direction Conformité

La Conformité veille à prévenir le risque de réputation et des sanctions administratives, disciplinaires, judiciaires et financières découlant du non-respect des dispositions légales et réglementaires et des règles de bonne conduite et de déontologie édictée par les instances de gouvernance.

Outre la protection contre tout risque de non-conformité, la Conformité permet de préserver la confiance des clients, des régulateurs, des investisseurs et des autres parties prenantes et ainsi l'image de la banque.

En 2022, la Conformité a veillé à déployer les nouvelles exigences réglementaires particulièrement en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et à se conformer à la loi 09-08 relative à la Protection des données à caractère personnel, et toutes les dispositions réglementaires en lien avec l'activité de la banque.

Dans ce cadre, la Conformité a mené des échanges réguliers avec ses différents partenaires : Bank Al-Maghrib, l'AMMC, la CNDP, l'ANRF, la CNASNU, ses correspondants bancaires, sa maison mère et ses filiales.

Dans le cadre de la gestion des relations avec les régulateurs, la Conformité a assuré la coordination concernant les requêtes reçues dans le cadre de missions d'audit ou pour des besoins ponctuels de supervision. Elle a veillé à la production des reporting périodiques et à leur transmission aux régulateurs dans le respect des délais fixés.

La Conformité accompagne différentes structures de la banque ainsi que les filiales en leur assurant conseil et assistance.

L'entrée en relation avec les clients

L'identification et la connaissance de nos clients constitue l'un des piliers majeurs nous permettant de nous engager dans des relations pérennes et responsables, toujours dans le respect des obligations réglementaires en vigueur.

L'entrée en relation suit un processus d'identification et de vérification rigoureux, prenant en considération les exigences réglementaires en termes de vigilance.

Ce processus est reconduit et mis à jour pour les clients existants périodiquement et à chaque changement se rapportant aux éléments d'identification des clients.

Dialogue avec les autorités de régulation

CDG Capital travaille au quotidien en étroite collaboration avec les autorités de régulation. Grâce à un dialogue continu et permanent avec les autorités de tutelle et le GPBM, CDG Capital est en mesure de mieux appréhender et anticiper les évolutions réglementaires et certaines problématiques de la place.

CDG Capital est un partenaire réactif et dynamique. En effet, ses collaborateurs échangent et participent activement aux chantiers et réunions de la place, notamment avec BAM, l'AMMC, le GPBM et la CNDP.

Éthique et déontologie

La réputation de notre banque est au centre de nos préoccupations. En effet, nous travaillons continuellement et responsablement à susciter l'adhésion et à inspirer la confiance de l'ensemble de nos parties prenantes.

Pour cela, notre banque a adopté des règles éthiques et déontologiques qui régulent les comportements et actions de ses collaborateurs, avec pour objectif de protéger notre réputation.

Notre dispositif éthique et déontologique repose sur un certain nombre de politiques et de codes à respecter pour sauvegarder la croissance et le développement de notre activité. Ce dispositif fait l'objet d'une actualisation régulière, en fonction de l'évolution des activités de la banque et de son environnement.

Règles de bonne conduite

Le Code d'Éthique et de Déontologie définit les règles de bonne conduite et de saine gouvernance des activités et métiers, visant à guider les collaborateurs dans l'exercice de leurs fonctions dans le respect des engagements éthiques tels que l'intégrité, l'obligation de confidentialité, la protection de l'information, les opérations personnelles sur titres....

Certains aspects, qui requièrent une attention particulière, sont érigés en code ou politique spécifiques visant à approfondir les exigences éthiques y afférentes, notamment les cadeaux, la protection de l'information, la prévention et gestion des conflits d'intérêts, la prévention de la fraude et la corruption.

Chaque collaborateur s'engage à adhérer, respecter et agir en cohérence avec ce dispositif, afin de préserver la réputation et l'image de la banque.

Intégrité de marché

CDG Capital précise les dispositions applicables en matière de prévention contre toutes pratiques portant atteinte à l'intégrité des marchés financiers, dans le cadre du dispositif éthique et déontologique, plus particulièrement dans l'Instruction Protection de l'information et le code de bonne conduite applicable aux traders.

Ces pratiques incluent :

- Les opérations d'initiés : transmission et utilisation d'informations privilégiées ;
- Et les manipulations de marché : manipulation de cours, diffusion de fausses informations.

Enfin, tout collaborateur doit exercer une vigilance permanente afin de protéger l'intégrité des marchés.

Prévention et gestion des conflits d'intérêts

Le dispositif de prévention et de gestion des conflits d'intérêt de CDG Capital et ses filiales repose sur une politique qui rappelle les principes et les lignes de conduite à respecter par nos collaborateurs.

Des mesures organisationnelles, administratives et déontologiques sont ainsi mises en œuvre afin d'éviter les situations de conflits d'intérêts susceptibles d'entraver le respect des obligations réglementaires et déontologiques de la banque, et d'impliquer des risques juridiques, commerciaux ou de réputation.

Prévention et lutte contre la corruption et la fraude

La corruption et la fraude sont des facteurs majeurs de répartition inégale des richesses, un frein au développement économique et une menace pour la stabilisation politique et sociale des pays. Ils sont universellement reconnus comme des infractions graves.

CDG Capital dispose d'un dispositif de prévention contre la corruption et la fraude, qui a été renforcé en mars 2022 par la mise en place d'une Politique de prévention et de lutte contre la corruption et la fraude qui s'appuie sur des principes stricts conformément aux dispositions réglementaires les plus rigoureuses en la matière. Cette démarche d'amélioration continue traduit la détermination de CDG Capital à porter une attention particulière aux mesures permettant d'identifier et de prévenir les situations de fraude et de corruption et de promouvoir ainsi une bonne et saine gestion, et la transparence dans l'exercice de ses activités.

CDG Capital a adopté des principes et règles mettant la lutte contre la corruption et la fraude au centre de ses activités et permettant de connaître, prévenir, détecter et sanctionner tout comportement contraire au code de bonne conduite ou susceptible d'être qualifié de corruption ou de fraude.

Ce dispositif prévoit une tolérance zéro contre la fraude et la corruption en vertu de laquelle il n'est toléré, au niveau de toutes les lignes métiers du Groupe, aucun acte de corruption, ni aucune manœuvre frauduleuse, de quelque type ou forme que ce soit, et en aucune circonstance.

Tout collaborateur ayant été confronté à une situation de corruption ou ayant été témoin d'une situation de fraude doit le déclarer systématiquement et sans délai à la hiérarchie et à la Conformité, qu'elle concerne un collaborateur, un client ou un partenaire. Le dispositif d'« Alerte professionnelle » peut être également utilisé dans les cas où les canaux normaux de déclaration s'avèrent non adaptés.

Dispositif d'Alerte professionnelle

CDG Capital met à la disposition de ses collaborateurs un dispositif d'alerte professionnelle qui a pour objet de renforcer la démarche éthique de notre établissement ainsi que les moyens d'expression de chaque membre pour que chacun soit un acteur de la prévention des risques.

Ce dispositif d'alerte professionnelle permet de signaler les éventuels manquements relatifs aux domaines suivants :

- Atteinte aux règles de concurrence, conflits d'intérêts, délits d'initiés ;
- Falsification de documents, comptes ou rapports d'audit ;
- Vol, fraude, corruption ou détournements de fonds ;
- Discrimination ou harcèlement.

La mise en œuvre de ce dispositif obéit à des règles strictes garantissant la protection de l'émetteur de l'alerte et la confidentialité des informations communiquées.

Tout collaborateur peut ainsi communiquer en toute confidentialité à la Conformité des préoccupations sérieuses et légitimes concernant des pratiques douteuses, contraires à la déontologie ou illégales.

Toutes représailles contre un salarié qui signale en toute bonne foi une infraction est interdite.

Sécurité et protection des données

Dans le cadre de ses missions, CDG Capital est amenée à effectuer des traitements de données à caractère personnel qui permettent d'identifier ou de rendre identifiable les personnes concernées.

La protection des données à caractère personnel est une obligation réglementaire en vertu des dispositions prévues par la loi 09-08, relative à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, ainsi que la réglementation internationale en la matière.

Le risque de divulgation de données à caractère personnel est un risque de violation de la réglementation pour lequel des sanctions peuvent être appliquées.

Le traitement des données à caractère personnel est effectué dans le respect des règles et principes édictés par la réglementation.

CDG Capital s'assure que toute donnée à caractère personnel des clients, des collaborateurs et des parties prenantes est collectée et traitée d'une façon loyale, légitime et transparente en veillant à ne pas porter atteinte à la vie privée et aux droits des personnes concernées.

Conformément aux dispositions de la loi 09-08, relative à la protection des données à caractère personnel, CDG Capital a déployé un dispositif de protection des données personnelles qui repose sur :

- La mise en place d'une cartographie des traitements de données à caractère personnel ;
- Le maintien de la conformité réglementaire en matière de protection des données à caractère personnel à travers la responsabilisation des entités opérationnelles qui doivent veiller au déploiement d'actions continues assurant le respect de la réglementation en vigueur, et remonter à la Conformité tout nouveau traitement ou modification survenue dans un traitement et ce, suite à la conduite de nouveaux projets ou la conception de nouveaux produits et services ;
- Une veille continue de la Conformité qui contrôle la conformité de la banque par rapport à la réglementation en vigueur et propose des règles de bonne conduite aux métiers et assiste les opérationnels sur les questions qui ont trait à la protection des données à caractère personnel.

Lutte contre le blanchiment des capitaux et du financement du terrorisme

Pour garantir que ses activités s'exercent conformément aux standards internationaux en matière de LBC-FT, CDG Capital a déployé un dispositif de vigilance et de veille interne pour la mesure, la maîtrise et la surveillance du risque de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme.

Le dispositif LBC-FT s'articule autour de six piliers :

1. Une approche par les risques permettant de concentrer l'effort là où cela est nécessaire ;
2. Une gouvernance, une organisation et un contrôle interne permettant la surveillance du dispositif et son indépendance ;
3. Des processus préventifs de connaissance des clients et des transactions ;
4. Des processus de coopération transparente avec les autorités de tutelle ;
5. Des moyens humains compétents et formés ;
6. Des moyens informatiques proportionnés aux enjeux opérationnels.

Campagne de sensibilisation

Gardant le respect des règles éthiques, déontologiques et de préservation de la sécurité financière au cœur de nos préoccupations, nous suscitons continuellement l'adhésion de nos collaborateurs à ces principes. C'est dans cet esprit, que nous menons régulièrement des campagnes de sensibilisation et de communication autour de la loyauté des pratiques, des règles de lutte contre le blanchiment et la corruption, et du respect du code d'éthique et de déontologie.

Cette campagne a été conduite sous forme de :

- Modules de formation en ligne déployés au profit de l'ensemble des collaborateurs de CDG Capital et de ses filiales ;
- Actions de communication via des animations digitales autour des comportements à adopter face à certaines situations ;
- Une formation au profit des nouvelles recrues visant à développer la culture de conformité au sein de CDG Capital et de sensibiliser nos collaborateurs à l'importance d'adopter un comportement éthique et déontologique dans le cadre de l'exercice de leurs activités.

Continuité des opérations et maîtrise des risques opérationnels

L'année 2022 a été marquée par le retour de la banque à un mode de fonctionnement quasi normal et ce, à la suite de la fin de la phase critique de la pandémie Covid 19. Néanmoins, nous avons maintenu un niveau de vigilance élevé à travers notamment :

- L'envoi aux collaborateurs de courriels de rappel des règles sanitaires à observer ;
- La séparation physique, dans la mesure du possible, des utilisateurs clés ;
- L'adoption du télétravail pour les cas contacts.

Par ailleurs, nous avons continué le processus de déploiement du nouveau logiciel de collecte et traitement des incidents opérationnels. Ce logiciel est à même de permettre une meilleure gestion des incidents à travers des interactions plus fluides entre les métiers, et les 2èmes et 3èmes lignes de défense.

Nous avons effectué en mars 2022, un test PCA/PSI afin d'améliorer l'opérationnalité de nos équipes et ressources. Les résultats du test sont concluants.

Un dispositif de contrôle en constante amélioration

Cette année a connu, le lancement du chantier de création de la filière Contrôle Permanent Groupe CDG, dont l'objectif est d'assurer une cohésion de l'ensemble des dispositifs de contrôle et des méthodes d'intervention au sein du groupe.

Pour la Direction Contrôle Permanent, l'année 2022 a permis de consolider les objectifs stratégiques de la structure à travers la revue et le renforcement des répertoires de contrôle, la mise en place d'un outil intégré de gestion des processus CDG Capital et la mise en conformité avec les dispositions de la circulaire N°4/W/2014 de Bank Al Maghrib.

La Direction Contrôle Permanent assure également le pilotage et le suivi des résultats du dispositif de contrôle des filiales de la Banque et veille à la promotion de la culture de gestion des risques et de contrôle au sein de la Banque et de ses filiales.

Une fonction Audit Interne certifiée au Normes IIA

En plus du volet qualité, la fonction Audit Interne assure des actions de certifications, d'auto-évaluations régulières ainsi que des évaluations par la Direction de l'Audit de la CDG qui anime la filière audit interne du groupe.

le responsable de la fonction Audit Interne est également secrétaire du Comité Audit et Conformité. Ce comité se tient au moins quatre fois par an pour approuver les comptes et suivre les reporting de l'audit interne, de la conformité et du contrôle permanent. Les comptes rendus de ces réunions sont présentés au Conseil d'Administration.

Dès 2019, les process de l'audit interne de la Banque ont été certifiés par l'IFACI (Institut Français de l'Audit et du Contrôle Interne) comme étant conformes aux pratiques de l'audit interne. Cette certification traduit la mise en place de toutes les dispositions par l'audit interne de CDG Capital pour répondre aux exigences requises par le Référentiel Professionnel de l'audit interne et respecter ainsi la cadre de référence international des pratiques professionnelles de l'audit interne du Global Institute of Internal Auditors.

S'alignant sur les bonnes pratiques déclinées par Bank Al-Maghrib dans sa directive sur la gouvernance, le comité d'audit et conformité compte parmi ses membres deux administrateurs indépendants dont l'un est président du Comité.

La sélection de nos prestataires

Décrit dans le règlement et la politique achats, le processus de sélection des prestataires est également décliné dans les procédures internes de notre Direction des Achats et de la Logistique.

L'objectif est de garantir une égalité des chances d'accès à nos consultations à l'ensemble des acteurs du marché.

Toute société bien constituée peut ainsi demander à se faire référencer au niveau de notre système d'approvisionnement et d'achats, et répondre à nos différentes catégories de consultations :

- appels d'offres ouvert ;
- appels d'offres restreint ;
- appels d'offres avec présélection ;
- concours ;
- gré à gré ou "entente directe" ;
- achat sur offres de prix ou devis contradictoires ;
- achat direct sur offre de prix.

Les informations relatives aux appels d'offres sont communiquées dans le même temps et sous un format unique à l'ensemble des parties concernées.

Les réponses aux éventuelles questions et reports de délai ou tout autre complément d'information sont portés à la connaissance de l'ensemble des sociétés ayant retiré le cahier des charges.

Le processus de sélection se fait sur la base de :

- La conformité du dossier administratif ;
- L'évaluation technique ;
- D'auditions orales (en cas de besoin) ;
- L'évaluation financière.

A l'issue de la signature et validation du PV de sélection, les soumissionnaires sont informés par lettre des raisons ayant motivé notre décision. Chaque soumissionnaire peut demander à tout moment des explications additionnelles pour s'assurer du bien fondé de notre décision.

Digitalisation du Processus Achat

En 2022, CDG Capital a mis en place un outil de dématérialisation des appels d'offres CDG Capital, qui permet d'améliorer l'efficacité opérationnelle du processus Achat, et chemin faisant, améliorer nos engagements découlant de notre responsabilité sociale et environnementale.

La mise en place d'un portail achats pour CDG Capital, s'inscrit dans le cadre de la transformation digitale de la banque. Elle ambitionne d'augmenter l'expérience "Achat" au sein de l'écosystème de la banque et répondre aux impératifs d'accélération de la vitesse de circulation de l'information.

Les principes fondateurs de notre règlement et politique achats se trouvent gratifiés et améliorés dans cette digitalisation des procédures d'accès aux commandes CDG Capital.

Une posture de communication responsable

En phase avec notre politique RSE, nous nous engageons à favoriser l'élévation de la conscience sociale collective et à répondre aux aspirations d'une opinion publique de plus en plus sensible aux risques liés au développement de la digitalisation : respect de la vie privée, protection des données personnelles ; et aux enjeux sociétaux et environnementaux.

Conformément aux standards internationaux, CDG Capital informe régulièrement l'ensemble de ses parties prenantes sur ses performances extra-financières en étayant par des indicateurs dédiés l'ensemble de nos progrès, notamment en publiant des rapports d'activité et de responsabilité depuis 2020.

En effet, nous accompagnons les nouveaux enjeux sociétaux en mettant notre créativité au service d'une société plus durable à travers une communication responsable.

- **Une communication digitale**

Convaincus qu'il est possible de réduire les impacts environnementaux de nos actions de communication tout en conservant leur efficacité, nous avons défini nos actions de communication externe dans un écosystème numérique : sur le web www.cdgcapital.ma et les réseaux sociaux : LinkedIn, YouTube...

- **Des canaux de communication dématérialisés**

En cohérence avec notre stratégie de communication digitale, nous orientons nos actions de communication interne vers des canaux et des supports dématérialisés, assurant ainsi une large diffusion de nos messages.

Ainsi, l'ensemble de nos communications internes sont centralisées au niveau d'un blog interne dédié : actualités business, état d'avancement des projets CDG Capital, témoignages, communications autour du dispositif « COVID », flash infos...

- **Une capsule RSE annuelle**

Nous élaborons annuellement une capsule RSE que nous diffusons en interne (Point annuel CA et Blog interne) et sur nos réseaux sociaux.

Cette capsule reprend les lignes directrices de notre stratégie RSE, les principaux enjeux sur lesquels elle repose, nos réalisations en matière de développement durable, ainsi que nos projets à venir.

- **Kapital Talks**

Depuis 2021, CDG Capital a lancé une série de podcasts, les « Kapital Talks », consacrés aux sujets de Finance Durable et Responsable. Ces podcasts sont diffusés sur notre page LinkedIn.

Charte de communication responsable

En tant qu'employeur et acteur bancaire sur les marchés des capitaux, notre responsabilité sociétale est indissociable de notre communication. Nous considérons cette dernière comme un véritable soutien des valeurs qui guident nos actions. Nos valeurs garantissent notre posture en nous alignant sur des normes de comportements communes et une compréhension partagée de la réussite. Ces mêmes valeurs guident toutes nos actions au quotidien, aussi bien en interne qu'en externe.

Nous avons, ainsi, élaboré une Charte de Communication Responsable qui traduit nos engagements vis-à-vis de nos parties prenantes internes et externes, portée par 6 principes majeurs :

1. Respect de la dignité humaine ;
2. Communication claire et responsable ;
3. Communication eco-friendly ;
4. Respect des partenaires dans tout le processus de communication ;
5. Respect des règles de concurrence dans nos actions de communication ;
6. Protection des données privées.

Préserver la confiance de nos clients

A CDG Capital, nous attachons une attention particulière à la qualité de notre relation client. Nous conseillons et orientons nos clients vers les produits et services idoines répondant à leurs besoins, et ce de manière totalement indépendante et dénuée de conflit d'intérêt.

CDG Capital et CDG Capital Gestion : l'excellence confirmée année après année

L'agence de notation internationale Fitch Ratings a confirmé, cette année encore, la note nationale "Excellent (mar)", avec une perspective stable de la catégorie "gestion des fonds institutionnels » pour l'activité gestion sous mandat de CDG Capital. Il s'agit de la note la plus élevée attribuée au Maroc par l'agence qui la justifie par la robustesse du processus d'investissement de la gestion sous mandat de CDG Capital, conjuguée à une gestion des risques qualifiée d'excellente. La note repose également sur la qualité des équipes de gestion de CDG Capital.

À noter que CDG Capital demeure l'unique acteur Marocain ayant certifié cette activité, confirmant année après année son positionnement de leader alliant performance et responsabilité.

Quant à la filiale spécialisée CDG Capital Gestion, l'agence lui attribue, cette année encore, son plus haut rating 'Excellent (mar)' avec perspectives stables pour la gestion OPCVM. Une notation qui reflète la grande stabilité des processus d'investissement et de risques, la profondeur des ressources d'investissement de la société de gestion et les projets de transformation lancés au service de sa clientèle.

À noter que CDG Capital Gestion décroche depuis 9 années consécutives la note la plus élevée de l'agence de notation.

Un traitement efficace des réclamations clients

Nous portons une attention particulière au traitement des réclamations de nos clients tout en préservant la confidentialité de leurs données. En effet, afin de préserver leur confiance nous avons formalisé une procédure de traitement des réclamations assurant le respect des dispositions réglementaires.

La procédure définit les différentes étapes du traitement des réclamations et précise les responsabilités de chaque partie concernée. Ainsi, toutes les réclamations sont centralisées au niveau de notre Direction Conformité qui veille à la prise en charge des requêtes par les métiers concernés et assure l'interface avec les clients. Grâce à ce dispositif, CDG Capital veille au traitement sécurisé des réclamations avec diligence, transparence et professionnalisme, et ce dans le respect des délais et des normes de confidentialité.

Une évaluation continue de la relation client

CDG Capital a procédé à la certification de ses activités Asset Servicing et Développement Clients & Relation Clientèle à la norme ISO 9001 version 2015. Cette certification traduit le niveau de maîtrise du Système de Management par la Qualité (SMQ), depuis sa mise en place, et confirme l'engagement de la banque à améliorer continuellement la qualité de ses prestations.

Aussi, et dans le but d'évaluer la qualité de la relation qui nous lie à nos clients, nous menons des études de satisfactions régulières. Les résultats de ces études nous permettent également de procéder à des ajustements le cas échéant.

Des solutions digitales sécurisées

CDG Capital s'est engagée dans une transformation technologique profonde portée des solutions sécurisées et des capacités technologiques digitales telles que les API (Application Programming Interface), les Microservices, le Cloud d'Entreprise ou le DevOps (union du « development » et des « operations » dont l'objectif est de favoriser une meilleure communication entre les deux équipes).

Cette transformation nous permet, aujourd'hui, d'assurer une ouverture sécurisée sur notre écosystème de clients et de partenaires tout en leur offrant une expérience différenciante et adaptée. En effet, grâce à cette plateforme technologique, CDG Capital dispose désormais de véritables atouts stratégiques lui permettant d'accélérer le déploiement de nouveaux produits et services répondant aux attentes et contraintes de ses clients.

Nous travaillons également, et de façon continue, à fluidifier davantage nos échanges de documents via de nouveaux outils digitaux sécurisés, notamment à travers une communication plus proactive sur les réglementations en vigueur.

Des collaborateurs au cœur de notre démarche

Notre profil humain

Nous comptons 219 collaborateurs en contrat à durée indéterminée, dont plus de 97% sont des cadres.

La répartition de notre effectif global par branche et par nature de contrat se présente comme suit :

Indicateur	2020	2021	2022
Effectif par branche d'activité : CDG Capital et filiales	207	212	219
CDG Capital	158	160	166
CDG Capital Gestion	34	36	37
CDG Capital Bourse	15	16	16
Répartition par nature du contrat de travail			
CDI	100%	100%	100%
CDD	-	-	-
Intérimaires			
CDG Capital	6%	6,8%	6%
CDG Capital Gestion	0%	0%	0%
CDG Capital Bourse	33%	31%	6%

CDG Capital confirme son engagement à assurer une stabilité à ses collaborateurs en leur permettant d'avoir un revenu pérenne, en atteste le taux de contrat d'embauche en CDI affiché à 100%.

En 2023, CDG Capital a procédé à la titularisation de l'ensemble des intérimaires.

Les répartitions des effectifs, hors intérimaires, par catégorie et par ancienneté sont les suivantes :

Indicateur	2020	2021	2022
Répartition par catégorie			
Directions	24%	23,1%	24%
Cadres	72,8%	73,8%	73%
Employés	3,2%	3,1%	3%
Répartition de l'effectif par ancienneté			
<=5	39,9%	38,1%	45%
]5;10]	25,9%	20%	17%
]10;15]	34,2%	28,1%	25%
]15;20]	-	13,7%	13%

Grâce à une politique RH engagée et responsable, CDG Capital a réussi à fidéliser ses collaborateurs. En effet, en 2022, 55% de notre effectif affiche une ancienneté de plus de 5 ans.

Les mouvements de personnel (hors intérimaires) par catégorie sont les suivants :

Indicateur	2020	2021	2022
Nombre de licenciements par catégorie	0	1	1
<i>Directions</i>	-	-	-
<i>Cadres</i>	-	1	1
<i>Employés</i>	-	-	-
Nombre de démissions par catégorie	5	11	14
<i>Directeurs</i>	-	4	1
<i>Cadres</i>	5	7	13
<i>Agents</i>	-	-	-
Nombre de mobilités par catégorie	3	1	1
<i>Directeurs</i>	1	0	1
<i>Cadres</i>	2	1	0
<i>Agents</i>	-	0	0
Nombre de départs négociés par catégorie	1	0	0
<i>Directeurs</i>	1	-	-
<i>Cadres</i>	-	-	-
<i>Agents</i>	-	-	-
Nombre de détachements par catégorie	0	1	0
<i>Directeurs</i>	-	1	-
<i>Cadres</i>	-	-	-
<i>Agents</i>	-	-	-
Nombre de recrutements par catégorie	9	16	22
<i>Directeurs</i>	0	3	2
<i>Cadres</i>	9	13	20

Agents	-	-	-
--------	---	---	---

Favoriser un dialogue social de qualité

Plaçant nos collaborateurs au cœur du débat, nous travaillons au quotidien à instaurer un véritable dialogue avec nos représentants du personnel. En favorisant des échanges de qualité nous avons pu construire un dialogue social responsable qui contribue à assurer une stabilité sociale et une bonne gouvernance. CDG Capital a ainsi mis en place divers moyens de communication pour assurer la prise en considération des attentes de nos collaborateurs et leur participation active à la vie de l'entreprise.

- Institutionnalisation de réunions entre les représentants du personnel et la Direction Générale ;
- Tenue de réunions périodiques entre les représentants du personnel et la Direction du Capital Humain : 4 au titre de l'année 2022 ;
- Création d'une adresse mail dédiée à la diffusion des informations et actualités à caractère « Social ».

Indicateur	2020	2021	2022
Nombre de représentants du personnel	5	5	5
Nombre de jours de grève	-	-	-
Nombre et nature des litiges sociaux	-	1	1
<i>Collectifs</i>	-	-	-
<i>Individuels</i>	-	<i>1</i>	<i>1</i>

Avantages Sociaux

En favorisant un dialogue social continu et de qualité, CDG Capital élargit continuellement la palette d'avantages sociaux qu'elle propose à ses collaborateurs.

- *Assurances et retraites complémentaires*

Intitulé	Couverture	
Assurance maladie complémentaire	Jusqu'à 90% de la différence entre les dépenses engagées et les sommes restituées par l'assurance maladie de base	
Assurance Accident de Travail	100% patronale	
Assurance décès invalidité	100% patronale, avec un capital assurant jusqu'à : _ 150% du traitement annuel pour les célibataires, veufs ou divorcés, sans enfants à charge ; _ 200% du traitement annuel majoré de 50% par enfant à charge dans la limite de 5 enfants, pour les personnes mariées.	
Assurance voyage	Au profit des collaborateurs, de leurs conjoints et de leurs enfants	
Retraite complémentaire	Contribution mensuelle, calculée sur la base du salaire brut, et ce dans les conditions suivantes :	
	<i>Ancienneté (A) ou durée restant à courir jusqu'à l'âge de 60 ans (DRC)</i>	<i>Contribution patronale</i>
	A<10 ans ou DRC>10 ans	2%
	25<A>10 ou 10<DRC>5 ans	3%
	A>25 ou DRC<5	4%

▪ **Prêts**

Type	Spécificités	Taux
Prêt Logement	Des taux de crédit bonifiés sont accordés aux collaborateurs pour l'octroi de prêts logement, dans le cadre d'une convention entre la CDG et le CIH	Taux appliqué au collaborateur
	Une contribution à l'acquisition au logement est accordée par CDG Capital aux collaborateurs, ayant au moins 12 mois d'ancienneté (sous certaines conditions). Le montant de la contribution de CDG Capital au titre des intérêts liés au prêt logement est calculé en fonction de la différence entre la mensualité calculée sur la base du taux pratiqué par la banque et la mensualité calculée sur la base du taux appliqué au salarié selon les tranches ci-contre.	De 0 à 500 000 Dhs : 1,3 %
		De 500 000 à 1 000 000 Dhs : 2,21 %
		De 1 000 000 à 1 500 000 Dhs : 3,32 %
	De 1 500 000 à 2 000 000 Dhs : 4,21 %	
Prêt Automobile	Octroyé à l'ensemble des collaborateurs ayant au moins 12 mois d'ancienneté	Taux appliqué au collaborateur
	Le montant maximum de financement est de 300 000 Dhs	Du 0 à 150 000 Dhs : 2 %
		De 150 000 à 250 000 Dhs : 3,5 %
	De 250 000 à 300 000 Dhs : 4,5 %	
Prêt Personnel	Octroyé à l'ensemble des collaborateurs ayant au moins 12 mois d'ancienneté	Taux appliqué au collaborateur
	Le montant maximum du prêt est de 150 000 Dhs.	Du 0 à 50 000 Dhs : 0%
	Une contribution aux intérêts liés aux prêts personnels est accordée aux collaborateurs, selon le même principe de la contribution aux prêts logements, selon les tranches ci-contre.	De 50 000 à 100 000 Dhs : 4%
	De 100 000 à 150 000 Dhs : 5%	
Prêt de scolarité	Accordé annuellement aux collaborateurs à leur demande, sans condition d'ancienneté	Le montant maximum du prêt est fixé selon le niveau scolaire
	Remboursable sur maximum 12 mois et sans intérêt	2 500 Dhs par enfant âgé de 3 ans et plus et fréquentant la maternelle ou une institution équivalente
		3 000 Dhs par enfant inscrit dans un établissement d'enseignement primaire ou secondaire
	5 000 Dhs par enfant poursuivant des études supérieures jusqu'à l'âge de 25 ans	

▪ **Dons**

- Dons de scolarité allant de 500 à 3700 Dhs par enfant selon l'âge et/ou le niveau de scolarisation :
 - Niveau petite enfance : 500 Dhs (moins de 3 ans) et 1500 Dhs (3 ans et plus)
 - Niveau primaire : 2 200 Dhs
 - Niveau collège et lycée : 2 900 Dhs
 - Niveau supérieur : 3 700 Dhs

- Dons à l'occasion de Aïd Al Adha : 2200 Dhs par collaborateur
- Dons à l'occasion de Achoura : 450 Dhs par enfant à charge de moins de 15 ans
- **Autres avantages**
 - Aménagement d'un espace de détente et de restauration ;
 - Des centres d'estivage subventionnés ;
 - Négociation de tarifs préférentiels négociés avec nos partenaires conventionnés dans les domaines de la santé (Laboratoire d'analyse, Assurance maladie International...), l'hôtellerie, les soins, la restauration, le projets immobiliers...

Congés

CDG Capital accorde à ses collaborateurs plus d'avantages que ceux stipulés au niveau de la législation en vigueur en matière de droit du travail, notamment en matière de droit aux congés.

Congé de maternité et de paternité

CDG Capital a adopté une démarche d'égalité professionnelle bénéficiant aux deux parents. Ainsi, à l'arrivée de leur nouveau-né, nos collaboratrices bénéficient d'un congé de maternité de 16 semaines (au lieu de 14 semaines réglementaires) ; les nouveaux papas quant à eux disposent d'un congé de paternité 10 jours (au lieu des 3 jours réglementaires).

Autres congés exceptionnels

Nos collaborateurs bénéficient de droits supplémentaires concernant certains congés exceptionnels :

- Pèlerinage : 15 jours
- Déménagement : 1 jour

Asseoir notre politique de rémunération et d'évolution sur des principes équitables

Conscients de l'importance que revêt la politique salariale dans l'implication de nos salariés et leur satisfaction, CDG Capital travaille au quotidien à assurer une équité interne. Notre politique de rémunération et d'évolution est ainsi basée sur une approche non discriminatoire avec une attention particulière portée à l'égalité des genres. Une approche qui nous accompagne tout au long de notre processus de recrutement et de gestion de carrière.

Lors de la phase des recrutements et de la définition des offres salariales, nous nous appuyons sur une grille définie en fonction du marché, du niveau d'études et des compétences. Notre politique de rétribution variable est quant à elle indexée sur l'atteinte des objectifs fixés en début d'année.

Outil stratégique de gestion des compétences, la mobilité interne offre à nos collaborateurs méritants des perspectives d'évolution en reconnaissance de leurs performances. En effet, nous encourageons nos salariés à évoluer sur des compétences transversales, en changeant de poste ou de métier.

Cette approche nous permet de renforcer la fidélisation de nos collaborateurs tout en impactant positivement notre performance en retour.

Notre politique de rémunération comprend :

1. Une rémunération fixe définie par des grilles de salaires internes se référant au système de classification. Ces grilles sont évolutives et tiennent compte des conditions de rémunération du marché et du secteur financier en particulier ;
2. Une rémunération variable tenant compte aussi bien du niveau d'atteinte des objectifs individuels que collectifs.

S'engager en faveur de la diversité et de l'égalité des chances

Notre engagement en faveur de la diversité et de l'égalité des chances se traduit clairement dans notre politique de gestion du capital humain. Cette dernière est, en effet, fondée sur des critères objectifs et non-discriminatoires tout au long des différents process RH : recrutement, rémunération, promotion...

Dans nos recrutements, le principe de diversité s'apprécie particulièrement en termes de genre, de profil académique, et d'âge.

Parallèlement, le principe d'inclusion et d'égalité des chances se traduit le rôle que nous jouons dans l'insertion professionnelle des jeunes diplômés ainsi que dans l'accès à l'emploi des personnes issues de milieux défavorisés et des personnes en situation de mobilité réduite.

Principe de non-discrimination

Au sein de notre banque, toute discrimination sur des critères de race, couleur, sexe, âge, croyance, handicap, opinion politique, ou nationalité est formellement interdite ; préservant ainsi le principe d'égalité des chances et de réciprocité entre collaborateurs, aussi bien en matière de classification de poste, de définition de salaire, de privilèges, que de mesures disciplinaires,

Tous types de harcèlement ou de tentative de harcèlement (sexuels, morales ou autres) feront l'objet de mesures disciplinaires.

Recrutement

A travers sa politique de recrutement, CDG Capital s'est engagée dans une démarche proactive de recrutement de jeunes diplômés pour accompagner son développement.

Organisé en plusieurs étapes, notre processus de recrutement s'adapte à la nature de chaque poste à pourvoir, garantissant ainsi une adéquation optimale entre postes et profils. Ce processus se déroule en toute transparence et dans le respect des règles d'équité. L'ensemble de nos offres d'emploi sont ainsi communiqués via nos différents canaux de diffusions internes et externes.

Pour repérer les meilleurs profils, nous assurons une présence forte dans les bassins d'emploi traditionnels : salons, foires, et forums nationaux et internationaux et également sur les réseaux sociaux professionnels de type LinkedIn.

Parallèlement, et afin de renforcer l'attractivité de notre entreprise auprès des jeunes, nous accueillons chaque année des étudiants issus de grandes écoles nationales et étrangères qui viennent effectuer leur Projet de Fin d'Études aux côtés de nos équipes. Nous contribuons ainsi à favoriser l'insertion professionnelle de ces futurs lauréats.

Une fois recrutés, nos nouveaux collaborateurs bénéficient d'un système de parrainage qui aide à faciliter leur intégration et à développer le sentiment d'appartenance à l'entreprise. En 2022, nous avons organisé un séminaire d'intégration à Fès au profit de l'ensemble des nouvelles recrues qui ont intégré CDG Capital et ses filiales en 2020 et 2021.

Genre

CDG Capital assure une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de ses équipes.

Notre politique RH est portée par le principe d'égalité professionnelle, interdisant tous types de discrimination à l'embauche selon le genre ; un principe respecté également en matière de rémunération et d'évolution de carrière.

En 2022, les femmes représentent environ 43% de l'effectif de CDG Capital.

Part des femmes dans l'effectif de CDG Capital			
Année	2020	2021	2022
Part des femmes	46%	45%	43%

La prise en compte du Genre constitue un enjeu majeur pour CDG Capital. Cet engagement est profondément ancré dans nos valeurs et fait partie intégrante de notre démarche de responsabilité sociale.

Part des femmes dans les postes à responsabilité

Nos collaboratrices représentent près de 48 % de nos cadres, et 33% de nos directeurs.

Indicateur	2020	2021	2022
Part des femmes parmi les directeurs	40%	38%	33%
Part des directrices parmi les femmes	21%	19%	18%
Part des femmes parmi les cadres	49%	48%	48%
Part des cadres parmi les femmes	78%	79%	81%
Part des femmes parmi les employés	20%	20%	20%
Part des employées parmi les femmes	1%	1,4%	1%

Part des femmes dans le COMEX

Femmes au sein du COMEX	Année	Représentativité
	2020	3 sur 6
	2021	3 sur 5
	2022	3 sur 5

Charte Genre

Adoptée en 2021, la Charte Genre de CDG Capital affirme notre engagement à favoriser l'égalité et l'équité professionnelle femmes-hommes et le développement de la mixité à tous les niveaux et dans les différentes fonctions de la banque.

A travers cette charte, nous nous sommes engagées à promouvoir la parité entre les femmes et les hommes de la banque, et de faire de cette égalité une puissante source de croissance, de performance et d'innovation.

Nous œuvrons ainsi pour la promotion de l'égalité des chances à travers :

- une représentativité équilibrée autant au niveau des effectifs globaux que par direction et par groupe de rôle ;
- une rémunération équitable indépendamment du critère de genre ;
- une évolution professionnelle et progression de carrières de tous les potentiels ;
- et la sensibilisation des managers et des collaborateurs sur l'importance de la diversité des genres.

Grâce à la mise en œuvre de notre Charte Genre, CDG Capital sera désormais en mesure de :

- Attirer et conserver les talents : en veillant à l'égalité des chances pour les deux sexes sans discrimination, CDG Capital attire dans le vivier des talents hommes et femmes. Par ailleurs, la mise en œuvre des procédures de promotion équitables favorise la rétention des collaborateurs.
- Améliorer notre compétitivité : en effet, la mixité professionnelle crée un climat propice à la confrontation des idées et à l'innovation. Ainsi, en ayant des visions du monde différentes, les hommes et les femmes se complètent et s'enrichissent mutuellement, ce qui permet de concevoir des solutions innovantes aux clients.
- Améliorer notre réputation : l'adoption de cette charte conforte la position de CDG Capital en tant que banque responsable. Il s'agit d'un signal d'engagement responsable à l'égard des parties prenantes internes et externes dont les collaborateurs, les clients, les partenaires, et l'actionnaire.

Women Empowerment : Webinaires « Femmes d’impact »

A l’occasion de la Journée Internationale de la Femme 2022, et fidèles à nos valeurs d’excellence, de responsabilité et de citoyenneté, nous avons lancé une série de webinaires internes mettant en avant des « femmes d’impact » inspirantes.

Ainsi, nous avons eu le plaisir de recevoir des femmes d’impact issues du monde professionnel et associatif qui ont partagé avec nous leurs réalisations et leur contribution positive à la société, leurs expériences, les traits de caractère qu’elles mettent en œuvre au quotidien, les compétences qu’elles ont développé pour imaginer et mettre en œuvre des projets structurants et comment elles s’y prennent pour dépasser les difficultés qu’elles peuvent rencontrer.

Sensibilisation au genre à l’attention des collaborateurs

Lutter contre les stéréotypes de genre permet de détruire les barrières invisibles qui peuvent conduire à de possibles discriminations au sein des entreprises.

Après une première édition en 2021, nous avons organisé en 2022 un atelier de sensibilisation en faveur des directeurs et managers de CDG Capital, qui a permis de définir les stéréotypes, de comprendre comment ils se construisent, leurs impacts, et l’influence qu’ils peuvent avoir sur les choix et les jugements, et, enfin, comment les déconstruire pour favoriser une meilleure égalité professionnelle.

Capsule

Nous sommes engagés, depuis plusieurs années déjà, à créer un environnement de travail où l’égalité des genres est priorisée et mise à l’honneur.

Ainsi, notre politique d’égalité professionnelle femmes/hommes favorise la reconnaissance et l’égalité des chances, la qualité de vie au travail et le mieux vivre ensemble.

Une démarche, un processus et des réalisations que nous avons présenté dans une capsule publiée sur notre réseau LinkedIn.

[Égalité des genres à CDG Capital | CDG Capital](#)



Premier prix du trophée de l'égalité professionnelle

En 2022, CDG Capital a reçu le premier prix du Trophée de l'Égalité Professionnelle.

Lors de la 6^{ème} édition de ce trophée, CDG Capital a été récompensée pour l'ensemble de ses réalisations initiées dans le cadre de la déclinaison de sa politique RSE ; une politique ambitieuse initiée en 2017 et dont les actions soutiennent notre volonté à garantir l'égalité des chances, la qualité de vie au travail et le mieux vivre ensemble. En effet, CDG Capital s'est engagée sincèrement et volontairement depuis plusieurs années dans cette démarche pour en faire une composante majeure de notre culture d'entreprise.

Offrir un environnement de travail favorable à la santé et à l'équilibre

A l'écoute des besoins de ses collaborateurs, CDG Capital travaille au quotidien à mettre en œuvre les mesures nécessaires pour leur assurer un environnement professionnel sain, et créer un sentiment général de satisfaction et d'épanouissement dans et par le travail.

Médecine du travail

Un médecin du travail intervient régulièrement auprès de CDG Capital et de ses filiales, avec pour principales missions de :

- réduire, voire supprimer, les facteurs de risque au sein de l'entreprise ;
- surveiller l'état de santé de nos collaborateurs ;
- minimiser les conséquences du travail sur la santé.

Son rôle a d'ailleurs été primordial dans la gestion de la crise sanitaire du Covid.

Notre médecin a également dispensé une formation "Sauveteur Secouriste du Travail" (SST) au profit de plusieurs de nos collaborateurs, qui sont désormais en mesure de dispenser les gestes de premiers secours en cas d'accident.

Indicateur	2020	2021	2022
Nombre d'accidents du travail	0	1	1

Opération de don du sang

En 2022, CDG Capital a organisé conjointement avec CDG Corporate une opération de don du sang.

Aussi, et afin de mobiliser un maximum de collaborateurs, nous avons organisé en amont de la journée de don, un séminaire de sensibilisation à l'importance du don du sang. Cette séance a été l'occasion d'informer les participants sur la situation de pénurie nationale en réserve de sang en raison du nombre faible de donneurs bénévoles (0,9% en 2019), et d'encourager les participants à prendre part de façon responsable à l'opération.

Nous avons ainsi pu mobiliser 90 personnes, dont 76 éligibles au don, et qui ont ainsi permis de sauver l'équivalent de 228 vies !



Ergonomie et espace de travail

CDG Capital dispose d'une charte d'ergonomie qui traite notamment de l'architecture des postes de travail, des postures de travail à adopter, des environnements thermique, sonore et lumineux, et des espaces de circulation.

Cette charte comprend des conseils à destination de nos collaborateurs pour les aider à disposer au mieux de leur espace de travail.

CDG Capital procède régulièrement à des relevés du niveau de CO2 et une évaluation de la température ambiante par espace, pour garantir une qualité saine de l'air dans ses locaux. La luminosité fait également l'objet d'un suivi rigoureux via des relevés de données permettant de réguler son niveau.

Charte de déconnexion

A CDG Capital, nous croyons fortement en l'importance du bon usage et de la régulation des nouvelles techniques de communication pour assurer le bien-être de nos collaborateurs aussi bien au travail qu'en dehors.

Aussi, et afin de préserver la santé de nos collaborateurs et de rétablir l'équilibre entre vie privée et nos vie professionnelle, nous avons adopté, en juin 2021, une charte de droit à la déconnexion. A travers cette charte, CDG Capital s'est engagé à installer une culture managériale respectueuse des temps de repos alloués à nos collaborateurs, tout en les incitant à se déconnecter en dehors des horaires de bureau.

Afin d'accompagner la mise en application de cette charte, webinaire de sensibilisation a été organisé pour traiter des enjeux et bonnes pratiques liés à l'utilisation raisonnée et équilibrée des outils de communications numériques, à l'organisation du temps de travail, et à l'importance d'un équilibre entre vie privée et vie professionnelle.

CDG Capital certifiée « Best Place to work »

Le programme « Best Places to Work » est un programme de certification initié dans plusieurs pays dans le monde depuis plus de 20 ans par l'institut Best Companies Groupe USA.

En 2022, CDG Capital a pris part à ce programme dans la catégorie des

entreprises entre 101 et 300 collaborateurs, et a obtenu une place dans le top 3 avec un score global de **73%**. Un score qui mesure le taux de satisfaction et d'engagement de l'équipe CDG Capital et qui évalue l'impact des politiques RH mises en œuvre.

Valoriser les potentialités et développer les talents

Face à un environnement concurrentiel de plus en plus agressif, nous accordons un intérêt particulier à la gestion de nos talents. La valorisation des potentialités de nos collaborateurs est une approche nécessaire pour faire face, de façon efficace et performante, aux transformations et au défis du marché.

Formation

Notre politique de formation est étroitement liée aux orientations et à la stratégie de l'entreprise. Elle prend en considération les écarts de compétences individuels et collectifs, ainsi que les évolutions de nos activités et métiers que nous tâchons d'anticiper.

A travers notre plan de formation triennal, nous offrons à nos collaborateurs trois types de formations complémentaires :

- Formations métiers ;
- Formations managériales et développement personnel ;
- Formations diplômantes et certifiantes.

Pour renforcer la bonne gestion de notre politique de formation, nous adoptons une ingénierie de formation assurant la meilleure adéquation entre besoins et actions de formation, un processus interactif et participatif pour l'identification des priorités du plan de formation, ainsi que des outils d'évaluation pour apprécier la qualité des formations dispensées.

Au-delà des formations organisées par la Banque, nos cadres supérieurs ont accès à des formations de qualité, initiées par le Groupe CDG, dans le cadre du programme ONE CDG.

Indicateur	2020	2021	2022
Nombre de collaborateurs ayant bénéficié d'une formation CDGK	87	82	90
Part du budget de formation CDGK par rapport à la masse salariale	1,2%	1,7%	1,1%
Nbre de JH de formation (CDGK + ONE CDG)	765,26	498,32	585,78

E-Académie Groupe CDG :

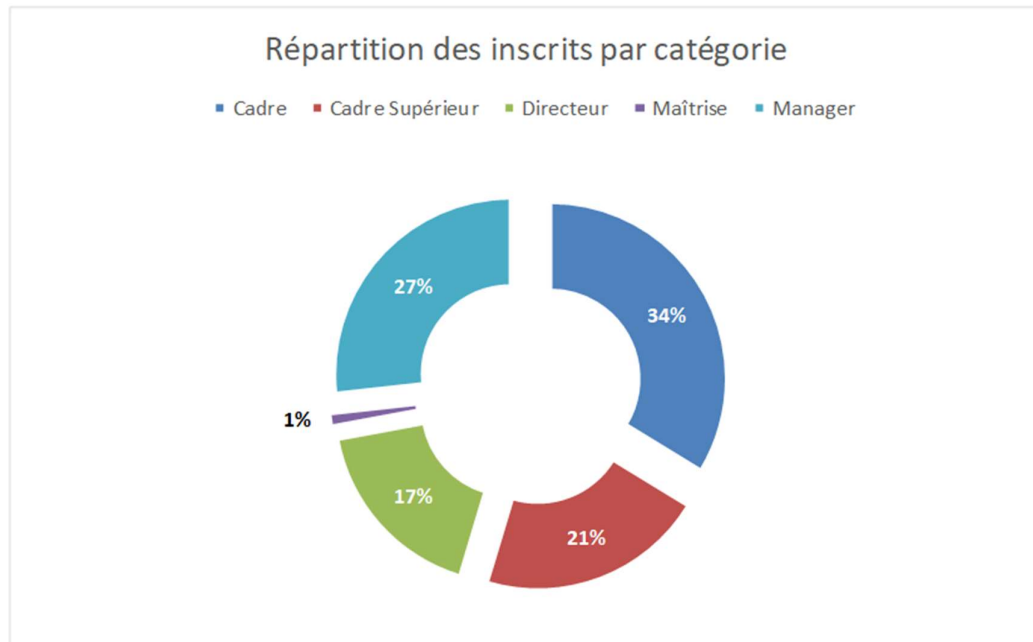
Dans le cadre des orientations du Schéma Directeur Formation du Groupe CDG, l'Académie CDG a lancé en avril 2022 la Plateforme E-Learning du groupe et ce, afin de :

- Disposer d'une offre de formation innovante
- Digitaliser l'offre formation Groupe
- Démocratiser l'accès à la formation

Labellisée « e-Académie Groupe CDG », la plateforme est accessible à l'ensemble des collaborateurs CDG Capital et offre les fonctionnalités suivantes :

- Des parcours e-learning sur étagère : constitués de catalogues des plus grands éditeurs internationaux dans les domaines des SoftSkills, Langues & Digital ;
- Une sélection des meilleurs MOOCs d'Universités internationales touchant aux secteurs d'activités du Groupe CDG ;
- Une bibliothèque numérique de 900 000 ouvrages et 75 titres de presse alimentés au quotidien ;
- Une plateforme de Formation ludique permettant un accès aussi bien depuis le Smartphone que depuis le domicile ;
- Un programme de tutorat, d'accompagnement et de suivi : Learner Success Center, Helpdesk et Tutorat.

Le taux d'inscrits actifs à la plateforme en 2022 est de 54,77% réparti comme suit :



Gestion de carrières

Notre gestion de mobilité de carrière suit une approche structurée dans le cadre de comités RH dédiés, tenant compte aussi bien de la performance durable de nos managers, de leurs ambitions, que de leur potentiel d'évolution vers des niveaux de responsabilités importants.

En effet, grâce à la diversité des métiers de la banque, nos collaborateurs bénéficient d'une large palette d'opportunités d'évolution interne intéressante.

Pour que la gestion de carrière de nos collaborateurs devienne une action anticipative et proactive répondant au mieux à leurs besoins et attentes, nous avons adopté une démarche basée sur les outils suivants :

- **Une évaluation annuelle de la performance** : Lors de cette évaluation, manager et collaborateur font le bilan de l'année écoulée en termes de réalisations, d'attentes du collaborateur et de besoins en compétences techniques, comportementales et transverses. Cette rencontre est un moyen de reconnaissance de la contribution du collaborateur à l'activité de la banque, c'est également l'occasion d'échanger sur ses souhaits d'évolution et de mobilité.
- **Un plan de développement des compétences** : Ce plan est élaboré sur la base d'une ingénierie de formation qui identifie les besoins des collaborateurs et qui gère leurs compétences individuelles et collectives.
- **Une politique de mobilité** : Cette politique constitue un axe central dans la gestion des ressources humaines. Les collaborateurs intéressés par des postes vacants au niveau de CDG Capital, de ses filiales ou du Groupe CDG peuvent postuler et être affectés à une position au sein d'une des entités du Groupe.
- **Trajectoire de carrière** : En articulation avec le processus de gestion de carrière et talent management, la mise en place des trajectoires de carrière a permis l'optimisation et le développement du capital humain en apportant plus de visibilité sur les opportunités professionnelles en interne. Ainsi, le projet a permis l'identification des évolutions de poste possible (vertical et inter-filières) ainsi qu'une meilleure visibilité d'évolution de carrière par métier et par poste.
- **Bilans de compétences individuel** : Dans le cadre de la feuille de route RH du Groupe CDG, un projet « d'Elaboration d'un Référentiel des Compétences Transversales et Managériales et de mise en place d'un HR Development Center Group » a été lancé avec pour objectif de répertorier, dans une première phase, pour l'ensemble des collaborateurs du Groupe les compétences transversales et managériales dans un référentiel des compétences partagé par l'ensemble des structures du groupe. La deuxième phase du projet consiste à procéder à un assessment des équipes par le biais du « HR Development Center » dont l'objectif est d'être à l'écoute des attentes professionnelles et des ambitions des collaborateurs et de les accompagner dans l'identification de leurs forces et potentiel de progrès, pour ensuite obtenir un plan de développement des compétences individuel ciblé et adapté à leurs réels besoins.

Préservation de notre environnement et soutien de nos communautés

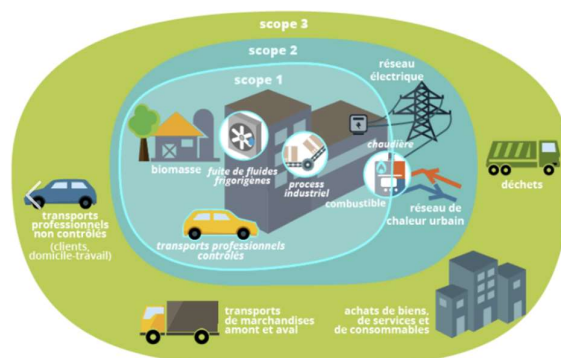
Mesurer et alléger notre empreinte environnementale

Réduire notre impact environnemental est l'un des engagements affichés de notre politique RSE. Aussi, et bien que notre fonctionnement propre n'ait pas d'impact majeur sur l'environnement, nous agissons de façon responsable pour lutter contre la pollution atmosphérique en mesurant notre empreinte carbone de façon régulière.

Bilan Carbone

Dans le cadre de son engagement en faveur d'une transition bas-carbone, CDG Capital a réalisé 2 bilans carbone. Réalisés respectivement en 2018 (année de référence 2016) et en 2021 (année de référence 2020), ces bilans ont permis d'évaluer les émissions générées par CDG Capital et ses filiales, CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse, sur le territoire national.

Dans le cadre du processus de comptabilisation de ses émissions de Gaz à effet de Serre (GES), et afin de s'aligner sur les recommandations de la TCFD¹ (Task Force on Climate related to Financial Disclosures), CDG Capital a tenu à intégrer tous les postes significatifs du SCOPE 1, 2 et 3 :



¹ Le Groupe de travail sur les divulgations financières liées au climat (TCFD) est une organisation qui a été créée en décembre 2015 dans le but de développer un ensemble de divulgations volontaires des risques financiers liés au climat.

Les émissions globales des GES du périmètre restreint* ont été évaluée, pour l'année de référence 2020, à **3,4 tCO2e/ETP** contre **4,5 tCO2e/ETP** en 2016, enregistrant ainsi une baisse de **25%**.

*Ce périmètre comprend les Scope 1,2, et 3 en excluant les postes liés aux immobilisations, aux achats de services et aux achats de produits (à l'exception du papier).

Empreinte Carbone	BC 1 - réalisé en 2018 pour l'année de référence 2016			BC 2 - réalisé en 2021 pour l'année de référence 2020		
	Total tCO2	Effectif	Empreinte carbone par employé	Total tCO2	Effectif	Empreinte carbone par employé
Siège CDG Capital	714,08	161	4,44	548,02	158	3,47
CDG Capital Gestion	136,53	34	4,02	83,13	33	2,52
CDG Capital Bourse	106,89	17	6,29	69,99	15	4,67
Total CDG Capital	957,5	212	4,5	701,14	206	3,4

Cette baisse s'explique notamment par l'effet conjugué des efforts de réduction des émissions orientés vers l'économie d'énergie, l'efficacité énergétique et l'optimisation des ressources, mais également par l'impact de la crise sanitaire sur les différents postes d'émissions (télétravail et baisse des déplacements professionnels).

Compensation Carbone

A travers la Fondation CDG, nous contribuons annuellement au programme de compensation volontaire carbone mené par la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement. Grâce à ce programme, CDG Capital compense les émissions GES engendrées par les déplacements professionnels et domicile-travail de ses collaborateurs, à travers notamment notre participation au financement d'un projet de plantation de palmiers et à l'équipement des écoles rurales en Kits Photovoltaïques, en chauffe-eau solaire et en LED.

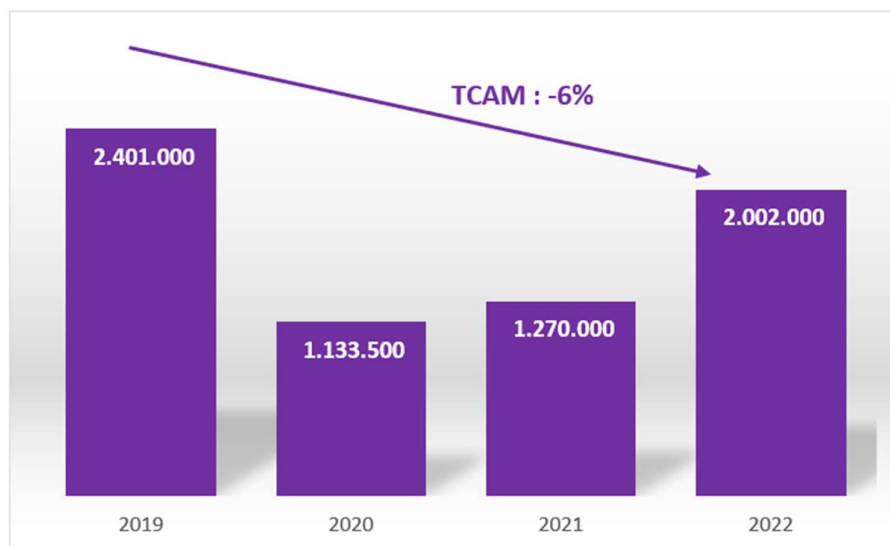
Au titre de l'année 2022, la contribution du Groupe CDG au programme a permis de compenser environ **131,64 tCO2e** par an sur un total de **484,50**, l'équivalent de près de **27%** des émissions CO2.

Capsule Ecogestes

Agir pour l'environnement est l'affaire de tous ! Aussi, pour sensibiliser l'ensemble de nos collaborateurs à l'importance des écogestes au quotidien, aussi bien au travail qu'à la maison, nous avons réalisé une capsule animée mettant en avant les gestes et habitudes à adopter pour réduire notre impact sur l'environnement. Diffusée en interne, cette capsule décrit l'ensemble des réflexes que nous devons adopter pour aider à maîtriser notre consommation d'énergie au quotidien.

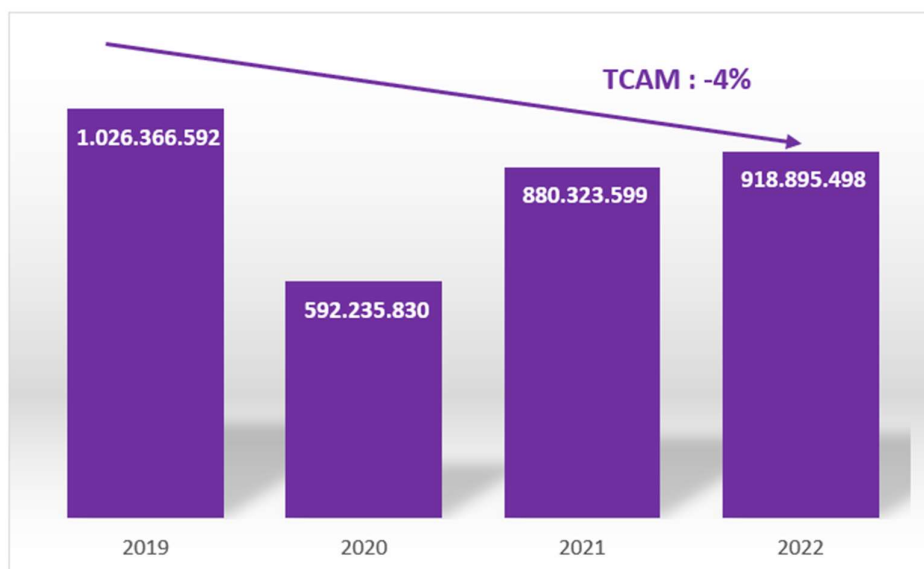
Indicateurs Environnementaux

Evolution de la consommation d'eau entre 2019 et 2022 (Litres)



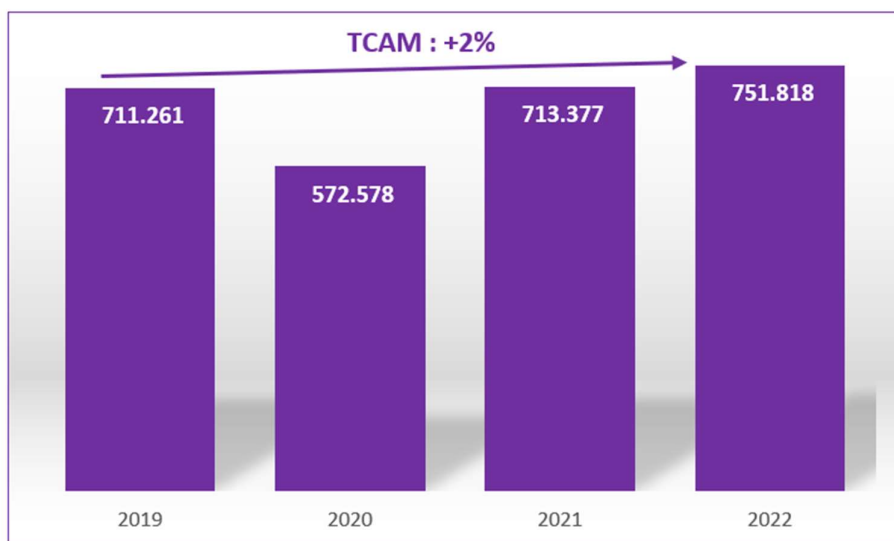
Grâce à un suivi continu de notre consommation d'eau, à l'installation de robinets à infra-rouge et de fontaines à eau filtrée dans nos différents locaux, nous avons pu enregistrer une diminution de notre consommation d'eau sur les 4 dernières années avec un Taux de Croissance Moyen (TCAM) de -6%.

Evolution de la consommation de carburant entre 2019 et 2022 (KJ)



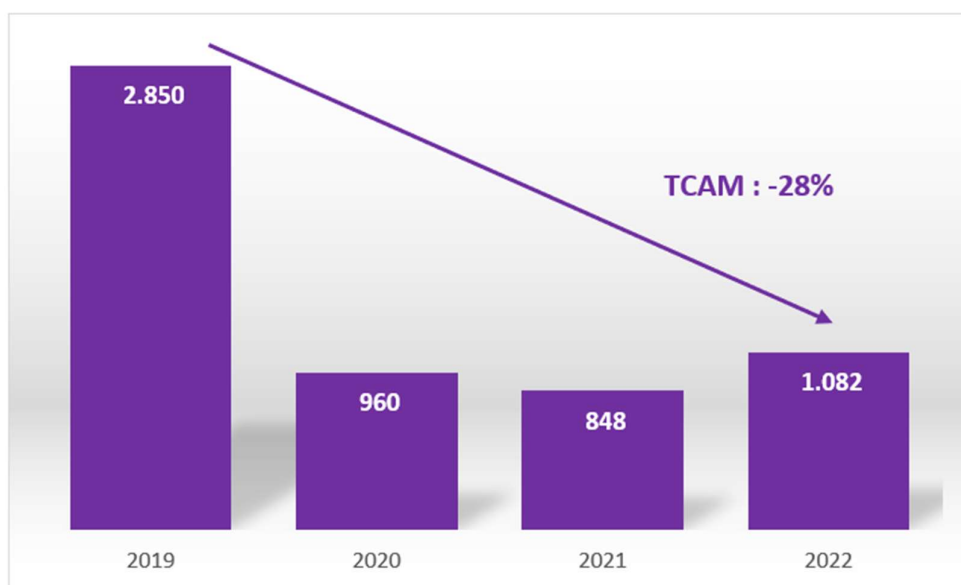
Grâce à une gestion efficace et efficiente de notre parc automobile nous avons réalisé une baisse importante de notre consommation de carburant sur les 4 dernières années avec un Taux de Croissance Moyen (TCAM) de -4%.

Evolution de la consommation d'électricité entre 2019 et 2022 (kWh)



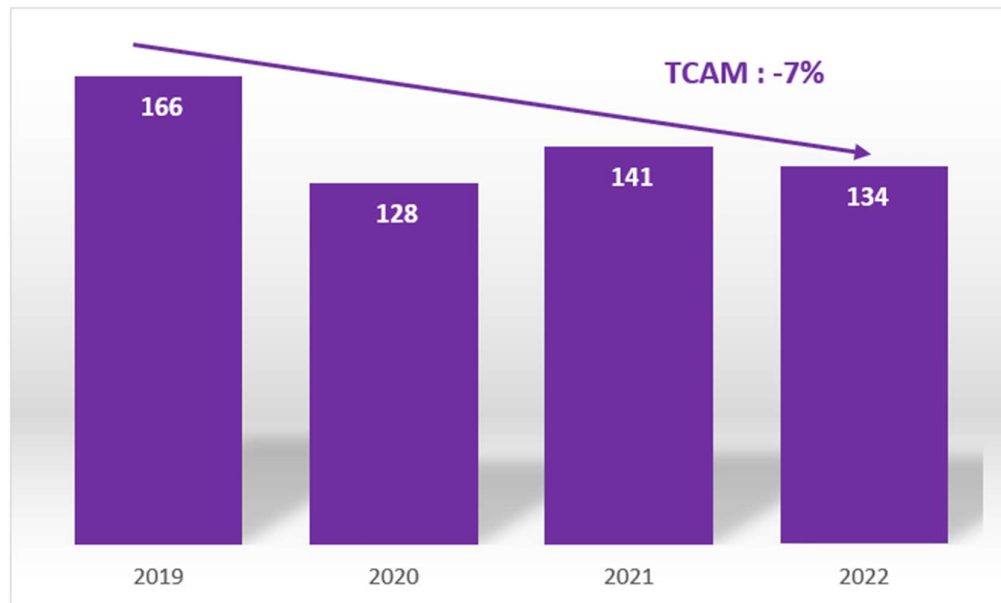
Sur les 4 dernières années, CDG Capital a enregistré une légère augmentation de sa consommation d'électricité avec un Taux de Croissance Moyen (TCAM) de +2%.

Evolution de la consommation de papier consolidée entre 2019 et 2022 (Kg)



Grâce à la réduction des achats de papier, et à la baisse des acquisitions de journaux en format papier au profit des abonnements électroniques, nous avons pu enregistrer une importante diminution de notre consommation de papier avec un Taux de Croissance Moyen (TCAM) de -28% une sur les 4 dernières années.

Evolution de la consommation de toners (recyclés) entre 2019 et 2022 (Nombre)



Grâce à la rationalisation de la consommation des fournitures de bureau, y compris les toners, CDG Capital a enregistré une importante diminution de sa consommation de toners (recyclés) sur les 4 dernières années, avec un Taux de Croissance Moyen (TCAM) de -7%.

S'engager pour nos communautés locales

CDG Capital mène des actions solidaires en faveur de ses communautés locales en soutenant des programmes de développement au profit d'organisations caritatives.

Fondation Jadara (ex Fondation Marocaine de l'Étudiant -FME)

CDG Capital soutient, depuis 2019, la Fondation Jadara dans sa mission d'accompagnement de bacheliers brillants, issus de milieux défavorisés, dans la poursuite de leurs études supérieures jusqu'à leur insertion professionnelle.

Tutorat

Une vingtaine des collaborateurs de CDG Capital ont participé au programme de tutorat porté par la Fondation Jadara qui consiste à mettre en relation un étudiant boursier et un cadre d'entreprise bénévole qui lui accordera un minimum de deux heures de mentoring par mois sur une année renouvelable. Nos collaborateurs tuteurs ont ainsi pu accompagner leurs tutorés en leur apportant écoute, conseil et partage d'expérience, à travers des échanges réguliers.

Ateliers

Notre soutien à la Fondation Jadara s'est également illustré dans le partage d'expérience et d'expertise. En effet, une dizaine de nos collaborateurs ont animé, au profit de plusieurs étudiants boursiers de la fondation, des ateliers traitant de thématiques diverses telles que la gestion du temps, la recherche d'emploi, la gestion du stress et la confiance en soi.

Bourses d'étude

En 2022, CDG Capital a renforcé son partenariat avec la Fondation Jadara à travers la mise en place, en partenariat avec la fondation CDG, d'un programme d'accompagnement sur les 5 années à venir.

Cet accompagnement se matérialise par l'octroi d'une **bourse d'étude au profit de 3 jeunes étudiants sur les cinq prochaines années**, tout en leur apportant un appui spécifique en mécénat de compétences pour leur offrir les moyens nécessaires à leur insertion dans la vie professionnelle.

Fondation CDG

CDG Capital et ses filiales apportent leur soutien à plusieurs associations et œuvres sociales à travers un don versé annuellement à la Fondation CDG. Ainsi, chaque année CDG Capital et ses filiales contribuent à différentes initiatives afin de développer et d'accompagner des actions de solidarité et de développement social et durable.

Contact

Laila Mikou
Directrice Développement Durable
laila.mikou@cdgcapital.ma
0522 23 97 56

CDG CAPITAL

Place Moulay El Hassan, Tour Mamounia,
BP 1045, Rabat

Tél. : 05 37 66 52 52 (LG)

Fax : 05 37 66 52 00

E-mail : cdgcapital@cdgcapital.ma



التميز
Excellence



المواطنة
Citoyenneté



المسؤولية
Responsabilité